



**HAL**  
open science

# L'information coloniale dans l'Humanité, 1904-1914. Les cas de la conquête du Sud-Ouest africain par l'Allemagne et de la Tripolitaine par l'Italie

Mehdi Wahid

## ► To cite this version:

Mehdi Wahid. L'information coloniale dans l'Humanité, 1904-1914. Les cas de la conquête du Sud-Ouest africain par l'Allemagne et de la Tripolitaine par l'Italie. Histoire. 2018. dumas-02276350

**HAL Id: dumas-02276350**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02276350>**

Submitted on 2 Sep 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



---

# L'INFORMATION COLONIALE DANS L'HUMANITE, 1904-1914

---

Les cas de la conquête du Sud-Ouest africain par l'Allemagne et de la  
Tripolitaine par l'Italie



MEHDI WAHID

*SOUS LA DIRECTION DE*

M. SYLVAIN VENAYRE

*Master recherche en histoire contemporaine – parcours histoire culturelle*  
*ANNEE 2017/2018*

C'est une chose étrange à la fin que le monde  
Un jour je m'en irai sans en avoir tout dit  
Ces moments de bonheur ces midis d'incendie  
La nuit immense et noire aux déchirures blondes

Rien n'est si précieux peut-être qu'on le croit  
D'autres viennent Ils ont le cœur que j'ai moi-même  
Ils savent toucher l'herbe et dire je vous aime  
Et rêver dans le soir où s'éteignent des voix

[...]

Il y aura toujours un couple frémissant  
Pour qui ce matin-là sera l'aube première  
Il y aura toujours l'eau le vent la lumière  
Rien ne passe après tout si ce n'est le passant

C'est une chose au fond que je ne puis comprendre  
Cette peur de mourir que les gens ont en eux  
Comme si ce n'était pas assez merveilleux  
Que le ciel un moment nous ait paru si tendre

[...]

Malgré tout je vous dis que cette vie fut telle  
Qu'à qui voudra m'entendre à qui je parle ici  
N'ayant plus sur la lèvre un seul mot que merci  
Je dirai malgré tout que cette vie fut belle

**Louis Aragon, *Les yeux et la mémoire.***

# Remerciements

*Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche, M. Sylvain Venayre, pour sa disponibilité, l'écoute et la patience dont il a fait preuve tout au long de l'année à chaque fois que je l'ai sollicité. Nos échanges ont été fondateurs pour moi, et j'aime à remarquer comme ses enseignements contribuent à ma façon d'analyser et de conceptualiser, même au quotidien.*

*Il a accepté ma condition d'étudiant en double cursus sans sourciller, et ce fut un soutien déterminant dans ma réussite de cette année.*

*Je rends également hommage aux enseignants d'histoire à l'Université Grenoble Alpes, pour leurs enseignements et leurs conseils, qui m'ont permis d'identifier de nouvelles pistes. Je pense notamment à M. Olivier Forlin tant ses indications bibliographiques et historiographiques se sont révélées pertinentes.*

*Tous mes remerciements vont aux personnels administratifs de mes deux universités, et notamment de l'UGA, pour avoir été si arrangeants et à l'écoute. Sans cette facilité je n'aurais jamais pu tenir ce rythme durant toute une année !*

*Enfin, j'ai une pensée pour toutes les personnes que j'ai pu rencontrer tout au long de l'année, conférenciers, bibliothécaires, documentalistes, etc. pour le temps qu'ils m'ont consacré, et l'aide précieuse que leur méthodologie ou leur travail ont su m'apporter.*

# Introduction

La question de l'information provenant des opérations militaires dans les colonies a longtemps été traitée dans l'historiographie de manière parcellaire. Les recherches se sont plutôt concentrées sur l'utilisation de ces informations, la censure éventuelle, ou alors pour décentrer le regard et étudier l'information produite par les colonies elles-mêmes (comme les études sur les journaux à Alger par exemple).

Le but de cette recherche est d'adopter un point de vue systémique. Il est important de mettre en avant la notion de réseau d'information coloniale, déterminer quel chemin emprunte l'information pour parvenir aux organes de diffusion. L'étude de ce réseau permet ensuite de comprendre le traitement qui en ait fait.

Au début des années 1900, l'information, donc la presse, est complètement tributaire de son réseau. Par réseau, il faut entendre les émetteurs de l'information, les canaux qu'elle emprunte pour arriver en métropole, et ensuite l'organe de diffusion. Or, si les émetteurs peuvent être multiples, et les canaux se diversifier, la diffusion reste l'apanage pour majeure partie de la presse. Un chiffre donne d'ailleurs la pleine mesure de ce poids de la presse écrite : en 1914, à la veille de la guerre, quatre journaux en France tirent à plus d'un million d'exemplaires. C'est énorme dans une France métropolitaine dont la population totale est d'environ 40 millions d'individus. Le pouvoir de la presse est énorme, elle est le vecteur de diffusion du lointain. A cette époque, un individu n'a pas d'autres choix que les journaux pour être informé des événements. Et plus ceux-ci sont lointains, plus la problématique du réseau pèse sur l'information qui arrive. L'analogie peut être faite avec le travail de l'historien. Si les sources sont multiples, prises dans des vecteurs de diffusion divers, alors il est beaucoup plus probable de réussir à restituer la réalité d'un événement dans son intégralité. Pour l'information de l'époque, c'est la même chose. Plus l'événement dont elle traite est lointain, outre-mer en l'occurrence, plus les sources sont limitées, contrôlées, et donc la transmission de l'information l'est également. Il convient également de préciser que la « déontologie journalistique » telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existe pas à l'époque, de même que l'information dite « objective ». La carte de presse n'apparaît qu'en 1935.

L'historiographie générale sur la colonisation européenne en Afrique est plutôt abondante. Les prismes d'étude et les points d'entrées changent souvent, tout autant que les référentiels bibliographiques et historiographiques d'analyse d'ailleurs, mais l'objectif principal reste le même : (ré)écrire l'histoire d'une colonisation qui a certainement laissé des traces dans notre présent, et que d'aucuns voient comme l'un des facteurs des tensions sociales qui, semblerait-il, pointent aujourd'hui.

Notre analyse n'adoptera pas la même démarche. Il ne s'agira pas de raconter les atrocités de la colonisation factuellement, de présenter les prémices de l'anticolonialisme, ou de faire une analyse politique rétrospective. Suivant le courant historiographique des représentations, notre étude tendra à restituer les imaginaires collectifs, individuels, politiques ou encore sociaux de l'époque qui servent d'outils au quotidien *l'Humanité* pour raconter l'actualité coloniale. En d'autres termes, quels sont les écueils qui pèsent sur les relations des événements, les références de l'époque qui expliquent les choix éditoriaux de la rédaction du quotidien, dans les objectifs qu'elle se fixe.

Évidemment, il est vraisemblable que ces références soient multiples, de l'idéologie marxiste, en passant par, peut-être, les classiques littéraires pour les journalistes de *l'Humanité*, jusqu'à des problématiques plus matérielles comme celles des réseaux d'information ou encore d'organisation politique socialiste à l'échelle européenne. Néanmoins, en se focalisant sur deux événements –la colonisation italienne de la Tripolitaine et celle de l'actuelle Namibie par l'Allemagne- et en se fixant comme grille de lecture et d'analyse la réception des articles par le lectorat du quotidien, l'historien peut faire ressortir les pensées et les pratiques d'une élite socialiste française qui cherche à élargir son public, donc sa base électorale, au maximum.

Un journal est toujours l'expression d'un pouvoir politique ou économique, souvent les deux. L'information est orientée, elle sert un but. Les décideurs politiques sont liés aux journaux, ils écrivent dedans, les dirigent parfois comme c'est le cas avec *L'Humanité*. Cette liaison étroite entre presse et pouvoir est une partie de ce réseau d'information que l'étude cherche à traiter. Le pouvoir se situe au départ de l'information, il est la puissance colonisatrice, et à l'arrivée dans les organes de presse, puisqu'il en fait partie.

Alors se pose maintenant la question des objets de l'étude. Pourquoi *L'Humanité* et pourquoi les colonisations allemandes et italiennes ? *L'Humanité* est un quotidien socialiste, créé en 1904 par Jean Jaurès. Dès les premiers mois de sa parution, il est pensé comme devant devenir le journal du parti socialiste unifié. C'est un journal de parti, le seul socialiste. La

liaison entre politique et presse apparaît évidente. Des grandes personnalités, politiques ou littéraires, y écrivent des articles comme Jean Jaurès, Aristide Briand, Anatole France, Leon Blum, etc. Cette presse marxiste, socialiste, a un traitement de l'information qui lui est propre. Il est donc intéressant d'analyser son réseau pour obtenir, traiter, et diffuser ce qui lui parvient d'outre-mer, tout comme sa façon de le présenter.

Ensuite, le choix s'est porté sur les colonisations allemandes et italiennes. En réalité, l'étude devait au préalable se concentrer sur les massacres perpétrés par l'Empire Allemand sur les Namas et les Hereros en Afrique de l'Ouest. L'objet est particulièrement intéressant puisque le massacre est de très grande envergure, on le qualifie même dans certains ouvrages récents de « premier génocide du XXème siècle ». De plus, les socialistes allemands sont proches des socialistes français, notamment au sein de l'Internationale socialiste. En Allemagne, ils représentent l'opposition. Mais dans l'Internationale, ils polarisent les débats et font figure de modèle pour tous les autres socialistes qui suivent les différents courants au sein de l'Internationale que les penseurs allemands auront imposé. Ainsi, se demande-t-on comment *l'Humanité* obtenait-il ses informations ? Comment étaient-elles ensuite présentées ? Cette proximité entre les socialistes jouait-elle un rôle dans ce réseau ?

L'élargissement à la colonisation italienne de l'actuelle Libye s'est fait naturellement. Elle permet de mettre en perspective les conclusions sur l'information coloniale allemande, elle offre un point de comparaison qui permet d'enrichir l'analyse et d'affirmer sa validité. Ce fut finalement plutôt un bon choix. L'impérialisme italien est très réduit comparé à celui de la France, l'Angleterre ou même de l'Allemagne. Son cas est assez peu traité dans l'historiographie française. De plus, il est intéressant de pouvoir comparer le réseau d'information entre les deux lieux de conflits que sont l'Afrique de l'Ouest et la Tripolitaine, soumis à des régimes politiques différents. Les socialistes italiens sont unanimes sur la position à adopter quant à la conquête de la Libye, mais leur voix est plus ténue qu'en Allemagne ou en France.

La question des sources se pose alors. Celles utilisées pour l'étude sont induites par la problématique. Puisque le but est d'analyser les moyens du quotidien pour obtenir l'information et les façons de la présenter, les articles correspondants en sont la source principale. La provenance de l'information est régulièrement précisée dans les articles. Lorsqu'il y a des renvois vers d'autres quotidiens ou d'autres sources, alors elles sont également traitées et intégrées à l'étude.

Notre étude a finalement pour but de mettre à l'épreuve, par l'étude de deux évènements bien distincts, les « forces profondes » pour paraphraser Pierre Milza qui s'imposent au traitement de l'information coloniale. La question du réseau est prégnante, tout comme celle des institutions, et c'est en analysant les caractéristiques des relations qui sont faites au public qu'il sera possible de les identifier.

# Cartes

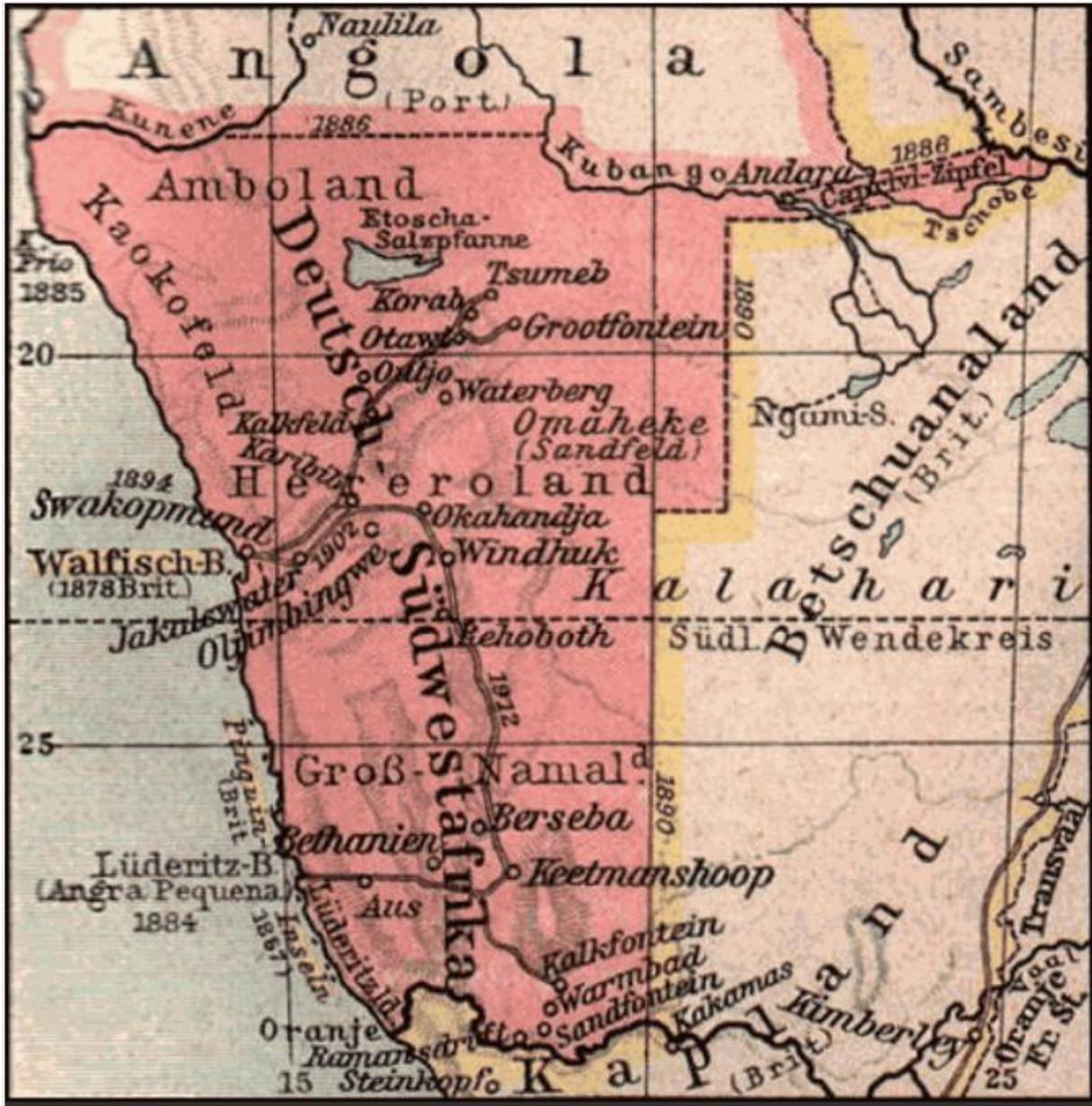


Figure 1 Carte du Sud-Ouest Africain, correspondant presque à l'actuelle Namibie



Figure 2 Carte représentant la Tripolitaine



Figure 3 Carte représentant la Cyrénaïque, juste à l'Est de la Tripolitaine. Les deux régions correspondent environ à la Libye actuelle.



Chapitre I: La transmission de l'information  
coloniale, les réseaux de la modernité.

Cette idée de mise en réseau du monde apparaît à partir de la moitié du 1850. Elle commence d'ailleurs par des technologies liées directement à la circulation de l'information. Deux innovations sont à l'origine de cette vision maillée du globe : le chemin de fer et les réseaux télégraphiques.

Cette vision d'un monde de réseau s'est tellement imposée qu'en 1877, le directeur de l'Observatoire de Milan, Giovanni Schiaparelli, observe la planète mars à l'aide d'une lunette préformante. Il croit alors distinguer un maillage étonnamment géométrique, séparant des zones de lumières des zones d'ombres. Il appelle ces lignes des *canali*. On traduit en anglais par « canaux », pour ce qui devint l'affaire des canaux de Mars. On n'envisageait à l'époque que l'hypothèse selon laquelle ces canaux étaient d'origine intelligente. Le débat sur la présence ou non d'une forme de vie intelligente sur Mars ayant été susceptible de creuser ces canaux a duré pendant plusieurs décennies.

Cette affaire trouve une résonance particulière au travers de notre étude par le système de pensée qu'elle traduit. Si Mars était habitée, si elle était un monde, alors parmi toutes les choses qui constitue un monde, la plus représentative était un réseau de transport et de communication. Le monde devait être maillé pour exister<sup>1</sup>.

Jusqu'en 1914, et même un peu au-delà, c'est cette figure du réseau qui perdura. Entraînée par les lignes télégraphiques, dont la première fut transatlantique et posée en 1853, et par l'imposition du transport par chemin de fer. En 1850, on comptait déjà 35 000km de voies ferrées.

La colonisation allemande en Namibie le montre d'ailleurs, avec cette volonté immédiate de mailler le terrain nouvellement découvert. Comme un prolongement des chemins de fer, les bateaux à vapeur se sont également multipliés. On trouve ici les deux voies de communications de l'information qui arrive en Allemagne, et ensuite dans *l'Humanité*. La problématique est évidente. Qui contrôle ces voies ? La réponse donne une première idée sur qui contrôle l'information qui transite. Les messages utilisant les lignes télégraphiques allemandes sont lus par les autorités ayant la gestion de ces lignes. Autorités gouvernementales donc. Un premier niveau de filtrage pèse ici sur l'information. A supposer que *l'Humanité* ait eu un correspondant sur place, il aurait tout de même été tributaire du réseau, et de la volonté militaire de le laisser « observer » librement.

---

<sup>1</sup> Voir le chapitre *Les paradoxes du réseau*, rédigé par Sylvain Venayre, dans S. VENAYRE et P. SINGARAVELOU (dir.), *Histoire du monde au XIXème siècle*, Fayard, Paris, 2017, 718p

L'impérialisme allemand est récent, comparé à ses voisins européens. L'Allemagne commence à s'intéresser à l'Afrique et à la possibilité d'avoir des colonies avec Bismarck<sup>2</sup>. En 1884, il décide de place sous la protection du Reich la côte comprise entre le Cunene et l'Orange. En 1890, le ministère des affaires étrangères crée une Direction des colonies. Qui devient un ministère en 1907.

A partir de ce moment-là, pendant une dizaine d'années, les Allemands s'installent progressivement au Togo, au Cameroun, et dans une partie du Sud-Ouest Africain et de l'Afrique Orientale. Le fonctionnement est simple, au début les pouvoirs sont délégués à des compagnies à chartes et on encourage des colons européens à s'installer.

Mais c'est vraiment à partir de 1897 que l'impérialisme allemand prend une grande dimension, dans un contexte de *weltpolitik* (politique monde) décidé par l'empereur qui ne donne pas d'objectifs de conquête précis.

Cela devient intéressant, puisque les moyens militaires engagés par la métropole allemande dans ses expéditions coloniales restent relativement limités, à l'exception de la répression des soulèvements Namas et Hereros de 1904 à 1907. C'est à la lumière des chiffres, des moyens engagés, et de la brutalité de la répression que l'étude de la circulation des informations à partir de ce lieu de conflit -le Sud-Ouest Africain- prend tout son sens.

En termes de guerre, on évalue leur nombre à 30 menées par les Allemands entre 1880 et 1914, période dont l'historiographie s'accorde presque unanimement à définir comme celle de l'impérialisme allemand. Néanmoins, ce chiffre peut-être considérablement augmenté si l'on considère les expéditions punitives<sup>3</sup>.

Comme la plupart des autres puissances, l'Allemagne ne connaît la guerre qu'outre-mer de 1871 à 1914. Les officiers sont donc attirés pour intégrer les troupes coloniales dans le but d'avoir de l'avancement et prendre du grade. Beaucoup font ce qu'on pourrait appeler de l'excès de zèle. Le général Von Trotha<sup>4</sup> est vu comme le principal instigateur du massacre Herero et Nama. Plus de la moitié des articles de *l'Humanité* concernant la répression le

---

<sup>2</sup> Homme d'état allemand, né en 1815 et mort en 1898, ministre-président de Prusse et chancelier de l'empire allemand. Il est le père de la *realpolitik* et de la *weltpolitik* de l'empire, n'hésitant pas à manœuvrer dans ses alliances géopolitiques pour affirmer l'Allemagne comme un Empire.

<sup>3</sup> V. JOLY, *Guerres d'Afrique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p183

<sup>4</sup> Général allemand, né en 1848 et mort en 1920, il est l'homme de guerre le plus utilisé par l'empire, notamment en Asie et en Afrique où il devient le commandant en chef, véritable décideur sur place devant le gouverneur. Il est réputé pour sa violence, ses répressions et son intransigeance.

mentionne. Il est présenté comme le penseur du massacre, plus même que comme simple exécutant.

Hors de France

Allemagne

Le général de Trotha

Nous avons relaté le conflit qui a surgi entre le général de Trotha et le chancelier de Bülow. A ce sujet, la Gazette de Voss écrit :

La façon dont le général de Trotha conduit la guerre fait tort à l'Empire d'Allemagne et à son prestige auprès des autres peuples. Elle s'est révélée en même temps comme inefficace. De plus, le général de Trotha s'est mis en opposition avec le chancelier de l'Empire et les couleurs allemandes. Lorsqu'il fut question d'envoyer en Afrique M. de Trotha, on fit remarquer qu'il était atteint d'une maladie nerveuse, et les fatigues subies ont dû en augmenter la gravité. Il serait donc très naturel que le général fût, pour ce motif relevé de ses fonctions et cette mesure est d'autre part, indispensable au point de vue politique. Même le parti colonial le reconnaît de plus en plus.

D'autre part, la Gazette de la Croix annonçait il y a quelques jours que la femme du général était gravement malade dans une maison de santé, et que pour cette raison, il était possible que son mari revînt bientôt vers Berlin. Beaucoup sont disposés, en Allemagne, à voir là l'annonce déguisée d'un rappel du général.<sup>5</sup>

La répression allemande, et l'échec qui a longtemps perduré pour l'armée, est personnifiée par le général Von Trotha. Les dérives de la politique coloniale lui sont attribuées, et son opposition avec le chancelier allègrement mise en avant.

Le socialisme n'est pas le parti de la colonisation, néanmoins, dans l'article de *L'Humanité* qui reprend celui de *La Gazette de Voss*, l'auteur fait preuve d'une certaine indulgence envers le général. *La Gazette* le présente comme étant atteint d'une maladie nerveuse, qui aurait finalement eu raison de son libre arbitre et de sa raison, le poussant à commettre des atrocités. Souvent, le quotidien socialiste reprend à son compte ce genre d'articles. Il ne pioche d'ailleurs pas uniquement dans la presse socialiste allemande, et fait de fréquentes références à des journaux de bords politiques très divers.

La donne est simple. *L'Humanité* n'a pas les moyens de disposer de correspondants étrangers dans le sud-ouest africain. Sa latitude financière est limitée<sup>6</sup>. C'est ainsi qu'il s'insère dans le réseau de presse européen. Partant de cette constatation, il est possible de supposer que les

---

<sup>5</sup> *L'Humanité*, 20 août 1905

<sup>6</sup> Idée que l'on retrouve dans P. EVENO, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, CTHS Histoire. L'auteur démontre l'importance des financements extérieurs dans l'organisation des journaux français. Or, le quotidien socialiste a d'emblée refusé d'être soutenu par des capitaux extérieurs, préférant conserver son indépendance. Cet état de fait conduit la rédaction à faire des choix. Paris, 2003

articles repris par le quotidien, s'ils ne sont pas démentis et publiés en l'état, disposent de l'aval de la rédaction quant à leur contenu.

#### Les campagnes coloniales

Un télégramme de l'Afrique allemande du sud-ouest annonce que le lieutenant-colonel von Semmery, avec un détachement de Koppis, a livré un violent combat à un ennemi très fort en nombre<sup>7</sup>

Malgré les maigres effectifs envoyés en Afrique du Sud-Ouest, cela semble suffisant. Le journal décrit les avancées de l'armée allemande presque pas à pas, et l'expédition progresse. Très peu de morts côté allemand. L'armée est efficace, et les soldats ont tout de suite entrepris la construction d'un grand réseau de chemin de fer entre les différents centres de commandement, ainsi que beaucoup de lignes télégraphiques, puis téléphoniques. On retrouve ici cette idée de monde en réseau. Cela permet d'identifier le mode de circulation de l'information, et la durée pour arriver en métropole qui est réduite à seulement quelques jours. *L'Humanité* est tributaire de ce réseau, sous contrôle allemand, mais surtout de l'information envoyée. Ce sont les hommes sur place qui « fabriquent » l'information, elle est ensuite traitée dans le centre de commandement sur place, puis transmise à Berlin au siège du ministère des colonies. Ce n'est que dans un second temps qu'elle est diffusée à la presse.

Ainsi, *L'Humanité* parle par exemple d'une expédition du général Von Trotha daté du 11 août dans son édition du 19 août 1904, soit plus d'une semaine après. L'information donnée par Berlin n'est également pas forcément complète, la censure militaire est courante, aussi bien en Allemagne qu'en France comme on peut le voir dans l'affaire Pierre Lotti et la guerre à Annam déjà en 1883<sup>8</sup>. Le journal n'a pas de correspondant sur place pour faire des rapports directs comme c'était le cas durant la guerre nord-américaine aux Philippines. Il n'existe pas de réseau « parallèle » en Afrique du Sud-Ouest, pas de reporter de guerre. La colonisation est allemande d'une part, ce qui n'inquiète pas beaucoup les français mais plutôt les anglais dans la « course » à la suprématie navale que se livre les deux empires. De plus, *L'Humanité* connaît des difficultés financières presque dès sa création. Jaurès est obligé en 1905 de réunir une assemblée générale exceptionnelle pour trouver des fonds. Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer le financement d'un correspondant sur place alors que l'intérêt du lectorat semble limité.

---

<sup>7</sup> *L'Humanité*, 02 novembre 1905

<sup>8</sup> Sur ce sujet, voir S. Venayre, *Une guerre au loin. Annam, 1883*, Les Belles Lettres, Paris

Hors de France

Allemagne

Les expéditions coloniales

La Koelnische Volkszeitung, journal clérical mais qui est souvent bien informé sur les affaires coloniales, prétend qu'il règne un grand désarroi au département des Colonies.

« Ce n'est plus un secret pour personne que le général Trotha fut envoyé dans la colonie sud-ouest africaine avec la mission spéciale de l'empereur de le renseigner exactement sur la situation de cette colonie. Au moment du retour imminent du général en Europe, l'office sent que son système d'atténuation ne lui est plus d'aucune utilité. En effet, le général doit dire à l'empereur que les possessions allemandes dans le sud-ouest de l'Afrique ne possèdent pas de valeur réelle. Le chemin de fer, récemment construit, ne rend pas de services appréciables, le port reste sablonneux malgré les millions qu'on y a dépensés. On n'a jamais dit au Reichstag la vérité sur l'état réel des choses dans cette colonie. »<sup>9</sup>

Le 8 septembre 1905, le quotidien reprend un article d'un journal clérical allemand (ceci est précisé sans doute pour souligner l'impartialité de l'information) qui dénonce une colonie allemande en déroute, où rien ne fonctionnerait, ni les réseaux de chemin de fer, ni les ports. L'Empire perdrait de l'argent à entretenir une colonie ne lui fournissant presque aucune ressource exploitable.

Hors de France

Allemagne

La question coloniale

La Gazette de Francfort croit savoir que le retour du général de Trotha, commandant en chef des troupes de l'Afrique du sud-ouest, aura lieu vers le 15 novembre. C'est à cette même date que le nouveau gouverneur, M. de Lindequist, arrivera dans la colonie. Le commandant des troupes probablement un général de brigade sera sous les ordres de l'autorité civile. C'est d'ailleurs à cette condition que M. Lindequist est parti.<sup>10</sup>

Le recours aux journaux allemands pour obtenir l'information est rendu nécessaire par la distance par rapport au lieu de conflit. La Namibie se situe à près de 12 000km de la France. C'est un territoire encore sauvage pour une grande partie, et les seuls Européens présents sont les colons allemands, si l'on excepte les Boers et les quelques colons anglais venant d'Afrique du Sud.

L'idée qui prédomine à l'époque dans les mentalités est celle d'un rétrécissement du monde. Grâce aux nouveaux réseaux qui se développent, l'information arrive plus rapidement dans les grandes métropoles. Cependant, plus les lieux sont reculés et sauvages -dans le sens non

---

<sup>9</sup> *L'Humanité*, 08 septembre 1905

<sup>10</sup> *L'Humanité*, 12 septembre 1905

encore « aménagés » par la puissance colonisatrice- plus le journal est tributaire de ceux qui seront sur place pour installer le réseau. Ainsi ce n'est pas tant la vitesse de circulation qui est gênante -il faut compter en moyenne une semaine pour que les nouvelles parviennent en France- mais plutôt la fiabilité de l'information qui est traitée une première fois par l'administration coloniale sur place, et souvent une seconde par les journaux allemands qui la reçoivent.

Concernant la campagne italienne en Libye, la problématique se pose moins. Tripoli n'est qu'à un peu plus de 2 000 kilomètres de la France, et surtout, elle bénéficie déjà d'une certaine « modernité » par la présence des Turcs depuis plusieurs années. Tripoli est au carrefour des circulations entre l'Europe et l'Afrique du Nord, voir même de l'Asie. Tous les pays autour ont été colonisés par les grandes puissances européennes, et la Méditerranée est le lieu de transit par excellence des hommes et des marchandises en rapport avec le domaine colonial.

Pourtant, malgré l'apparente facilité d'obtention des informations, la chape de plomb que fait peser la colonisation sur la circulation rend de fait très difficile de démêler l'information juste de celle qui est déformée. A ce jeu, Italiens comme Ottomans sont passés maîtres.

Une victoire italienne.

Tripoli, 27 novembre. (Source italienne). La journée d'hier a commencé par un mouvement tournant au départ sur le côté droit, et s'est glorieusement continuée par l'attaque et la prise d'assaut de l'hospice et du petit fort de Sidi-Mesri. Elle fut couronnée vers 5 heures du soir par la prise du village de Henni et l'occupation, par les troupes italiennes, de toute la nouvelle ligne qui leur avait été indiquée comme objectif à atteindre.

Les Turcs, après une résistance acharnée, furent obligés de reculer et, vers le coucher du soleil, furent vus en pleine retraite vers Aïn-Zara, poursuivis par la fusillade des troupes assaillantes et par l'artillerie qui avait soutenu celles-ci dans le dernier effort.

Il est impossible encore de préciser le chiffre des pertes italiennes pendant le combat, long et acharné.<sup>11</sup>

Systématiquement, *L'Humanité* prend une certaine distance lorsqu'elle rend compte des informations qui lui parviennent de Tripoli. Les réseaux n'ont guère changé. Le quotidien s'appuie toujours étroitement sur les journaux nationaux, et sur les rapports transmis par les sources italiennes sur place. Néanmoins, il questionne leur objectivité. Il tend à obtenir d'autres informations, sur un même événement, provenant de sources turques. Le quotidien semble plus rodé, peut-être plus à même de comprendre, après plusieurs années d'existence,

---

<sup>11</sup> *L'Humanité*, 28 novembre 2011

que l'information est plus qu'un simple compte-rendu des faits. C'est une marchandise. C'est surtout un formidable outil, pour un pouvoir politique quel qu'il soit, pour lui permettre de faire prévaloir son action devant un public. L'impact de l'information, au sein des sociétés de démocratie contemporaines, est bien trop important pour que les dirigeants courent le risque qu'elles leur soient défavorables. Le même procédé avait précédé la fondation de *L'Humanité* par Jaurès.

Chapitre II : La place de l'information coloniale dans  
*l'Humanité*. L'opportunité politique.

Les informations sur les expéditions allemandes en Namibie sont presque toutes rassemblées dans la catégorie du Journal « Bulletin de l'étranger ». En troisième page du journal jusqu'à son passage à 6 pages en 1913.

Cette position est un indice sur la valeur que la rédaction donne à l'information sur ces massacres. Les intérêts qui priment sont d'abord ceux des ouvriers, français puis étrangers, les grèves sont ainsi presque toujours en une. Accompagné souvent des grandes problématiques nationales comme l'affaire Dreyfus, le vol de la Joconde, les débats à l'Assemblée, etc. Ensuite viennent les mouvements géopolitiques en Europe, et les conséquences possibles sur la politique française internationale et le risque de guerre. Le traitement des infos outre-mer n'a qu'une place réduite, alors même que les moyens engagés et le nombre de morts sont considérables.

Concernant l'impérialisme italien, la Une est beaucoup plus souvent accordée aux articles qui le traitent. Cette différence peut s'expliquer, déjà, simplement au regard des dates. L'impérialisme italien s'institutionnalise et se durcit vraiment à partir de 1911, et de la campagne contre l'Empire Ottoman. Ce qu'il faut garder à l'esprit c'est que, tout au long de la décennie qui a précédé le début de la Grande Guerre, l'Europe Occidentale vit au rythme de la peur d'un conflit généralisé dont le champ de bataille serait justement l'Europe. Hormis la guerre de 1870, de 1815 à 1914, les Européens n'auront connu la guerre qu'outre-mer. Or, le conflit dans les Balkans menace de se déplacer en Europe, par la proximité d'une part et le jeu des alliances de l'autre. Quand l'Italie entreprend de conquérir la Tripolitaine, les Turcs sont déjà présents, et pas en tant que colonisateurs. Les expéditions coloniales en Lybie deviennent donc de fait des expéditions contre les Ottomans, et ce conflit cristallise, à juste titre, l'attention des observateurs politiques. Là où, auparavant, la critique du colonialisme servait les idéaux politiques du socialisme, avec l'accession aux plus hautes fonctions d'Etat, après 1911, il s'agit surtout de désarmer les humeurs belliqueuses de toute une partie des élites dirigeantes de l'Europe. Il n'est alors pas étonnant que le pacifisme ait pris une place prépondérante dans l'œuvre de Jaurès à partir de ce moment.

Pour l'heure, c'est le 13 décembre 1906 que le massacre des Hereros et des Namas se retrouve brusquement sous le feu des projecteurs des patrons de presse de l'époque, puisque le Reichstag de l'époque est dissout, sur cette seule question.

Les tenants du socialisme, en Allemagne surtout mais même à travers l'Europe, y décèlent une vraie opportunité politique puisqu'ils étaient largement majoritaires au Parlement, et qu'ils s'étaient toujours proclamés contre la campagne des Hereros.

Jean Jaurès publie, le lendemain de la dissolution du Reichstag, un article très long en une du journal, suivi de la retranscription des échanges marquants qui l'ont précédé.

Un coup d'état en Allemagne

La dissolution du Reichstag

Une journée historique.

Hier, le prince de Bülow, chancelier de l'Empire allemand, répondant à un vote qui venait de le mettre en minorité, a prononcé, au nom de l'empereur, la dissolution du Reichstag. Même pour ceux qui suivaient de près, depuis quelques semaines, la crise de la politique allemande, c'est un coup de surprise. On voyait bien que partout le mécontentement grandissait en Allemagne contre un régime irresponsable qui livre à la volonté soudaine d'un seul homme toute la vie d'une grande nation. L'esprit d'opposition, subitement manifesté par le centre catholique, était le symptôme le plus frappant de ce malaise universel.

Le centre catholique, qui, aux temps lointains du Kulturkampf, avait lutté contre M. de Bismarck et avait été dénoncé par lui comme l'ennemi de l'Empire, s'était rallié depuis des années déjà.

Apaisé par quelques concessions, préoccupé d'entretenir dans sa clientèle électorale l'esprit de soumission à toutes les puissances établies, il était devenu le plus ferme soutien de la politique impériale ; il l'est resté longtemps. Comment se fait-il qu'il soit redevenu, ou qu'il ait paru redevenir, depuis quelques semaines, un parti d'opposition ? Pourquoi, après avoir si souvent aidé l'empereur à obtenir tous les crédits militaires, maritimes, coloniaux dont sa politique « mondiale » avait besoin, a-t-il tout à coup dirigé les critiques les plus âpres contre l'administration coloniale de l'Empire et refusé enfin au kaiser et au chancelier les crédits complémentaires réclamés par eux, pour la suite de l'expédition contre les Hereros ?

Le centre a craint, sans doute, d'être enveloppé peu à peu dans le lent discrédit, dans l'impopularité diffuse et croissante de la politique de l'Empire. Il a vu que la politique douanière à laquelle il s'est prêté renchérisait la viande à un point vraiment inquiétant pour les populations ouvrières il a vu que la politique maritime et coloniale, si longtemps favorisée par lui, mettait le budget de l'Empire en déficit et aggravait tous les impôts il a senti tout le parti que la démocratie socialiste allait tirer contre lui du sourd mécontentement qui se propageait parmi les paysans et les ouvriers des régions catholiques, et il a tenu à marquer enfin, à l'égard du gouvernement de l'empereur, une sorte d'indépendance. De plus, le soulèvement des Polonais catholiques qui protestent contre les mesures de germanisation brutale, rendait moralement impossible, au centre, de continuer à l'empereur le concours qu'il lui donnait, presque sans réserve. Peut-être aussi, les conflits qui se sont produits dans les colonies allemandes, entre les missionnaires catholiques et les agents de la colonisation officielle, ont-ils achevé de déterminer le centre. Pourtant, depuis quelques semaines, il semblait hésiter encore ses orateurs les plus véhéments attaquaient l'administration des colonies, dénonçaient les scandales, les cruautés, les rapines exercés sous le pavillon allemand puis, craignant d'être désavoués par le gros du parti, ou pour ne pas l'engager à fond, ils déclaraient avoir parlé seulement en leur nom personnel mais peu à peu la bataille s'enflammait, le centre catholique accumulait les paroles irréparables, si bien qu'à la minute décisive du vote il ne lui était plus possible de reculer. C'est ainsi, qu'hier, le vote combiné des catholiques, des socialistes, des Alsaciens-Lorrains et des Polonais a refusé au chancelier, malgré l'ultimatum formulé par celui-ci, les crédits coloniaux supplémentaires. A ce refus, l'empereur a répondu par le message de dissolution que le

chancelier portait sur lui et qu'il a lu immédiatement. C'est un événement d'une portée énorme. Il semble bien, au premier abord, que l'Allemagne soit simplement ramené à des difficultés que son gouvernement a bien des fois déjà rencontrées et vaincues on pourrait croire qu'elle revient au temps où Bismarck trouvait sur son chemin et domptait, par des dissolutions, la coalition des ultramontains, des socialistes, des Polonais, des Alsaciens-Lorrains, et ce sont sans doute ces souvenirs qui ont décidé Guillaume II à tenter ce coup de fortune mais il y a vingt, ou vingt-cinq ans., le prestige de l'Empire, fondé sur des victoires récentes, était encore dans tout son éclat et sans toute sa force le parti socialiste, déjà puissant, n'avait pas atteint, cependant, le degré de développement formidable où il est aujourd'hui. Maintenant, l'autorité de l'empereur, si grande qu'elle paraisse encore, est sourdement minée par le long usage d'un pouvoir presque absolu, dont les inspirations ne furent pas toujours heureuses. La volonté hostile de trois millions de socialistes pèse, même sans la ressource des droits politiques et par un inévitable effet de masse, sur toute, la politique intérieure. Les foules ouvrières et paysannes; restées jusqu'ici dans l'ombre de l'église catholique, s'émeuvent d'un frisson nouveau et communiquent leur inquiétude au parti qui les représente. Le colossal développement des affaires industrielles apporte à la bourgeoisie presque autant de malaise que de satisfaction elle est fière de ses progrès, de sa richesse, de la puissante unité allemande qui abrite son activité elle sait même gré à l'empereur, en quelque mesure, de ses efforts pour seconder le mouvement économique du pays mais aussi elle se demande parfois si elle a, dans la conduite politique des affaires allemandes, le rôle auquel elle peut prétendre elle redoute que sa prospérité puisse être compromise, en un jour, par les brusques décisions d'un pouvoir irresponsable qui irrite de ses propos, tantôt la France, tantôt l'Angleterre. Ainsi a grossi le flot des mécontentements et il est infiniment probable que ce n'est pas la question des crédits coloniaux en elle-même qui va être l'objet de la bataille électorale, c'est toute une question de méthode qui sera posée devant le peuple allemand. La nation n'aura-t-elle donc dans la vie politique qu'un rôle de parade ou sera-t-elle admise à exercer sur le gouvernement un contrôle efficace ? C'est le problème de la démocratie et du régime vraiment parlementaire qui va s'imposer enfin au peuple allemand. Dans l'apparente confusion du combat qui semble grouper dans un même camp, catholiques et socialistes, c'est la grande lumière qui se lèvera et qui ouvrira des horizons nouveaux. A l'heure où j'écris, je ne connais pas le détail du vote du Reichstag, je ne sais pas ce qu'a fait le petit groupe des progressistes-démocrates et s'ils ont cédé ou à leur haine du cléricalisme ou à leur défiance du gouvernement, mais, de quelque manière qu'ils aient voté hier et même si, pour ne pas confondre leur vote avec celui des ultramontains, ils avaient consenti les crédits coloniaux, ils ne sont pas, ils ne peuvent pas être des alliés pour l'absolutisme impérial. L'autorité de l'Empire sortira donc très ébranlée de cette crise. Brouillé à la fois avec les deux grandes forces organisées, le socialisme et le catholicisme, combattu par l'opposition irréductible du prolétariat et par ce parti catholique qui avait été pour lui depuis, quinze ans une ressource d'autorité, suspect à la bourgeoisie démocratique de l'Allemagne du Sud et même à cette grande bourgeoisie marchande des ports, qui a peur des aventures belliqueuses et qui déteste le régime agrarien, le gouvernement de l'Empereur semble condamné à une sorte d'isolement. Les partis vainqueurs, quels qu'ils soient, lui feront sentir leur force, et lui feront payer leur concours à des conditions qu'il ne connaissait pas encore. Ils lui imposeront un contrôle du pays et du Parlement. Il faut que Guillaume II et son chancelier soient singulièrement énervés pour risquer une semblable partie et cet énervement ne s'explique que par le sentiment de difficultés croissantes et sans doute insolubles. Ce coup d'autorité n'est pas un signe de force, c'est un coup de désespoir. Le Reichstag allemand a été traité comme une Douma et le Kaiser affirme la solidarité de l'absolutisme allemand et de l'absolutisme tsariste. Quand l'Allemagne et la Russie auront répondu en affirmant la volonté tous les jours plus forte des nations, un grand changement sera accompli en Europe. C'est vraiment l'ère de la Démocratie Européenne, toute pénétrée de socialisme, qui commencera. Et nous, nous répéterons en ces jours historiques ce que nous ne cessons de dire depuis des années et que l'événement justifie, c'est que le maintien délibéré de la paix est le vrai moyen de hâter la décomposition de l'absolutisme de l'Empire. Qu'on veuille bien songer maintenant, sous la lumière des faits qui s'accomplissent à la faute criminelle que nous aurions commise contre l'humanité, contre la démocratie, contre la France, si nous avions fourni au Kaiser allemand, aux prises avec des difficultés intérieures grandissantes, le prétexte à une diversion extérieure. Il faut que dans cette crise de l'Allemagne, le problème de la démocratie reste posé tout seul et qu'aucun élément du

dehors ne permette au gouvernement impérial de troubler et de fausser ce problème. Plus que jamais, dans cette période où toutes les forces intérieures de l'Allemagne vont être tendues vers la liberté, notre pays s'abstiendra de la moindre démarche, du moindre propos, du moindre dessein, du moindre geste qui puisse inquiéter les justes intérêts nationaux ou les susceptibilités de l'Allemagne. Un compte est ouvert, entre le gouvernement de l'Empire et le peuple allemand, nous ne ferons rien qui puisse troubler le règlement de ces comptes, car ils se régleront nécessairement, si rien ne vient les fausser et les obscurcir, au profit de la démocratie et de l'Europe comme au peuple allemand lui-même.<sup>12</sup>

Il ne pouvait en être autrement, la rédaction d'un article sur un évènement de cette importance importait forcément à Jean Jaurès. L'article, qui ne souffre d'aucunes coupures ni d'aucuns raccourcissements pour que nous puissions en saisir la plénitude, convoque une multitude de prisme d'explication qu'il convient d'analyser.

Jaurès, et malgré les multiples costumes qu'il aura endossé tout au long de sa vie, reste avant tout un politicien. La bataille qu'il mène est électorale, il souhaite une victoire par les urnes à défaut de l'obtenir par la rue.

Il commence à s'étonner de la stratégie que le chancelier, au nom de l'Empereur, a décidé de tenter en dissolvant le Parlement. Il convient au préalable de rappeler que le chancelier Bülow a réclamé des crédits supplémentaires à affecter à la campagne contre les Hereros. Ce n'est pas une première demande, et de 1904 à 1907, les témoignages se font de plus en plus nombreux pour dénoncer d'une part la barbarie coloniale, et de l'autre, surtout, l'inefficacité totale de l'administration coloniale. Si Bismarck avait vu l'utilité d'un empire colonial, c'était pour le prestige politique mais aussi pour les avantages économiques que cela pouvait conférer à l'empire.

Cependant, dans l'Afrique du Sud-Ouest allemande, rien de ce qui a été tenté ne semble fonctionner. Dans nombre de ses articles, *L'Humanité* fait état de chemins de fer inutilisables, de villes constamment harcelées par les guerriers indigènes, du peu de ressources exploitables sur place... et surtout de l'entêtement du gouvernement allemand à s'y installer. Les rallonges de crédits, dont l'obtention devant le Parlement était assez aisée en 1904, sont accordées plus difficilement surtout au regard des grèves de plus en plus nombreuses que les ouvriers allemands organisent.

La persistance du gouvernement a fédéré les différents partis politiques autour de la position socialiste anticoloniale. C'est d'ailleurs ce qui étonne Jaurès. Il ne comprend pas la stratégie du chancelier, en imposant ainsi un remaniement, puisqu'il est en minorité. En effet, l'octroi de crédits supplémentaires pour les colonies a été refusé à 177 voix contre 168. Ce ne fut possible que par l'alliance du centre catholiques et des socialistes notamment. Leurs voix se

---

<sup>12</sup> Jean Jaurès, *L'Humanité*, 14 décembre 1906

sont rajoutées à celles des Polonais, qui semblaient eux aussi sensible à la cause coloniale dû certainement au fait qu'ils perçoivent, dans la politique menée par l'empire à leur égard, une volonté de germanisation qui a logiquement du mal à se faire accepter par un peuple avec une identité qui lui est propre.

Jaurès va encore plus loin, sa manière de présenter les choses place les préoccupations populaires, et notamment ouvrières, au centre du processus politique qui s'est amorcé. Il estime que le mécontentement croissant de la classe ouvrière allemande a gagné peu à peu la base électorale du parti catholique, et même une certaine fange de la bourgeoisie capitaliste, notamment celle organisant le commerce maritime. Elle commencerait à trouver les expéditions coloniales trop coûteuses eut égard à leur degré d'incertitude. Peu à peu, selon lui, le chancelier et l'empereur se retrouvent isolés. Pourtant, les résultats du suffrage de janvier 1907 vont lui donner tort sur ce point. Si le SPD reste largement majoritaire, en proportion, il perd des voix et donc des circonscriptions. Ce sont les partis pro-Bülow qui gagneront ces circonscriptions, même si la balance reste toujours en faveur des socialistes. C'est un des rares moments de l'Histoire pendant lequel la progression du SPD est ralentie, alors même que l'on aurait pu croire que les événements coloniaux auraient pu renforcer l'attrait pour la politique qu'il professait.

Le moment de la dissolution du Reichstag est aussi le moyen d'affirmer la croyance des socialistes français en la démocratie. La doctrine coloniale est vue comme une résurgence de l'absolutisme. La dissolution est alors l'opportunité d'affirmer la victoire de la démocratie, qui doit être une démocratie socialiste.<sup>13</sup>

Plus encore, Jaurès teinte son discours d'un appel à la paix. Ce n'est pas étonnant, son œuvre entière est teintée de cette aspiration farouche à la paix, ce pacifisme qu'il défendit jusqu'à sa mort. Cependant, la fin de l'article est une injonction de Jaurès au gouvernement français en ce sens. Il dénonce l'impérialisme, mais non plus de la part des métropoles envers les colonies, mais des pays européens entre eux.

C'est même plus qu'une injonction, le ton est ferme, comme s'il ne doutait pas un instant d'être suivi lorsqu'il déclare : « notre pays s'abstiendra de la moindre démarche ». Jaurès fait d'ailleurs certainement allusion à la récente campagne au Maroc, qui a vu les gouvernements français et allemands s'affronter pour établir la suzeraineté sur le royaume chérifien. La situation aurait pu dégénérer en guerre ouverte, un peu comme tous les conflits dans la

---

<sup>13</sup> J. DROZ, *Histoire générale du socialisme tome 2*, Presses Universitaires de France, Paris, 1974

décennie précédant la Première Guerre Mondiale. Ce n'est qu'en avril 1906, quelques mois seulement avant la dissolution du Reichstag, que la situation s'est réglée à la conférence d'Algésiras, en Espagne. A travers la médiation de Théodore Roosevelt, l'Allemagne n'obtient qu'un droit de regard sur les affaires marocaines. Seuls l'Espagne et la France se voient accorder des prérogatives particulières sur le domaine chérifien. Cette conférence a été vécue comme un coup d'arrêt à la politique coloniale par Guillaume II, en même temps qu'une certaine humiliation. S'il n'a, en 1906, pas encore renoncé à préserver ses intérêts au Maroc, l'empereur allemand entretient désormais des relations plutôt tendues avec le gouvernement français. Le spectre de la guerre hante l'Europe, et Jaurès presse pour que la résolution du conflit interne en Allemagne se règle sans intervention extérieure.

Les origines de la crise.

Il y a près de quatre années que se poursuit dans l'Afrique du sud-ouest la lutte entre les colonnes expéditionnaires allemandes et l'énergique tribu noire des Herreros. Elle a déjà coûté à l'Allemagne des milliers d'hommes et des centaines de millions. C'est à la suite d'une nouvelle demande de crédits pour cette lointaine et coûteuse colonie que le refus des représentants de la nation a entraîné, hier, la dissolution du Reichstag. Il serait trop long de rappeler ici toute la série de scandales retentissants auxquels cette expédition a donné lieu, les atrocités sans nom commises contre les indigènes, que nos camarades socialistes n'ont cessé de dénoncer à la tribune du Reichstag, les tripotages et toutes les affaires financières malpropres qui s'y rattachent et qui entraînaient, il y a deux mois à peine, la démission forcée du directeur de l'Office des colonies, M. de Podbielski. A sa place, l'empereur et M. de Bülow avaient fait choix d'un riche banquier de Berlin, d'origine israélite, M. Dernburg, qui faisait ses débuts parlementaires à la séance du 28 novembre dernier. Immédiatement, le nouveau collègue de M. de Bülow était aux prises avec le centre catholique, beaucoup moins occupé d'ailleurs de défendre les existences et les biens des indigènes que d'assurer aux missions catholiques la protection officielle dont elles n'avaient cessé de jouir depuis plusieurs années. Un moment, l'entente semblait s'être réalisée suivant les désirs du gouvernement. Le grand discours de Bebel, le 3 décembre, remit tout en question. Il entraîna en effet une intervention extrêmement brutale et autoritaire de M. Dernburg à l'égard du centre. A partir de ce moment, les choses ne firent que s'envenimer entre le représentant du gouvernement et les députés catholiques. M. Dernburg déclara avec violence qu'il ne subirait pas le chantage du centre. Ainsi le conflit ne cessa de s'aggraver davantage : il aboutit, dans la séance de la commission du budget, puis enfin dans le Reichstag même, au refus de voter les contingents demandés pour le Sud-Afrique. Visiblement, le gouvernement impérial sentant l'impopularité de sa politique agrarienne et du renchérissement des vivres qui en résultait, cherche une diversion dans une politique intérieure de pseudo-anticléricalisme, en même temps que de militarisme exalté à l'extérieur. Mais il ne dépend pas de lui de poser la question sur ce terrain étroit. Elle le dépasse de toute l'ampleur du problème posé par la lutte entre l'absolutisme gouvernemental et la démocratie socialiste montante.

La séance d'hier

Déclarations sensationnelles du chancelier

Le gouvernement demandait un crédit de 29.220.000 marks. M. Spahn, membre du centre, présente le rapport de la commission du budget qui le refusait. M. de Bülow monte à la tribune au milieu d'une profonde émotion. Il déclare :

La commission n'a pu arriver à un résultat positif. Nous ne pouvons accepter la proposition qu'on nous fait de fixer dès à présent, pour l'année financière 1907, l'effectif des troupes à un chiffre déterminé et réduit (Applaudissements à droite), parce que cela nous empêcherait d'opérer notre action militaire et que celle situation aurait pour conséquence, non seulement de nous faire perdre le sud du pays de protectorat, mais aussi de mettre en danger le centre et le nord du territoire. (Approbatation à droite)

M. de Bülow expose la gravité de la situation en Afrique, étant donné la faiblesse du contingent allemand. Il faut rendre à la colonie la sécurité :

Il s'agit donc de faire un dernier effort pour rendre à nos colonies un repos et une sécurité durables. Si nous reculions devant cet ultime sacrifice, nous nous rendrions coupables d'une grave négligence et d'une faute nationale. (Assentiment de la droite.) Je ne puis croire que le Reichstag prenne une résolution aussi regrettable et dangereuse au point de vue financier, militaire, politique et national. Si je me trompe, je ne serai pas en état de souscrire à une pareille capitulation, étant le guide responsable des affaires de l'Empire devant le peuple allemand et devant l'histoire. (Approbatations et applaudissements.)

M. Røeren (centre) revient sur le discours qu'il a prononcé dans une récente séance, et sur sa réplique à M. Dernburg, directeur colonial, qui donnent lieu à une foule de dénaturations et de fausses explications. Il cherche, en somme, à atténuer la virulence de ses attaques contre le ministre.

#### Déclarations du ministre des Colonies

M. Dernburg dit que M. Røeren n'a pas fait des tentatives d'immixtion seulement sous ses prédécesseurs, mais aussi sous sa propre administration. Il ajoute que M. Røeren même a recommandé M. Wistuba pour différents postes, et qu'il repoussera toute immixtion de ce genre, de quelque côté quelle vienne. (Applaudissements.)

#### Affirmation socialiste

Le citoyen Ledebour, député socialiste de Berlin, déclare que son parti rejette purement et simplement le projet de crédit, car il est irréductiblement opposé à toutes les expéditions coloniales.

Le baron de Richtofen, conservateur, déclare que le chancelier de l'Empire trouvera toujours les conservateurs de son côté, quand il s'agit de réprimer l'ingérence parlementaire dans le gouvernement.

Le directeur des colonies, M. Dernburg, prend encore une fois la parole pour défendre le projet du gouvernement, quant à effectuer le rapport des troupes dans un temps donné, on n'y saura penser.

D'autre part, dit-il, le gouvernement est prêt à se montrer conciliant et il souscrira à la proposition des libéraux demandant un nouveau rapatriement de 4.000 hommes pour que les pouvoirs du commandement ne soient pas limités.

#### Les nationaux libéraux

Le député Arend, du parti de l'Empire, et les députés Paasche et Natlib, expriment leur satisfaction à propos de l'attitude ferme du gouvernement. Ils déclarent souscrire au projet gouvernemental et à la proposition des libéraux.

Le député du centre Spahn soutient la proposition du centre tendant à n'accorder que 20.228.000 marks et à faire prendre des mesures en vue de réduire les forces totales du corps d'occupation à 2.500 hommes.

Un ultimatum gouvernemental

Le prince de Bülow reprend la parole. Il termine par cet ultimatum :

Il ne s'agit pas dit-il d'une question de gouvernement intérieur, il ne s'agit pas d'oppositions parlementaires ni de volontés personnelles, il s'agit de convictions acquises par le gouvernement et défendues par le chancelier de l'Empire après un examen consciencieux il s'agit de toute notre politique coloniale, il s'agit plus encore de notre situation dans le monde. Croyez-vous que de pareilles choses n'aient aucune répercussion à l'étranger ? Quelle serait l'impression produite dans le pays et à l'étranger si le gouvernement capitulait alors que la situation est telle et ne trouvait pas la force d'accomplir son devoir national ? Nous accomplirons ce devoir fidèlement, confiants dans la nation allemande. (Tonnerre d'applaudissements. Sifflets sur les bancs socialistes.)

Le débat est clos par le discours du chancelier.

Les crédits repoussés

On procède ensuite au vote sur le projet du gouvernement.

Ce projet est repoussé par 178 voix contre 163, ainsi que la motion de M. Ablas, libéral-démocrate, qui est rejetée par 176 voix contre 171. Le prince de Bülow, chancelier de l'Empire, lit alors un ordre impérial concernant la dissolution du Reichstag. La séance est levée, après le vivat traditionnel à l'empereur du président Ballestrem, au milieu d'un grand tumulte.

Les votes

La majorité comprend les socialistes, le centre catholique, les Polonais, les Alsaciens-Lorrains et les Guelfes.

La minorité comprend les nationaux-libéraux et les conservateurs et sans doute une fraction des progressistes.<sup>14</sup>

Jean Longuet<sup>15</sup>, dans son article, retranscrit presque mot à mot les débats qui ont précédés la dissolution du Reichstag. Dans son introduction, il affirme que les atrocités coloniales ont longtemps été débattues au Parlement allemand, et qu'elles se sont mêlées à des montages financiers douteux qui ont eu pour double conséquence l'appauvrissement des Allemands en même temps qu'un impact négatif sur leur image pour les autres nations européennes. Pour le

---

<sup>14</sup> Jean Longuet, *L'Humanité*, 14 décembre 1906

<sup>15</sup> Né en 1876 et mort en 1938, homme politique français, socialiste, petit-fils de Karl Marx, responsable national de la SFIO à partir de 1905.

chancelier Bülow, c'est justement le manque de réaction de l'empire qui aurait un effet néfaste sur l'image renvoyée au monde.

L'article, encore une fois en Une, est important car il marque l'opposition entre deux visions du monde. Celle de la démocratie socialiste, et celle plus traditionnaliste de la droite, que *L'Humanité* associe à l'absolutisme monarchique du siècle dernier. Il se revendique comme l'héritier des Lumières.

La riposte des partis pro-chancelier est inévitable, là où les socialistes critiquent l'absolutisme, les nationaux-libéraux dénoncent le manque de patriotisme de la gauche. C'est la conception même du pouvoir politique en Allemagne qui pose question. Dernburg<sup>16</sup> fustige les tentatives d'ingérence du pouvoir parlementaire dans les décisions de l'empereur, alors que c'est justement ce contrôle que les socialistes souhaitent renforcer.

En Allemagne

Les partis aux prises

Les appels se succèdent. Nous avons parlé de celui du centre ; nous avons publié celui de la démocratie socialiste. On trouvera, plus loin, la traduction du manifeste commun des trois partis radicaux, et un important extrait de celui des nationaux-libéraux.

On constatera, une fois de plus, que tous, sauf les socialistes, se trouvent fort embarrassés de la situation, tous sont contraints de rompre, partiellement au moins, avec leur passé, avec leurs traditions. Pour soutenir la politique impériale, les nationaux-libéraux font appel aux pires instincts de la masse allemande, et tâchent de déchaîner un mouvement nationaliste : ils oublient les résistances que leurs ancêtres, si méprisés de Bismarck, tentaient à tous ses coups d'Etat et à ses mesures arbitraires. Ils n'ont qu'un but : redevenir les maîtres, devenir à la place du centre le parti dominant, et toutes « les petites différences », comme ils disent, les différences de classes par exemple, doivent disparaître dans la grande ferveur nationaliste et loyaliste de la foule allemande.

Plus curieux à coup sûr est le manifeste des libéraux qu'a publié la *Frankfurter Zeitung*. Outre qu'il marque l'union de ces petits groupes, encore si divisés lors des dernières élections, il révèle la situation embarrassée de ces libéraux gauches. Les radicaux allemands dénoncent le manque de patriotisme du centre, qui n'a pas voulu donner au gouvernement les moyens d'en finir avec la révolte, mais ils dénoncent aussi la mauvaise politique coloniale qui a amené la révolte des Herreros. Ils tentent de tourner tout l'effort de la campagne électorale contre « le gouvernement d'à côté » qu'était le centre ; mais leur effort contre les autres « gouvernements d'à côté », contre les autres pressions, opposées à la volonté de la nation ; risque d'être fort atténué par leurs concessions coloniales. Faute de prendre franchement position contre l'impérialisme et le colonialisme, les radicaux allemands sont condamnés à l'impuissance. Ils clameront encore leurs formules libérales ; ils ne pourront donner le change.

Mais quelle honte pour ces hommes, quelle honte pour les nationaux-libéraux eux-mêmes, de marcher désormais à la remorque des conservateurs et des hobereaux, qui regrettent publiquement que l'empereur ne soit pas allé plus loin, qu'il n'ait pas invité le tsar, qu'il n'ait pas changé par un coup d'Etat la loi électorale et mutilé le suffrage universel ! Voilà à

---

<sup>16</sup> Politicien et banquier allemand, né en 1865 et mort en 1937, il devient à partir de 1907 secrétaire d'Etat aux Affaires coloniales tout en dirigeant l'Office impériale aux Colonies.

quelles alliances se trouvent aujourd'hui réduits les « libéraux allemands ». Plus que jamais, la démocratie socialiste apparaît comme l'unique représentante de ce qui subsiste encore en Allemagne de démocratie et de vrai libéralisme.<sup>17</sup>

Le quotidien socialiste met e porte-à-faux son principal opposant, le parti national-libéral qui, plus encore que les conservateurs, représente un rival politique de premier plan pour le SPD. Une fois encore, le combat est mené sur le terrain de l'organisation politique.

Les positions des tenants de la campagne contre les Hereros auraient souhaité faire fi du vote des parlementaires pour mener quand même à bien la campagne. L'unité allemande est récente, sa construction politique est une mise en tension constante entre le pouvoir impérial et le pouvoir du Reichstag. Il existe encore beaucoup de sympathisant d'un régime impérial au pouvoir fort, d'un « absolutisme » disent les socialistes.

C'est cette opportunité politique qu'ils croient déceler qui confère une aura nouvelle à la question coloniale et qui en fait subitement un sujet central, sur une courte période de temps. C'est aussi pour cela que la question colonial italienne est beaucoup plus souvent traité en première page, puisque les appétits des grandes puissances européennes sont particulièrement aiguisés en Méditerranée, bien plus qu'en Afrique australe.

---

<sup>17</sup> *L'Humanité*, 18 décembre 1906

## Chapitre III: *L'Humanité* et la barbarie coloniale

A dire vrai, le sujet de ce chapitre pourrait faire l'objet, à lui seul, d'une étude à part entière. Quelle image donne-t-on à la barbarie coloniale dans *l'Humanité* ? L'idée de barbarie est déjà elle-même une image, qui convoque un passé lointain, antique, où les civilisés vivaient à l'intérieur des frontières de l'Empire romain et les barbares au dehors. Le hasard de la naissance avait pris un malin plaisir à distribuer les rôles, et si la dimension de sauvagerie s'inséra très rapidement dans le terme barbare, il en était au départ complètement dépourvu.

#### Barbarie coloniale

Berlin, 2 décembre. En réponse au député socialiste Ledebour, qui s'était élevé contre la proclamation aux Herreros publiée par le général de Trotha et la mise à prix de la tête des chefs des rebelles, le colonel Deimling expose comment il avait trouvé lui-même des cadavres de soldats de la troupe du protectorat auxquels on avait coupé les bras et arraché les yeux.

Un soldat vivant avait eu le cou tordu. C'est demander, dit le colonel, plus que ne permettent les forces humaines s'il faut prendre des gants pour toucher à des adversaires aussi astucieux. La douceur envers ces indigènes serait de la cruauté envers les soldats allemands. (Applaudissement). (Havas.)<sup>18</sup>

L'éternelle justification que tous les militaires soutenant les expéditions coloniales ont de tout temps brandie pour justifier leurs actes est celle de la nécessité. Fort d'une tradition coloniale de plusieurs siècles, les autochtones ont toujours été présentés comme des sauvages, des êtres pour qui la barbarie est une chose quotidienne. Loin, très loin de l'image de la guerre noble qui perdure encore tout au long du XIX<sup>ème</sup>, avec des affrontements sur des terrains à découvert, face à l'ennemi.

Les indigènes, dans leur lutte contre le colonisateur, ont dès les années 1830 adopté des tactiques de guérilla. Se déplaçant par petits groupes, profitant de leur connaissance parfaite du terrain, ils sont devenus maîtres dans les pièges et les embuscades. Tout était bon pour instiller la peur à l'ennemi, lui faire ressentir un sentiment d'insécurité constant, que la terre elle-même leur dénigrait le droit d'être ici. Il ne fallut pas attendre longtemps pour que les armées européennes adoptent elles aussi, pour partie, ce mode de combat.

Alors évidemment, aucune guerre n'existe sans victimes. Néanmoins, le *weapon gap* constaté depuis la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle a considérablement fait pencher la balance en faveur des

---

<sup>18</sup> *L'Humanité*, 03 décembre 1905

soldats européens. Durant un affrontement, les troupes autochtones comptent des pertes énormes, alors que celles des armées européennes sont relativement limitées, et souvent on n'en recense même aucune.

Ainsi, le colonel Deimilng justifie ici le massacre en ordre perpétré par l'armée allemande par la férocité supposée des indigènes. Il affirme que là est le seul moyen pour combattre les autochtones, qu'adopter une autre technique nuirait à l'efficacité des soldats, à l'image qu'ils renverraient aux colonisés, qui eux n'hésiteraient pas à torturer et assassiner le simple soldat qui aurait eu le malheur de tomber entre leurs mains.

Le discours colonial et militariste est basé sur un état de fait très simple. Les guerres sont outre-mer, la majorité des Européens n'en ont connaissance que par la presse ou par les témoignages de ceux qui s'y sont rendu. La donne est vraie pour les décideurs politiques également. Or, la presse est aussi en partie tributaire des militaires sur place, par ce qu'ils permettent et ce qu'ils transmettent. L'argument prend tout à coup des allures implacables. Qui serait le mieux à même de juger de l'attitude à avoir que ceux qui risquent leur vie quotidiennement au loin ? Les militaristes jouent sur la fibre patriotique. Quel genre de citoyen, se disant amoureux de sa nation, pourrait laisser mourir ses soldats pour une prétendue bienveillance à l'égard d'indigènes sanguinaires ? Indigènes à qui l'on apporte les bienfaits d'une civilisation moderne et avancée, sans aucune contrepartie<sup>19</sup>.

Le lieutenant-général de Trotha, qui commande les troupes allemandes du Sud-Ouest africain, a fait savoir à Berlin qu'il avait à peu près cerné le gros des forces indigènes et qu'il était obligé de les attaquer parce qu'elles se préparaient, se voyant menacées, à se dérober et à éviter tout combat.<sup>20</sup>

Dans cet article de juillet 1904, la journaliste cite Trotha qui aurait déclaré avoir été « obligé » d'attaquer les forces indigènes, et par là même les décimer. Insidieusement, le général présente la barbarie comme étant une conséquence de la résistance des autochtones. Pouvait-il seulement en être autrement ? La colonisation se fait par les armes, par la mort, elle soulève inévitablement des résistances. Pour les officiers de l'armée allemande, le paradigme est inversé. Ce sont les résistances qui produisent la violence, non l'inverse. De là à affirmer qu'ils en étaient convaincus ? Pour le cas du général Trotha, il serait possible de répondre par l'affirmative tant sa proclamation aux Hereros est violente et semble empreinte d'une volonté farouche de violence, comme motivée par une vengeance personnelle.

---

<sup>19</sup> Pour cela, se référer au discours des trois C du médecin Livingstone, en 1857, la Civilisation par le Commerce et la Christianisation. La politique impérialiste est colonialiste européenne reprend cette justification jusqu'à l'indépendance des colonies au XXème siècle.

<sup>20</sup> *L'Humanité*, 26 juillet 1904

## La Barbarie coloniale

Quand nous nous sommes élevés dans ces colonies contre les horreurs qui se commettent sur le continent noir et le continent jaune, on nous a taxé d'exagération. On disait que nous calomnions la civilisation française. Comme si nous avions dit que, seuls, les fonctionnaires coloniaux français se livrent aux sévices, aux actes de barbarie et de cruauté qui marquent partout les rapports sociaux de l'homme blanc avec l'homme noir ou l'homme jaune et partout caractérisent la supériorité que le civilisé s'arroe sur le prétendu sauvage.

Ceux-là qui nous ont accusés de généraliser sans preuves commencent-ils à se rendre compte que nous avons raison ? En réalité, si les faits d'atrocité que nous avons dénoncés à la conscience publique comme déshonorants pour la civilisation européenne avaient été des actes isolés, les résultats d'une dépravation exceptionnelle particulière à leurs auteurs, les responsabilités de la colonisation française en auraient été singulièrement aggravés. Les révélations multiples qui se sont succédées depuis deux ou trois mois tendent à démontrer que ce qu'on considérait comme des excès regrettables, mais peu nombreux, constituent tout notre système de colonisation et d'administration. Il faut pourtant chercher une explication aux actes de barbarie révoltante, aux supplices ingénieux et féroces dont nos colonies sont le théâtre. Nous laissons à ceux qui ont blâmés l'explication que nous en avons trouvée dans le préjugé stupide de la race, le soin d'en indiquer une autre plus probante ou plus plausible. Mais la moisson abondante de faits que la mission Brazza a recueillis dans le Congo, les révélations affligeantes qui nous sont parvenues d'autre part d'Indo-Chine ne nous permettent pas de croire qu'il y ait une autre cause à ces survivances de cruautés, à ces pratiques du mépris le plus complet de la vie humaine.

Quel que soit sa nationalité, le blanc, en professant qu'il appartient à une race élue, à une civilisation supérieure qui lui confère un droit de suzeraineté et d'exploitation sur le noir ou sur le jaune, légitime par avance, sous tous les pavillons et sous tous les drapeaux, les pires violences envers ceux qui ne sont pas ses congénères. La science proclame en vain l'unité de l'espèce humaine. Le préjugé de race, en voilant cette vérité, obscurcit chez le blanc toute moralité. Et de là l'universalisation des actes de cruauté et de rapine que le système colonial a eu pour conséquence d'établir partout où le blanc s'est trouvé en contact avec des hommes d'une autre couleur. De là aussi, la responsabilité atténuée qui découle pour les auteurs de tant d'attentats perpétrés sous l'empire d'une suggestion commune à tous les fonctionnaires coloniaux de tous les pays.<sup>21</sup>

Cet article de Gustave Rouanet<sup>22</sup> est véritablement fondateur pour saisir la pensée générale de *L'Humanité* quant à la barbarie coloniale. Le titre n'est d'ailleurs pas équivoque.

Il rédige son article en pleine conquête du Maroc par les autorités françaises, à l'heure du scandale que fit la mission Brazza, menée au Congo, qui fut l'une des premières à soulever autant d'indignation parmi les citoyens face à la cruauté coloniale dont ont fait preuve les fonctionnaires et les officiers coloniaux.

Son article n'est pas seulement une condamnation de la barbarie coloniale au seul nom de la dignité humaine, ce qui dénoterait déjà de la kyrielle de positions politiques observables en Europe, dont finalement très peu sont anticolonialistes au sens contemporain du terme.

---

<sup>21</sup> Gustave Rouanet, *L'Humanité*, 26 septembre 1905

<sup>22</sup> Gustave Rouanet, né en 1855 et mort en 1927, journaliste socialiste et membre de la SFIO. Il est connu pour ses discours contre l'antisémitisme, notamment face aux députés d'Algérie. Il est, pendant une courte période, rédacteur en chef de *L'Humanité*. Il dirigea également *La Revue Socialiste*.

Rouanet remet en cause le principe même de domination qui se justifie par l'idée d'une race supérieure, blanche et européenne. Il parle de « race élue », presque autoproclamée, qui s'arrogerait un droit de suzeraineté par des conclusions scientifiques factices. De ce point de vue, *L'Humanité* se détache du darwinisme dans son acception politique. La théorie de l'évolution du célèbre scientifique Darwin a été reprise dans la seconde moitié du XIXème siècle pour être adaptée à une vision politique. Concrètement, l'évolution des peuples est envisagée comme étant linéaire, ce qui se retrouve d'ailleurs dans l'idéologie marxiste. Elle ne peut donc suivre qu'un seul sens pour se développer, le sens étant la voie montrée par les sociétés européennes occidentales. Ainsi, les sociétés africaines ou asiatiques doivent adopter la même organisation sociétale, politique et économique pour survivre, sous peine d'être vouées à l'extinction. Et ce sont les gouvernements européens eux-mêmes qui, par la colonisation, aideront les civilisations primitives à atteindre cet objectif, et donc à perdurer.

Cette idéologie se fonde sur le concept de race, qui a d'ailleurs perduré jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Il existerait des races inférieures, primitives, ne pouvant prétendre à l'autodétermination et à l'autogestion ; et par conséquent, des races supérieures qui, au nom de cette supériorité, aurait le devoir d'assister toutes les autres. Celles qui disparaîtraient faute d'adaptation, de « modernité », seraient victime de la « sélection naturelle ».

Que la reprise politique du darwinisme soit critiquée par le socialisme n'est pas nouveau, néanmoins, Gustave Rouanet va encore plus loin, sur le terrain scientifique cette fois, en niant la validité du concept de races. Il écrit que la science « proclame » l'universalité du genre humain, un universalisme qui se retrouve d'ailleurs dans les conceptions socialistes.

Au-delà de cette critique, cet article est également envisagé comme un vrai levier politique. *L'Humanité* est en effet l'un des seuls quotidiens à dénoncer, depuis sa création, la barbarie coloniale, sans en faire le cas de quelques actes isolés. Le retentissement de la mission Brazza est une opportunité en ce sens qu'elle légitime ses prises de positions. C'est d'ailleurs pour cela que la campagne des Hereros, et surtout plus tard celle de l'Italie en Tripolitaine, disposent d'articles à des intervalles très réduits. Même s'ils ne font la Une que lorsqu'ils représentent, aux yeux de la rédaction, une opportunité politique, il n'en demeure pas moins que la rubrique « Bulletin de l'étranger » est très souvent alimentée par les récits de la barbarie coloniale.

Tripoli, 6 décembre. Retardé dans la transmission.

Hier, trois reconnaissances italiennes quittèrent Ain-Zara, la première vers Tarhuana, et la seconde dans la direction de Gharian ; elles rencontrèrent quelques groupes arabes qui se dispersèrent.

La troisième reconnaissance italienne, forte de trois brigades, fut envoyée contre un groupe important d'Arabes signalé à l'est d'Ain-Zara. Après une courte fusillade, l'artillerie ouvrit le feu. Les Arabes s'enfuirent, abandonnant des munitions, du blé et du matériel que les Italiens brûlèrent immédiatement. Les animaux furent emmenés à Ain-Zara, où les troupes rentrèrent dans la soirée.

Ce matin, 14 Arabes, condamnés à mort hier, ont été pendus à Tripoli.<sup>23</sup>

Ce qui semble déjà assez barbare, la pendaison des prisonniers de guerre sans véritable procès, est en vérité bien en deçà de la vérité. Souvent, les Arabes capturés sont purement et simplement fusillés dans le dos, même s'ils se rendent.<sup>24</sup>

Là encore, une différence de traitement de l'information s'observe entre les cas allemands et italiens. La répression allemande, même s'il est assez pervers de vouloir les comparer, fut beaucoup plus violente que celle de l'Italie. Pourtant, à l'inverse, les mentions de ce genre d'actes sont plus souvent faites dans les articles concernant la Tripolitaine qu'elles ne l'étaient lorsqu'il s'agissait de l'extermination des Hereros.

---

<sup>23</sup> *L'Humanité*, 09 décembre 1911

<sup>24</sup> C. DE GEMEAUX (dit.), *Empires et colonies, l'Allemagne du Saint-Empire au deuil postcolonial*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Chamalières, 2010

Chapitre IV : La colonisation européenne et les résistances des indigènes, quelles images ?

Les effectifs militaires restent relativement faibles en Afrique de l'Ouest, on parle de 2 000 à 4 000 soldats maximum dans les sources, mais ils font preuve d'une brutalité extrême. Les articles de *l'Humanité* dès 1904 font état de « répressions » qui tuent parfois jusqu'à plusieurs milliers de Hereros ou Namas. Les autochtones sont souvent présentés comme des résistants, plus vraiment comme des indigènes ou des sauvages. La lutte, sans non plus être héroïque, en devient presque légitime.

L'explication se trouve dans la proximité que font les socialistes entre impérialisme et bourgeoisie. On dénonce l'impérialisme au nom de la lutte contre le contrôle du capital par la bourgeoisie. La colonisation a pour les socialistes la fonction d'acquérir de nouveaux marchés, d'élargir l'exploitation de la bourgeoisie financière sur le petit peuple. Les considérations nationales passent donc au second plan.

Le général Trotha annonce qu'après le combat du 11 l'ennemi s'est retiré dans une déroute complète, abandonnant beaucoup de bestiaux, des bagages et surtout des cadavres. Des bandes de Hereros qui descendaient le cours de l'Oumramba ont été poursuivies par le major Estorff qui, après les avoir enveloppées du côté nord, leur a infligé une défaite, le 15 août. L'ennemi a subi des pertes importantes. Celles des Allemands sont de 5 soldats tués et de 2 officiers et 5 soldats blessés.

Un certain nombre de journaux font remarquer que les Hereros sont encore 80 000.<sup>25</sup>

Les adjectifs employés par les journalistes écrivant des articles sur le sujet varient d'un numéro à l'autre. Ainsi, dans cet article du 19 août 1904, il est question de « bandes de Hereros », ce qui dénature un peu leur condition humaine pour mettre en avant un comportement qui serait, au mieux, l'apanage de sauvages, ou au pire celui d'animaux. L'analyse précise des termes est importante, surtout lorsqu'elle ne conserve pas la même ligne au fil du temps.

Evidemment, la majeure partie du temps, les Hereros et les Namas sont bien présentés comme des opprimés à part entière. Néanmoins, le fait qu'il soit possible de distinguer de telles différences dans la ligne éditoriale est bien le symbole d'un sujet laissé le plus souvent au second plan. Il ne revêt d'intérêt que lorsqu'il représente une opportunité d'atteindre le but fédérateur que s'est fixé Jaurès en fondant le journal. Le reste du temps, s'agissant de la colonisation allemande, l'intérêt de la rédaction est limité.

---

<sup>25</sup> *Ibid*, 19 août 1904

Alors, malgré l'amalgame conscient entre ouvriers et indigènes dans la volonté de domination capitaliste, le plus souvent, la relation des combats ne présente pas de caractère choquant. On ne décrit pas d'exactions particulières, mais plutôt un combat entre deux forces.

Pourtant, le combat du 11 auquel l'article fait allusion est connu dans l'historiographie sur les colonies sous le nom de bataille de Waterberg (du nom du plateau). Elle fut la bataille ayant réellement entériné le massacre des Hereros.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'avant le général Trotha, le gouverneur de la colonie était Theodor Von Leutwein. S'il ne condamnait pas la violence des colons, il n'envisageait cependant pas le massacre de tout le peuple Herero et Nama. En janvier 1904, il y eut une révolte, la première d'envergure, menée par les indigènes sous la conduite de Mahéréro. Les indigènes ne supportaient plus les vols, les viols, et l'exploitation que leur faisaient subir les colons. Ils étaient sujets de l'empereur, mais en tant que colonisés ne bénéficiaient d'aucuns droits devant la justice. Rares sont les Allemands à avoir été poursuivis pour viols ou meurtres de Hereros. L'historiographie récente a même démontré que ces pratiques étaient courantes, et l'administration coloniale la comprenait.

La révolte de janvier n'a pas été matée facilement par les troupes allemandes. L'empereur mit cela sur le compte de la faiblesse et de la complaisance de Leutwein. C'est à ce moment là qu'il décida d'envoyer le général Von Trotha pour prendre le commandement des armées. Même si Leutwein demeurait gouverneur dans les faits, la direction de la colonie, elle, lui échappait.

Certains ouvrages d'historiens ont présenté la première révolte herero comme une opportunité pour les colons d'intensifier leurs actes de violence et de spoliation, en faisant du soulèvement un prétexte. Von Trotha n'arriverait qu'en Juin, et la période de latence que cela induisait a vu l'augmentation croissante des exactions commises à l'endroit des autochtones. Inévitablement, la révolte qui au départ était plutôt faite d'actes isolés de désobéissance, et d'affrontements avec les soldats, pris finalement pour cible les colons. Mahéréro avait enjoint ses compatriotes à ne pas s'en prendre aux femmes et aux enfants, pas plus qu'aux Anglais et aux missionnaires.

La révolte s'est intensifiée au point que l'armée sur place dû se retirer à l'intérieur de ses places fortes. Si elle les défendait avec efficacité, notamment grâce à son armement très supérieur, toute mission conduite au dehors était désormais proscrite.

C'est dans ce contexte que les renforts ont débarqué en juin, avec donc à leur tête le général Trotha. Il marqua dès le début son intention de ne laisser aucune échappatoire aux Hereros, de na pas négocier. Sur le plateau Waterberg, ses soldats attaquèrent le rassemblement héréro sur

trois fronts, ne leur laissant comme seule voie de retraite que le désert en contrebas. Auparavant, le général avait pris soin d'empoisonner tous les points d'eau à des kilomètres à la ronde, et les postes de garde avaient reçu l'ordre d'abattre à vue tout Herero.

Près de 20 000 indigènes ont dû fuir par le désert, devant leur incapacité à faire face à l'artillerie allemande, au sein desquels se trouvaient presque 16 000 femmes et enfants. Le général Trotha leur donna la chasse, abattant systématiquement hommes, femmes et enfants qui tombaient entre les mains de l'armée. Ceux qui ne périrent pas sous les balles allemandes moururent de faim ou de soif.

Ainsi, la conclusion de l'article du 19 août pose question. « Un certain nombre de journaux font remarquer que les Hereros sont encore 80 000 ». On ne décèle aucune trace de compassion, encore moins de dénonciation de la politique coloniale allemande. Cela ressemble plutôt à une simple chronique relatant simplement des faits.

Deux hypothèses peuvent alors être formulées. Soit la ligne éditoriale n'était pas homogène, et que seuls les événements d'importance étaient traités par de vrais journalistes politiques. Le reste des chroniques se contentait alors d'une simple juxtaposition des faits telles que relaté par l'administration coloniale et la presse allemande. Soit, et cela est plus plausible, le réseau de transmission d'information était gangrené par l'administration coloniale. Ainsi, seules filtraient les informations que les militaires autorisaient. Il fallait donc attendre plusieurs semaines que des commissions d'enquête ou des envoyés spéciaux puissent établir la véracité des faits. Les informations semblent arriver par vagues successives, c'est ce que l'on constate à la lecture chronologique des sources. Pendant des semaines, les informations seront très succinctes, quoique très exactes quant aux pertes des deux camps, et puis une information plus conséquente arrive qui devient génératrice d'analyse politique, et puis d'indignation. Cela renseigne encore sur la place de l'information coloniale. Les chiffres donnés par les rapports de l'armée ou la presse allemande devrait alerter le journal sur le massacre en cours. En majeure partie du temps, ils échappent à l'analyse jusqu'à ce qu'un événement médiatique fasse que les journalistes s'y intéressent. Ces événements sont souvent, soit des congrès socialistes, soit des débats particulièrement houleux au Parlement, ou encore ceux en lien avec les relations diplomatiques entre les puissances européennes.

Pourtant, à la lecture de la *Proclamation aux Hereros* de Trotha, il devient parfaitement évident que dès 1904, son but était purement et simplement l'extermination du peuple Herero, ou à minima son expulsion du territoire allemand d'Afrique.

Moi, le général des troupes allemandes, adresse cette lettre au peuple héréro. Les Héréros ne sont plus dorénavant des sujets allemands. Ils ont tué, volé, coupé des nez, des oreilles, et d'autres parties de soldats blessés et maintenant, du fait de leur lâcheté, ils ne se battent plus. Je dis au peuple : quiconque nous livre un Héréro recevra 1000 marks. Celui qui me livrera Samuel Maharero recevra 5 000 marks. Tous les Héréros doivent quitter le pays. S'ils ne le font pas, je les y forcerai avec mes grands canons. Tout Héréro découvert dans les limites du territoire allemand, armé comme désarmé, avec ou sans bétail, sera abattu. Je n'accepte aucune femme ou enfant. Ils doivent partir ou mourir. Telle est ma décision pour le peuple Héréro.<sup>26</sup>

Malgré que le quotidien, comme nous l'avons vu, condamne cette déclaration aux Hereros du général allemand, la retranscription des actes de barbarie qui surviennent durant cette période semble tout de même édulcorée.

Cologne, 14 octobre. On mande de Berlin à la Gazette de Cologne :

« D'après les nouvelles parvenues ici, il semble presque sûr que le chef des Witboi, Hendrick, ne se tient pas à l'écart du mouvement de révolte et que, par conséquent, le soulèvement atteindra la plus grande partie des tribus de race hottentote. Il ne semble pas qu'il y ait à cette révolte des Hottentots une cause particulière, en dehors de ce désir qu'on leur a toujours supposé de faire, une fois le moment favorable venu, une nouvelle tentative en vue de se débarrasser de la domination allemande. A ce que l'on apprend, les nouveaux renforts de troupes destinés à l'Afrique sud-occidentale allemande comprendraient un régiment et deux batteries. »<sup>27</sup>

En octobre 1904, deux mois plus tard, un article est cette fois beaucoup plus mesuré dans la manière de présenter les événements. Les Hereros seraient en lutte contre la « domination allemande » et c'est cela qui justifierait leur soulèvement, sous la conduite de leur chef Hendrick Witboï.

Le comportement décrit est cette fois beaucoup plus conforme à celui d'un peuple colonisé et exproprié. Une résistance s'organise qui, si elle n'est pas présentée explicitement comme légitime par le quotidien, est tout à fait compréhensive.

Une poésie publiée par un journal satirique allemand faisant s'adresser le général Trotha au chancelier Von Bülow est reprise en une de *l'Humanité* le 22 août 1905. Le général revendique sa qualité de guerrier, qu'un bureaucrate ne pourrait comprendre assis derrière son bureau et sa plume.

Le Kladderadatsch consacre les vers qui suivent au conflit existant entre le commandant militaire de l'Afrique du Sud-Ouest et le gouvernement de l'Empire. C'est le commandant qui parle en en termes « concis et précis » :

---

<sup>26</sup> Lothar Von Trotha, *Proclamation aux Hereros (Vernichtungsbefehl)*, 2 octobre 1904

<sup>27</sup> *Ibid*, 15 octobre 1904

Je suis, moi, le grand général,  
Ce que Bulow dit m'est égal !  
Ce bon Bulow prend pour m'écrire  
Un tube en plume ; ça m'a fait rire !  
Ce que griffone un chancelier  
Laisse indifférent un guerrier  
Usant du tube grandiose  
A feu ; l'encre à lui point n'impose !  
De ce que j'ai dit, nul iota  
Je ne rétracte, étant Trotha.<sup>28</sup>

En termes de symbolique, ce poème satirique est fort de sens. La dichotomie est posée entre le politique et le militaire, comme elle l'est dans les débats de société de l'époque entre le militarisme et la pensée. L'idée répandue veut que la mentalité d'un soldat n'ait pas accès à la réflexion, que seul compte l'image de l'action, de la virilité qu'elle induit. Les conséquences des actes, la volonté de penser son action, est imaginée inutile pour des soldats.

Tout un pan de l'aristocratie intellectuelle a d'ailleurs longtemps pensé que le militarisme était le remède aux maux que connaissait la société, par le conformisme et l'obéissance à des règles de vie strictes. En 1905, c'est le pendant négatif du militarisme qui domine, à savoir la marche vers la guerre et une capacité de réflexion autonome très limitée. Ainsi, comment penser que Jaurès, militant pour des esprits libres et instruits, tenant d'un pacifisme à toute épreuve jusqu'à sa mort, puisse trouver son compte dans le militarisme ? Cette opposition imagée par ce poème cache en fait un débat sous-jacent beaucoup plus profond qui a trait au modèle de société que les socialistes souhaitent voir se concrétiser.

A posteriori, l'historien se doit de restituer de son mieux, dans son intégralité, les mentalités et les perceptions des contemporains pour comprendre un événement. Dans le cas des études coloniales, il ne s'agit pas seulement des opprimés. Ce afin d'utiliser les termes juste dans la narration des faits, de comprendre les imbrications et l'enchaînement des événements, et surtout de mettre au jour les volontés et les motivations moteurs des processus coloniaux.

Dans le cas de la conquête du Sud-Ouest Africain, du massacre des Hereros, cela est d'autant plus important méthodologiquement. Il est impératif de déterminer si la campagne a été pensée comme exterminatrice, si le massacre était génocide, et surtout, dans notre étude,

---

<sup>28</sup> *L'Humanité*, 22 août 1905

d'évaluer si les journalistes de L'Humanité en avaient conscience au moment de leur relation des faits. Il faut ainsi se garder des banalisations et des raccourcis.

La proclamation aux Hereros de Trotha est univoque. La population autochtone passait de 80 000 à 16 000 individus, qui furent pour la plupart internés dans des camps de concentration. 45% d'entre eux y périrent.

Trois aspects nous renseignent sur l'aspect génocidaire ou non du phénomène. Tout d'abord, dès 1884, une politique d'exclusion juridique et économique a été conduite contre les Hereros. La discrimination raciale qui la commandait à confiner les indigènes dans des aires délimitées. Il ne disposait pas de la possibilité de se référer au droit colonial allemand dont bénéficiaient les colons. Il fallait par exemple sept témoignages de Noirs pour égaler celui d'un blanc, ce qui laissait évidemment une grande marge de manœuvre criminelle aux colons. L'extension des colons se fait par l'expropriation du bétail et des terres des indigènes.

Le second aspect est sans aucun doute cette volonté d'extermination. En plus du massacre de Waterberg, toute une série de mesures sont prises afin d'empêcher le retour des Hereros, avec un confinement dans le désert en premier lieu, l'ordre d'abattre à vue les indigènes, et très vite la mise en place de camps de concentration.

Enfin, le dernier aspect est celui qui désigne les Hereros comme ennemis de la nation allemande. Ils sont un « obstacle au progrès ». Le décret impérial du 26 décembre 1905 rendait légale la confiscation des biens des Hereros, ils étaient marginalisés, diabolisés, et de ce fait leur meurtre n'était plus si dramatique.

Le caractère de l'administration coloniale, par bien des formes, prenait des aspects d'un génocide dans la définition commune du terme.<sup>29</sup>

Maintenant, la question qui vient est celle de la perception par L'Humanité. Un premier élément de réponse se trouve dans la relation de la bataille de Waterberg. Les pertes hereros furent lourdes, leur mort atroce, et si plusieurs fois après cet article le quotidien parlait bien de « massacres », à aucun moment l'aspect génocidaire n'est évoqué. Il n'existe pas de traces, dans les articles de l'époque, d'une mention sur les camps de concentration, alors même que la presse britannique semble en être, elle, informée.

Hors de France

---

<sup>29</sup> B. BRUNETEAU, Un siècle de génocides, Des Hereros au Darfour (1904 – 2004), Armand Colin, Paris, 2016, p44

Afrique du Sud

La lutte contre les Herrerros

Le major Meister a battu l'ennemi el 13 septembre à l'ouest de Haroukha. Après un combat de six heures, il put pénétrer dans une région montagneuse très abrupte, d'où il parvint à déloger les Hottentots des fortes positions qu'ils occupaient après un combat enragé de cinq heures qui avait dégénéré en lutte corps à corps. Une partie des Hottentots put s'échapper dans les gorges de la montagne du côté du Nord-Ouest.

La poursuite continue.

L'ennemi a laissé 60 morts sur le terrain. De notre côté, il y a eu deux cavaliers tués. Le major Marcher a été atteint d'une balle à l'épaule gauche et le médecin-major de 1<sup>ère</sup> classe Rorsch a été grièvement blessé. Dix cavaliers ont été également blessés.<sup>30</sup>

En ce qui concerne la campagne italienne, les images convoquées par la rédaction soit légèrement différentes, dû au fait que l'Italie ne s'attaque pas à des indigènes, mais à une puissance réelle, organisée, capable de soutenir la pression italienne d'égal à égal.

Les mentalités ont également évolué. Le socialisme d'avant 1907 n'a pas de vision complaisante du colonialisme, alors que celui post Congrès de Stuttgart a une position beaucoup plus ferme.<sup>31</sup>

La guerre italo-tuque

Le combat d'Aïn-Zara et ses conséquences

Une belle réponse

Une revue officieuse italienne, l'*Italia Illustrata*, ayant eu l'idée saugrenue de demander – entre autres- à Pierre Loti de donner son opinion sur la « glorieuse expédition » italienne, a reçu de l'illustre écrivain cette décisive réponse :

Monsieur,

Vous voulez bien me demander mon avis sur la « glorieuse » entreprise de l'Italie.

Mais la gloire, ainsi que le bon droit, je ne les vois que du côté des admirables défenseurs du sol héréditaire Turcs ou Arabes, qui, surpris par la brusquerie de l'attaque, et n'ayant qu'un armement d'infériorité pitoyable, se font mitrailler quand même et massacrer comme des héros d'épopée. La gloire, du reste, la vraie, la pure, ne saurait être jamais du côté des conquérants et des agresseurs.

Je suis assuré d'avance que si vous poursuivez votre enquête, il se trouvera dans tous les pays d'Europe une majorité écrasante pour vous répondre comme moi.

Agréez, etc...

Pierre Loti.

On ne saurait mieux dire.<sup>32</sup>

---

<sup>30</sup> *L'Humanité*, 17 septembre 1905

<sup>31</sup> C. WEILL, *L'Internationale et l'Autre, les relations inter-ethniques dans la IIème Internationale*, Arcantère Éditions, Paris, 1987, 163p

<sup>32</sup> *L'Humanité*, 09 décembre 1911

Pierre Loti<sup>33</sup> a été contacté par un journal italien pour donner son avis sur la colonisation en cours, et sa lettre de réponse est reprise par *L'Humanité*.

Il décrit les Turcs et les Arabes comme les opprimés, les victimes d'une barbarie italienne qui prétend se couvrir de gloire alors qu'elle n'accomplit en réalité que des meurtres. Par cette simple maxime, « on ne saurait mieux dire. », la rédaction soutient cette position.

---

<sup>33</sup> Ecrivain français, né en 1850 et mort en 1923, membre de l'Académie française à partir de 1891. Il est connu pour ses romans sur l'exotisme notamment. Il développe une fascination pour la Turquie en les écrivant. Il fait également parti de la marine française, et à ce titre participe à certaines opérations militaires outre-mer. A son retour, il écrit des articles, notamment dans le *Figaro*, pour lesquels on lui demandera de retirer certains passages.

Chapitre V: Pacifisme ou nationalisme, l'ambiguïté  
de *l'Humanité* de Jaurès

L'une des facettes clés de la personnalité politique de Jaurès, et qui transparait nettement dans *L'Humanité*, est cette ode au pacifisme qui se fait de plus en plus présente entre 1904 et 1914.

L'historiographie a d'ailleurs longtemps soutenu l'idée que c'est ce pacifisme exacerbé qui fut la motivation pour l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914. L'analyse du discours sur le colonialisme permet d'illustrer parfaitement la position du quotidien sur l'idée qu'il se fait du pacifisme. En effet, la question coloniale est charnière en ce domaine. Les partisans de la colonisation ont pour justification la grandeur nationale, cette volonté de se constituer en tant qu'Empire, d'affirmer sa place sur l'échiquier géopolitique mondial. Les nationalistes sont en grande majorité favorables aux colonies.

Ainsi, les positions contre la barbarie coloniale, puis plus tard contre l'idée même de domination d'une population indigène, se muent avec la critique du militarisme et du nationalisme que les socialistes participant au quotidien ont tous en commun.

C'est parce que la Révolution en lutte avec l'Europe a été dévorée par le militarisme révolutionnaire, c'est parce qu'elle a été continuée en même temps que comprimée par le militarisme de Bonaparte que le césarisme est chez nous un péril incessant. Parce qu'il est en même temps l'appel à la force et au mensonge, il représente une adulation de la Révolution française. Il y a six ans, le cléricalisme et le militarisme étaient coalisés. Eh bien ! c'est fini de ce danger ; les menaces de coups d'Etat sont écartées et la démocratie républicaine a retrouvé son chemin.<sup>34</sup>

En août 1904, Jaurès publie en une du journal un plaidoyer contre le militarisme. Il le présente comme dévoyant l'idée juste de la révolution que tout

Encore quelques citations, toujours d'après le Vorwaerts. Je laisse de côté le grand article de Kautsky, dans la Neue Zeit ; ce n'est d'ailleurs que le premier d'une série, et Kautsky reviendra certainement, avec ampleur, sur la question du militarisme. Mais il est utile de faire encore quelques extraits, afin de bien donner l'exacte impression de l'unanimité socialiste allemande. Tous, évidemment, ne poussent pas également loin l'action antimilitariste. Si tous approuvent le même but, certains affectionnent des méthodes diverses les uns la lente éducation des jeunes, les autres la pression électorale, d'autres encore rêvent au temps, peut-être prochain, où la grève générale sera applicable, outre-Rhin aussi. Mais ils ont conscience de travailler tous, délibérément, au même but à savoir le maintien de la paix et la ruine du militarisme.<sup>35</sup>

<sup>34</sup> Jean Jaures, *L'Humanité*, 19 août 1904

<sup>35</sup> Albert Thomas, *L'Humanité*, 13 septembre 1907

## LE CONGRES DE LA LIBRE PENSEE

### Le pacifisme

Thèse de Sébastien Faure

La discussion est ouverte.

M. Vogther, ancien député au Reichstag, fait la critique de l'esprit militariste. La guerre est en contradiction avec l'esprit moderne. Or, l'Eglise prend la défense de la guerre. En attendant l'affranchissement intégral, travaillons à rapprocher les nations et luttons contre le cléricalisme, symbole de toutes les réactions.

M. Sébastien Faure affirme que la pauvreté, l'ignorance, la haine sont trois maux dus à ces trois malfaiteurs : 1° le capitaliste, 2° le prêtre, 3° le soldat. Voilà les trois choses à détruire ; voilà les trois besognes à faire, les trois servitudes dont la libre pensée doit se libérer.<sup>36</sup>

### Le désarmement

M. Voldeck von Ahreburg, ancien officier de l'armée allemande, vient de faire l'éloge du pacifisme. L'esprit belliqueux n'est pas l'esprit critique, il n'est pas un esprit libre penseur. D'autre part il est beaucoup plus difficile de vivre que de mourir pour sa patrie. Lui, ancien officier de l'armée allemande, est venu au pacifisme et il remercie le citoyen Jean Jaurès, car il lui doit sa nouvelle conception du devoir. De la mort du militarisme naîtra le réveil économique.<sup>37</sup>

Pour nous, nous ne dirons qu'une chose. C'est que dans ces circonstances comme dans toutes les autres, nous sommes éternellement partisans de la paix à tout prix. Que les dirigeants commettent des fautes et, avec leur insouciance habituelle, aillent jusqu'à compromettre la tranquillité du monde, cela, nous ne le permettront pas. Du moins autant qu'il sera en notre pouvoir de l'empêcher.

Qu'ils le sachent bien, quels qu'ils soient et quelques sympathies que l'on ait pour les peuples qu'ils oppriment.

Nous répèterons toujours la belle parole d'un de nos meilleurs camarades : « Plutôt l'insurrection que la guerre ! ».<sup>38</sup>

Dès 1889, le grand meeting de Milan marquait l'opposition aux ambitions coloniales du mouvement socialiste. La dichotomie est très marquée, plus qu'en France ou en Allemagne. Le député républicain italien, Napoleone Colajanni, écrivait en 1891, dans *Politica Coloniale*, tout un pamphlet anticolonial (dans son acception de l'époque). Ce n'est pas au nom d'un

---

<sup>36</sup> *L'Humanité*, 08 septembre 1905

<sup>37</sup> *L'Humanité*, 08 septembre 1905

<sup>38</sup> Léon Rémy, *L'Humanité*, 20 avril 1908

humanisme bienveillant, mais plutôt pour condamner une politique menée sous de prétextes fallacieux, et qui accroîtrait les difficultés économiques au lieu d'en être l'exutoire. En réalité, comme le rappelle Colajanni, l'idée socialiste répandue est que la politique coloniale servirait d'épouvantail pour détourner l'attention des problèmes à l'intérieur du pays. De plus, elle serait instillée par l'Angleterre, dans le cadre de sa rivalité avec la France.

Depuis les années 1890, c'est la presse italienne qui donne forme à l'anticolonialisme, et surtout la presse socialiste. Le parallèle est tout trouvé avec *l'Humanité*, bien que l'offre médiatique socialiste soit plus étoffée en Italie. C'est bien le réseau journalistique socialiste qui porte la lutte contre la politique coloniale. D'ailleurs, les socialistes italiens s'invitaient de plus en plus sur la scène politique, passant de 7 élus en 1892 à 16 en 1897. La parole socialiste se diffusait donc plus largement, avec un public toujours plus nombreux. L'opposition des industriels s'unit même à celle des ouvriers socialistes, les capitaux alloués aux expéditions en Afrique auraient, selon eux, étaient mieux employés pour financer l'essor de l'industrie.

En France, *l'Humanité* marque une très nette séparation entre la bourgeoisie industrielle et les salariés, la place secondaire dans l'imaginaire socialiste français de la question coloniale l'explique. En Italie, elle transcende les partis, pouvant fédérer les opinions, un peu comme en Allemagne surtout au moment de la dissolution du Reichstag. En France, la SFIO<sup>39</sup> reste très communautaire, et *l'Humanité* l'est aussi très largement. La question coloniale n'est jamais envisagée comme pouvant être un symbole de ralliement, pour la bonne raison que les constructions historico-politiques entre les trois pays sont différentes. La France a une longue tradition en tant qu'empire, déjà dès le XVI<sup>ème</sup> siècle. La question coloniale est intégrée dans la matrice de pensée des dirigeants, de la sphère médiatique, et de la base électorale. La remise en cause est récente, et surtout sur des thématiques ciblées. L'idée d'un empire est monolithique, elle paraît immuable. Il n'est pas tant question de remettre en cause l'empire en tant qu'entité, mais plutôt son fonctionnement ou son administration. Il faut attendre longtemps, en France, pour que la critique émerge, prenne corps, et en vienne à interroger la légitimité d'un empire. La « tradition » coloniale est moins pesante en Italie, les schémas de pensée ne l'ont pas intégré et peuvent la rejeter plus facilement. Néanmoins, ce serait un contresens historique de donner à penser que la seule opposition était de gauche. A droite aussi, beaucoup étaient partisans d'abandonner les projets en Afrique.<sup>40</sup>

---

<sup>39</sup> Section Française de l'Internationale Ouvrière, parti politique français de 1905 à 1969

<sup>40</sup> D. GRANGE, *L'Italie et la Méditerranée (1896-1911). Les fondements d'une politique étrangère*, Rome : École Française de Rome, 1994

L'action italienne en Afrique du Nord a mis longtemps avant de se dévoiler. Elle était d'abord justifiée par les abus de l'empire Ottoman envers les Italiens. Il ne laisserait aucune marge de manœuvre à l'Italie en Tripolitaine, pas même le droit à des bureaux de postes, alors que beaucoup de ressortissants italiens vivaient à Tripoli. L'Italie libérale ne pouvait tolérer cela, et elle a longtemps prétexté n'envoyer des troupes que pour sécuriser la vie des ressortissants sans n'avoir aucun désir d'ingérence.

Cela ne veut rien dire, ou cela signifie que les ministres de Victor-Emmanuel ont bien des visées sur l'Albanie et sur la Tripolitaine. La question des postes ne paraît donc être qu'un prétexte.<sup>41</sup>

Le quotidien n'est pas dupe sur les réelles motivations de l'Italie, et dès 1908 décrypte, en Une, ce que laisse présager les mouvements des troupes italiennes. Et, en effet, les actions du gouvernement italien en Afrique du Nord avaient une visée bien plus large. Les guerres que mène l'Italie en Afrique sont autant dues à des velléités coloniales qu'à une volonté d'affirmer un prestige extérieur et intérieur<sup>42</sup>. L'opinion publique est donc particulièrement attentive quant au déroulement des expéditions coloniales, d'autant plus que l'armée envoyée sur place s'appuie très largement sur les conscrits italiens.

Rome pense déceler, dans la conquête de la Tripolitaine, une véritable opportunité d'affirmer son empire aux yeux des autres puissances européennes tout en profitant d'une région riche et très peu exploitée. En effet, la Tripolitaine et la Cyrénaïque sont sous contrôle ottoman. L'empire turc connaît des difficultés financières et militaires expliquées par les révoltes en Albanie et au Yémen. L'opinion publique italienne ne semble, pour l'heure, pas opposée au projet, et ni la France ni l'Angleterre n'ont de velléités sur cette région<sup>43</sup>.

Le gouvernement italien croit savoir que l'opposition qu'elle rencontrera de la part de l'empire ottoman sera faible, et surtout que les populations autochtones accueilleront les soldats italiens comme des libérateurs, qu'ils ne chercheront aucunement à se défendre d'eux. Le 27 septembre 1911, le Président du Conseil, Giolitti, envoie un ultimatum aux autorités turc. Dans le même temps, un corps expéditionnaire de 40 000 hommes est envoyé sur place. La ville de Tripoli est conquise sans difficulté. Ce ne fut pas le cas de Homs et Benghazi, dans lesquelles l'armée italienne rencontra de fortes résistances de la part des Turcs et des

---

<sup>41</sup> Léon Rémy, *L'Humanité*, 20 avril 1908

<sup>42</sup> G.Rochat, *Les guerres italiennes en Libye et en Ethiopie. 1921 – 1939*, SHAA, Vincennes, 1995, p14

<sup>43</sup> V. Joly, *Guerres d'Afrique. 130 ans de guerres coloniales. L'expérience française*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2009, p 190

indigènes. Néanmoins, les combats sont facilement gagnés, ce qui renforce l'idée du gouvernement selon laquelle les expéditions sont une bonne décision et que la majorité des autochtones n'attendaient que ça. Ainsi, la révolte du 23 octobre de la même année fut vécue comme un véritable choc pour l'administration coloniale. Près de 10 000 combattants turcs et arabes attaquèrent l'un des points de défense de Tripoli. Ils bénéficiaient du soutien sans faille de la population locale, qui participa même, pour une part, aux affrontements contre les Italiens<sup>44</sup>.

Le traumatisme qu'avait engendré les événements d'Adoua, dans le passé colonial italien, ont conduit Giolitti à opter pour une riposte rapide, et surtout totale. La défaite n'était pas envisagée. C'est d'ailleurs pour cette raison que le rejet des Italiens par la population locale fut si difficile à envisager, et très mal vécu lorsqu'il advint<sup>45</sup>.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, lorsque l'on aborde la question coloniale à la toute fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, c'est que les puissances européennes coopèrent entre elles. L'idée reçue selon laquelle le découpage de l'Afrique serait le résultat d'affrontements entre les empires est totalement fautive. On pourrait presque parler de concert européen colonial.

...l'Italie considère la situation de la Tripolitaine comme analogue à celle du Maroc, et l'on semble craindre dans certains cercles que si la France est contrainte d'abandonner ses prétentions sur le Maroc, l'Italie ne soit obligée par contre-coup à renoncer à la Tripolitaine.<sup>46</sup>

Dès 1905, cet article montre bien l'imbrication et les conséquences du jeu des alliances. L'Allemagne obtient le Cameroun pour avoir laissé à la France toute sa liberté au Maroc. Il en va de même pour l'Italie avec la conquête de la Tripolitaine, qui n'est rendue possible uniquement par l'entente avec la France et l'Angleterre.

La complaisance de l'Italie pour notre action marocaine à une contrepartie : c'est la complaisance de la France – et aussi de l'Angleterre – pour l'action italienne à Tripoli.<sup>47</sup>

---

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> N. Labanca, *Outre-mer. Histoire de l'expansion coloniale italienne*, ELLUG, Grenoble, 2014, p18

<sup>46</sup> *L'Humanité*, 10 juin 1905

<sup>47</sup> Jean Jaures, *L'Humanité*, 23 avril 1908

Evidemment, le phénomène ne résulte pas d'une action concertée. Les intérêts nationaux prévalent, et plusieurs fois, entre 1904 et 1914, les rivalités coloniales auraient pu dégénérer en guerre entre deux pays. Néanmoins, chaque gouvernement a conscience que l'équilibre est précaire, et s'applique à toujours offrir une porte de sortie à la partie perdante des négociations.

La Tribuna, commentant certains articles de la presse française relatifs à la question tuniso-tripolitaine, déclare que la convention de 1896 est le gage essentiel de l'existence de bons rapports, non pas entre l'Italie et la Tunisie, mais entre l'Italie et la France.

Cette convention paraît à la Tribuna n'avoir aucun rapport avec les accords relatifs à la Tripolitaine ; le journal italien estime donc que sa dénonciation serait, à l'heure actuelle, du côté français, un acte de véritable hostilité dont la conséquence serait de creuser, entre les deux nations, un abîme qu'il serait ensuite très difficile de combler.<sup>48</sup>

Les positions se tendent de plus en plus. Des événements qui, en 1905, paraissaient assez anodins pour ne pas inquiéter, soulèvent en 1914 des tensions palpables. *L'Humanité*, comme à son habitude, cite des journaux de la presse nationale pour illustrer le jeu géopolitique international que génère la question coloniale. Une fois n'est pas coutume, il n'est pas possible de déterminer, à la lecture de ce genre d'articles simples qui sont plutôt nombreux, si le quotidien s'associe à l'idée présentée ou au contraire la dénonce. C'est à la lumière des grands articles d'analyse que s'éclaire la position du journal, il est donc nécessaire d'être un lecteur sinon assidu, du moins régulier de *L'Humanité* pour saisir toute la subtilité et la continuité de la ligne éditoriale.

Une affaire relative à l'impérialisme italien est très révélatrice sur la position pacifiste de *L'Humanité*, il s'agit de l'affaire du Carthage et du Manouba.

Les campagnes italiennes ont eu pour effet d'aboutir à une guerre ouverte contre l'empire ottoman. L'Italie la déclare le 28 septembre 2011. De ce fait, les lignes maritimes sont étroitement surveillées par la marine italienne, qui craint que les Turcs puissent bénéficier de soutiens en Europe, ou alors tout simplement utiliser la Méditerranée pour des mouvements de troupes et de matériel.

Le Carthage est un paquebot mis en service pour la CGT, au départ de Marseille pour desservir les grands ports d'Afrique du Nord. Le 16 janvier 1912, alors que le navire passe au large de la Sardaigne dans l'optique de rejoindre Tunis, il est stoppé par le torpilleur italien

---

<sup>48</sup> *L'Humanité*, 26 avril 1914

nommé l'Agordat. La marine royale italienne fouille méticuleusement le vaisseau, et découvre un avion pas encore assemblé. En effet, l'avion était en route pour être présenté à un meeting aérien à Tunis. Les officiers italiens le considèrent comme « contrebande de guerre » et souhaite s'en saisir. Le commandant du navire refuse de leur remettre, et devant l'impossibilité pour les officiers d'utiliser la force, le Carthage est escorté puis immobilisé à Cagliari. Il reste sur place jusqu'au 20 janvier avant d'être autorisé à reprendre la mer.

Ce n'est pas la seule affaire de ce type, deux jours après, le 18 janvier, un autre navire français est interpellé. Le Manouba est un navire construit dans les années 1910, pouvant accueillir jusqu'à 160 passagers. Il est affrété sur la ligne reliant Marseille et Tunis, profitant de l'opportunité commerciale que représente la colonisation. L'Agordat arrête le navire français au large de l'île San Pietro.

Sur les deux navires, des passagers ottomans étaient embarqués. L'Italie procéda à leur arrestation. Le gouvernement français pris ces deux événements pour un affront, une dénégation de son pouvoir souverain. Tous les passagers étaient sous la responsabilité française, et les Ottomans présents n'étaient ni des soldats ni des combattants. Les relations franco-turques étaient plutôt bonne à cette période.

Dans le quotidien français, ces événements furent connus sous le nom d'« affaire du Manouba et du Carthage », étroitement liée à la politique coloniale puisque c'est au nom de sa guerre contre les Ottomans pour la conquête de la Tripolitaine que l'Italie agit de cette façon.

Comme il est probable que dans la confusion de l'incident franco-italien la discussion pourrait se continuer longtemps sans aboutir, et qu'elle n'aurait d'autre effet que d'envenimer les amours-propres, le plus sage serait de porter tout de suite le litige devant la Cour de La Haye. Ce sera peut-être, pour les gouvernements qui y participent, une invitation à hâter l'adoption du Code international relatif aux prises et qui est encore en suspens.

Mais comment ceux qui ont déchaîné l'affaire marocaine n'ont-ils pas prévu les contrecoups inévitables ? Ils nous ont, à des degrés divers, brouillés à peu près avec tout le monde.<sup>49</sup>

Devant la montée des tensions dans chaque camp, Jaurès, toujours fidèle à sa position pacifique, prône un règlement du conflit devant la Cour de la Haye. C'est, selon lui, le meilleur moyen de trouver une résolution qui ne soit pas contestable, et qui évite de mettre le feu aux poudres dans une situation déjà très tendue. En effet, les Turcs capturés sur les deux

---

<sup>49</sup> Jean Jaurès, *L'Humanité*, 22 janvier 1912

navires étaient retenus prisonniers en Italie, et le gouvernement français réclamait, avant toute discussion, que les prisonniers lui soient restitués.

Jaurès ne conteste pas cette position. Il a conscience que l'Italie a outrepassé les limites du protocole diplomatique et du Droit International, néanmoins, l'attaquer de front n'aurait que des effets néfastes.

Finalement, l'Italie accepte l'idée d'une médiation. Toutefois, elle s'estime dans son droit, et réclame même une forme d'indemnisation dans les documents qu'elle transmet à la Cour pour lui permettre de statuer.

Les incidents du « Manouba » et du "Carthage"

#### L'ARBITRAGE FRANGO-ITALIEN

Le tribunal arbitral franco-italien, réuni à la Haye, a rendu, le 6 mai dernier, ses sentences dans l'affaire du Carthage et dans celle du Manouba.

Les indemnités qui doivent être payées, soit cent soixante mille francs « pour l'affaire du Carthage » et quatre mille pour celle du Manouba, seront versées par le gouvernement italien au gouvernement français dans un délai de trois mois.

Le gouvernement français fera connaître aux intéressés, postérieurement à cette date, quelle est la somme qui revient à chacun.

Voici, d'ailleurs, le texte authentique des deux dispositifs des sentences rendues :

#### AFFAIRE DU « CARTHAGE »

Le tribunal arbitral déclare et prononce ce qui suit :

Les autorités navales italiennes n'étaient pas en droit de procéder comme elles ont fait à la capture et à la saisie momentanée du vapeur postal français « Carthage ».

Le gouvernement royal italien sera tenu, dans les trois mois de la présente semaine, de verser au gouvernement de la République française la somme de 160,000 francs, montant des pertes et dommages éprouvés, à raison de la capture et de la saisie du « Carthage », par les particuliers intéressés au navire et à son expédition.

Il n'y a pas lieu de donner suite aux autres réclamations contenues dans les conclusions des deux parties.

#### AFFAIRE DU « MANOUBA »

Le tribunal arbitral déclare et prononce ce qui suit :

Pour ce qui concerne l'ensemble de l'opération visée dans la première question posée par le compromis,

Les différentes phases de cette opération ne doivent pas être considérées comme connexes en ce sens que le caractère de l'une doive, dans l'espèce, influencer sur le caractère des autres.

Pour ce qui concerne les différentes phases de ladite opération, appréciées séparément :

Les autorités navales italiennes n'étaient pas, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la capture du vapeur postal français Manouba et à sa conduite à Cagliari.

Le Manouba, une fois capturé et amené à Cagliari, les autorités navales italiennes étaient, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à la saisie momentanée du Manouba, dans la mesure où cette saisie ne dépassait pas les limites d'un séquestre temporaire et conditionnel, ayant pour but de contraindre le capitaine du Manouba à livrer les vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués.

Le Manouba, une fois capturé, amené à Cagliari et saisi, les autorités navales italiennes étaient, d'une façon générale et d'après les circonstances spéciales où l'opération a été accomplie, en droit de procéder comme elles ont fait à l'arrestation des vingt-neuf passagers ottomans qui s'y trouvaient embarqués.

Pour ce qui concerne la seconde question posée par le compromis :

Le gouvernement royal italien sera tenu, dans les trois mois de la présente sentence, de verser au gouvernement de la République française la somme de quatre mille francs qui, déduction faite des frais de surveillance du Manouba, dus au gouvernement italien, forme le montant des pertes et dommages éprouvés à raison de la capture et de la conduite du Manouba à Cagliari, par les particuliers intéressés au navire et à son expédition.

Il n'y a pas lieu de donner suite aux autres réclamations contenues dans les conclusions des deux parties.

Comme nous l'avons déjà annoncé, la presse italienne se montre unanimement satisfaite de la solution donnée à ces deux affaires.<sup>50</sup>

Cette résolution intervient tardivement, la procédure est longue. Avant cela, le 23 janvier 1912, Jean Longuet publiait un long article en une du quotidien qui était la retranscription d'un entretien qu'il avait eu avec un proche de Rifaat Pacha, alors ambassadeur ottoman installé à Paris. L'ambassadeur ne voulait pas répondre lui-même à l'interview, par désir de ne pas voir ses déclarations publiées.

Selon ce mystérieux interlocuteur, la raison de l'incident : « c'est que leur expédition en Tripolitaine apparaît de plus en plus aux Italiens comme un guêpier dont ils ne savent comment ils sortiront, et ils en sont exaspérés. ». Tout au long de l'interview, le répondant affirme que les Italiens ne tiennent que Benghazi et un territoire de 20 kilomètres autour de Tripoli. Tout le reste de l'espace est le théâtre d'affrontements dans lesquels les Italiens peineraient à sortir vainqueurs. Le territoire serait trop immense, et la population unanimement hostile, ce qui s'est effectivement vérifié à posteriori.

La critique formulée va plus loin. L'Italie serait dans une situation économique inextricable. La campagne en Afrique du Nord coûte beaucoup trop cher au Trésor italien qui chercherait par tous les moyens à éponger ce gouffre financier. Selon le proche de l'ambassadeur, le gouvernement aurait cherché à faire entrer sur le marché français 300 millions de bons du

---

<sup>50</sup> *L'Humanité*, 15 mai 1913

trésor italien, ce que le gouvernement français a catégoriquement refusé, dans un souci de neutralité.

Jean Longuet conclut son article en « remerciant » son interlocuteur « de ses fort intéressantes explications et en lui disant les sympathies -qu'avec tous les socialistes- nous ressentons, plus que jamais pour une cause qui est, non celle de la Turquie, en tant que telle, mais, ainsi que l'a montré en des pages admirables Pierre Loti, la cause de la Justice et du Droit outragés. ».

Le quotidien présente donc l'affaire avec circonspection, notamment dans le cas de Jaurès, en prônant les plus hautes solutions juridiques, néanmoins, il ne se départi pas d'une certaine critique vis-à-vis des Italiens, en n'hésitant pas à donner la parole, et donc une certaine légitimité, à un représentant politique ottoman et ce malgré des assertions plutôt graves.

Politiquement, la rédaction soutien la conduite de Raymond Poincaré<sup>51</sup> lors du conflit, en louant une réponse « nette, ferme et sans forfanterie nationaliste », ce qui permit d'éviter un conflit ouvert.

---

<sup>51</sup> Figure politique française de la IIIème République, né en 1860 et mort en 1934, il fut notamment Président de la République entre 1913 et 1920, sous une étiquette politique de rassemblement de la droite et du centre.

Chapitre VI : *L'Humanité* entre la SFIO et  
l'Internationale, la puissance du réseau socialiste

Lorsqu'il s'est agi d'analyser le réseau d'informations sur les colonies de *L'Humanité*, plusieurs acceptions du terme ont fait leur apparition au gré de la lecture des articles. S'il peut être envisagé matériellement, le réseau peut aussi bien prendre corps dans le poids des institutions socialistes. En effet, la question coloniale est traitée à un niveau qui transcende la mouvance socialiste française, au sein de l'Internationale. Les congrès et les débats qui sont organisés produisent une ligne directrice que, en théorie, les partis socialistes nationaux devraient ensuite suivre.

Le Congrès, constatant l'exploitation capitaliste, toujours plus dispendieuse, du domaine colonial toujours plus étendu, exploitation sans règle et sans frein, qui gaspille capitaux et richesses naturelles, exposant les populations coloniales à l'oppression la plus rude, souvent la plus sanguinaire, et qui n'amène pour le prolétariat qu'une aggravation de misère ;

Rappelle la décision du Congrès de Paris de 1900 sur la question coloniale et la politique impérialiste ;

Déclare qu'il est du devoir des partis socialistes nationaux et des fractions parlementaires :

1° De s'opposer irréductiblement à toutes les mesures impérialistes ou capitalistes, à toutes expéditions coloniales, et à toutes dépenses militaristes pour les colonies ;

2° De combattre tout monopole, toute concession de vastes territoires, de veiller attentivement à ce que les richesses du monde colonial ne soient pas accaparées par le haut capitalisme ;

3° De dénoncer sans relâche les actes d'oppression dont les populations indigènes sont victimes ; d'obtenir pour elles des mesures efficaces de protection contre la barbarie militariste ou l'exploitation capitaliste ; de veiller notamment à ce qu'elles ne soient pas dépouillées de leurs biens, ni par la force, ni par la fraude ;

4° De proposer ou de favoriser ce qui sera de nature à améliorer la condition des indigènes : travaux d'utilité publique, mesures d'hygiène, création d'écoles, etc... et s'efforcer de les soustraire à l'influence nuisible des missions ;

5° De réclamer pour les indigènes la plus large somme de liberté et d'autonomie compatible avec leur état de développement, en se rappelant que l'émancipation complète des colonies est le but à poursuivre ;

6° De tendre à l'exploitation effective sous le contrôle parlementaire.

Van Kol regrette que dans les différents pays le parti socialiste n'ait pas encore trouvé une sanction à la décision du Congrès de Paris. Ce qui importe, c'est d'empêcher l'exploitation des indigènes.<sup>52</sup>

L'Internationale socialiste, qui préside à l'organisation des congrès, est largement dominée par les socialistes allemands. Ils sont les députés les plus fervents, polarisant les débats,

---

<sup>52</sup> Jean Jaures, *L'Humanité*, 19 août 1904

dictant la ligne à suivre, même si certains députés français -comme Jaurès- bénéficiaient d'un crédit important dans les discussions.<sup>53</sup>

Cependant, même si les différents membres du SPD s'affrontaient dans des débats internes au parti socialiste, une fois que la ligne à tenir du parti était décidée, il la suivait sans faire de remous. Il existait une hiérarchie très forte au sein des socialistes allemands, une rigueur à laquelle tous adhéraient.

C'est ce qui les étonne, d'ailleurs, dans le socialisme français. Ils ne peuvent concevoir qu'une dichotomie, fut-elle aussi profonde que celle qui séparait Guesde et Jaurès, nuise à l'action politique en divisant les membres. La SFIO n'a jamais atteint le degré d'unité auquel le SPD était lui habitué.

Ainsi Jaurès, dans cet article d'août 1904, rédigé à l'heure des conclusions du congrès d'Amsterdam, rappelle l'histoire institutionnelle du socialisme. Le congrès d'Amsterdam, en ce qui concerne la politique coloniale, reprend purement et simplement les conclusions du congrès de Paris de 1900.

La position n'est pas novatrice, depuis le début des années 1900, la IIème Internationale s'est intéressée au phénomène de la guerre, et notamment aux risques que faisait courir une politique coloniale belliqueuse. Cette préoccupation n'était pas centrale en 1889, au moment du fondement de la IIème Internationale, tant le risque de la guerre semblait éloigné. Et si le congrès d'Amsterdam fut le théâtre d'un affrontement mémorable et décisif entre Bebel<sup>54</sup> et Jaurès, il n'en demeure pas moins que la vision de la colonisation faisait quasiment l'unanimité.<sup>55</sup>

Les mesures décidées sont claires. Le mouvement socialiste doit veiller à ce que la « barbarie militariste » et « l'exploitation capitaliste » ne puissent éprouver et maltraiter les indigènes. Elles rappellent qu'il est nécessaire de donner une très grande marge aux indigènes quant à leur autodétermination. Cependant, même si elle prône que le but ultime deviendra l'émancipation totale, l'ingérence est tolérable, et même souhaitée, dans le cas où elle améliore les conditions de vie des populations africaines. L'exploitation est possible si elle offre des infrastructures décentes aux africains, et si elle demeure contrôlée par l'autorité parlementaire, et pas par un unique commandant, empereur, président, ou général d'armée. En d'autres termes, la barbarie coloniale est à proscrire, mais la colonisation est envisageable

---

<sup>53</sup> J. DROZ, *Histoire générale du socialisme tome 2*, Presses Universitaires de France, Paris, 1974, 662p

<sup>54</sup> August Bebel, né en 1840 et mort en 1913, député du SPD depuis 1893, il prend la tête du parti à partir de 1900.

<sup>55</sup> J. DROZ, *Histoire générale du socialisme tome 2*, Presses Universitaires de France, Paris, 1974, 662p

sous réserve qu'elle produise des bénéfices pour les colonisés et qu'ils soient administrés sous le même Droit que les colons. C'est ce qui fut dénié aux Hereros. La colonisation est condamnable lorsqu'elle est violente, et surtout lorsqu'elle est dispendieuse puisque les premiers à payer sont les ouvriers.

Van Kol<sup>56</sup>, que Jaurès cite à la fin de l'article, participe très largement de cette vision. Il reconnaît la légitimité des peuples civilisés à coloniser les peuples barbares pour les éduquer, cependant, il est partisan d'une colonisation « socialiste », sans les dérives de violence de son pendant capitaliste.

En 1911, Bebel déclarait au Reichstag : « Je suis convaincu que cette grande guerre mondiale (éventuelle) sera suivie d'une révolution mondiale. Vous récolterez ce que vous avez semé. Le crépuscule des Dieux approche pour le régime bourgeois ». Cette idée trouvait un écho chez certains tenants du socialisme, et dans les premiers travaux de Marx.<sup>57</sup> La guerre constituait une étape. Ainsi, si la guerre pouvait conduire à la révolution socialiste, les socialistes devaient-ils vraiment s'opposer à la guerre ?<sup>58</sup>

#### Politique Coloniale.

Depuis le Congrès de Stuttgart, il s'est élevé, dans la presse du Parti et dans les groupes en Allemagne, une vive discussion, parfois très aigre, à propos de la résolution votée sur la politique coloniale et de l'attitude de la délégation allemande à ce sujet. Elle aura sa conclusion dans le Congrès national de la démocratie socialiste allemande qui s'ouvre dimanche à Essen.

On se rappelle les divers incidents qui ont eu lieu au Congrès. David avait voté le premier paragraphe de la proposition Van Kol, qui était devenue la proposition de la majorité de la commission. Deux autres délégués allemands, Ledebour et Wurm, étaient au contraire signataires, avec Karski, Henri de la Porte et Gracke, de la proposition présentée au nom de la minorité de la commission.

C'est ce dernier texte, comme on sait, qui fut voté par le Congrès en séance plénière.

Entre temps, la délégation allemande, qui s'était réunie, avait décidé de présenter un amendement au premier paragraphe Van Kol, rédigé par David. Si l'on n'y disait plus que l'« utilité » de la politique coloniale capitaliste pour le prolétariat était simplement « exagérée », on y déclarait encore que le Congrès « ne condamnait pas en principe toute politique coloniale ».

---

<sup>56</sup> Politicien hollandais, né en 1852 et mort en 1925, à la fois -et paradoxalement- riche propriétaire de biens et de terres dans les colonies d'Inde Orientale et membre porte-parole du SDAP, un des partis de la mouvance socialiste néerlandaise.

<sup>57</sup> B. Jean-Jacques, *La IIe Internationale et la guerre*, dans : *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle. Actes du colloque de Rome (22-24 novembre 1984)*, Rome : École Française de Rome, 1987. pp. 9-25

<sup>58</sup> *Ibid.*

Le texte de la minorité de la commission ayant été mis aux voix par nationalités et accepté par le Congrès, il ne pouvait plus être question ni de la proposition de la majorité, ni de celle des Allemands. La délégation allemande avait d'ailleurs donné ses vingt voix contre le début adopté par le Congrès.

Le résultat ne faisait pas le compte des « coloniaux ». Van Kol essaya donc de faire revenir le Congrès sur sa décision, en demandant la mise aux voix d'une proposition de la délégation française, tendant à rayer purement et simplement le premier paragraphe. Mais quand un Congrès s'est prononcé, après discussion, pour un texte, est-il admissible qu'on lui propose de décider qu'il n'y aura pas de texte du tout ? Aussi la délégation française, par la voix de son secrétaire Dubreuilh, déclara-t-elle que sa proposition était retirée.

Restait à mettre aux voix, par nations, l'ensemble de la résolution amendée.

Quand on interrogea la nationalité allemande, David, sans avoir consulté, personne, répondit : *Non*. Des clameurs s'élevèrent parmi les délégués de l'Allemagne, dont beaucoup n'étaient déjà pas trop contents d'avoir voté une première fois contrairement à l'opinion de l'énorme majorité du Parti démocrate socialiste. Il s'ensuivit un des rares moments de tumulte du Congrès ; le président Singer n'y put mettre fin qu'en faisant voter la délégation allemande à mains levées. Le *non* fut changé en *oui*.

Ce sont ces incidents -auxquels se mêlent d'autres petits faits accessoires- qui ont provoqué toute une polémique qui aura son terme à Essen. En eux-mêmes, ils constituent une question intérieure du Parti en Allemagne, dont il n'y aurait même pas à s'occuper chez nous s'ils n'avaient montré la ténacité de quelques-uns à tâcher d'amener l'Internationale à prendre, vis-à-vis de la politique coloniale, une attitude toute nouvelle.

Qu'y a-t-il donc au fond de cette persistance à inventer une « politique coloniale socialiste » ? Le vieux révisionnisme ou « opportunisme », qui n'est pas mort à Amsterdam, qui n'a fait que s'appliquer à d'autres sujets.

C'est toujours le besoin de « collaborer » avec la classe capitaliste, de mettre la main à sa politique, d'obtenir d'elle une conduite « socialiste ». Et les hommes qui défendent cette utopie des utopies sont ceux qui se décernent un brevet de « gens pratiques » et accusent d'immobilité, d'inaction, d'aveuglement, de rêverie, les socialistes qui voient le maximum d'« action pratique » dans la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes.

En refusant de les suivre, l'Internationale a échappé à un grave danger. Elle s'est rappelé d'abord ce que disait la résolution d'Amsterdam :

Que le Parti décline toute responsabilité quelle qu'elle soit dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste, et ne saurait, par suite, approuver aucun des moyens de maintenir au pouvoir la classe dominante.

Elle a renouvelé, par conséquent, l'interdiction qui gêne tant certains députés d'Allemagne - et d'ailleurs, peut-être ?-de voter à l'occasion des crédits pour les expéditions coloniales. Elle est restée conséquente avec le point de vue du socialisme moderne, qui combat la société capitaliste qu'il a devant lui, qui connaît la seule « politique coloniale » existante et sait qu'elle est un instrument d'exploitation et d'oppression, une fatalité de conquête et une menace perpétuelle de guerres.

Que disent les partisans d'une prétendue « politique coloniale socialiste » ? Qu'ont dit Bernstein, David et d'autres, comme Terwagne à la commission ?

Il y a toujours eu des colonies et il y en aura toujours. Une société socialiste aura, elle aussi, des relations à établir avec les nations éloignées et inférieures en civilisation. Elle aura besoin des produits des terres d'outre-mer. De la nécessité d'une colonisation et d'une politique coloniale que nous aurions à inaugurer dès à présent.

Mais quelle façon d'entendre l'histoire que de mettre arbitrairement sous un même nom des phénomènes produits par des sociétés différentes. On a été jusqu'à baptiser « politique

coloniale » les antiques migrations des peuples. L'argument tiré du besoin des produits tropicaux ne rappelle pas mal l'ironique chapitre où Montesquieu défendait l'esclavage des noirs par la nécessité pour l'Européen de se procurer du sucre et du café.

Et puis, qu'est-ce que ce raisonnement ? Une société socialiste aura des rapports commerciaux avec les populations « arriérées » par conséquent, nous ne devons pas condamner « en principe » le colonialisme.

Si l'on veut goûter toute l'absurdité de ce raisonnement, on n'a qu'à l'appliquer à un autre sujet, le militarisme par exemple.

Que dirait-on au camarade qui viendrait affirmer que le Parti socialiste ne doit pas « condamner en principe » tout militarisme, parce qu'il n'est pas impossible qu'une société collectiviste un jour soit attaquée par des populations « arriérées » contre lesquelles il lui faudrait un organisme de défense ? On le conspuerait ou on lui rirait au nez. Et si l'on prenait la peine de discuter, on lui répondrait qu'il est ridicule d'appeler « militarisme » ce qui n'en serait pas ; que le socialisme n'existe qu'en fonction de la société capitaliste ; que sa mission est d'en faire sortir les éléments qu'elle contient pour sa propre destruction et l'instauration d'une société nouvelle ; qu'il n'a donc pas à légiférer pour des conditions qui existeront un jour ; qu'il ne connaît comme « militarisme » que l'ensemble de faits le constituant actuellement ; qu'il le condamne et le combat, en pratique comme en principe, en principe comme en pratique.

De même pour la politique coloniale. Elle signifie et ne peut pas signifier exploitation, domination, vol et brigandage. Elle a beau se déguiser en « pénétration pacifique » elle aboutit fatalement aux hauts faits rapportés en ce moment du général Drude au Maroc. Stuttgart a pourvu à ce qu'en ce point encore le socialisme restât fidèle à lui-même. Ni un homme ni un sou.<sup>59</sup>

Les congrès ont une valeur particulière pour la mouvance socialiste. Ils leur offrent une publicité bienvenue, puisque ce sont des événements d'envergure, qui ont lieu dans les plus grandes villes européennes. Ils sont repris par la presse européenne, ce qui est un grand facteur de diffusion des idées socialistes, indépendamment de la critique qui peut en être faite dans certains journaux.

Au-delà, ils contribuent à la constitution politique des idées socialistes. C'est lors des congrès que l'on discute sur les sujets de fond, que l'on adopte des stratégies politiques, et que l'on rend compte de l'état du parti socialiste de son pays. En somme, c'est une sorte de parti européen, qui donne un cap et les moyens pour l'atteindre.

Ainsi, reprendre dans *L'Humanité* le bilan des congrès donne une image d'un parti organisé et structuré. Le lecteur peut souvent retrouver la retranscription des débats jugés les plus importants, et suivre presque pas à pas l'influence du socialisme français sur l'Internationale. Le réseau socialiste est sans nul doute le réseau politique le plus structuré d'Europe. L'information y est débattue, analysée, et est ensuite donnée à penser aux socialistes.

Bien sûr, l'Internationale ne fait pas non plus peser une chape de plomb sur le débat au point que chacune de ses prises de positions suscitent l'unanimité. Plusieurs fois, Jaurès et les

---

<sup>59</sup> Bracke, *L'Humanité*, 14 septembre 1907

socialistes français prenaient une distance critique vis-à-vis des conclusions faites. Néanmoins, cette distance ne les a jamais écartés des congrès, et l'activité de discussion et de production de connaissances et de préconisation restait toujours vivace.

L'opinion socialiste allemande. Albert Thomas.

Encore quelques extraits de journaux. Tous se félicitent de la résolution.

« Münchener Post »

La Münchener Post, le journal socialiste de Munich -circonscription de Vollmar- rappelle objectivement les débats de la commission et décrit l'effort des camarades allemands pour empêcher qu'on précisât, sous forme catégorique, les moyens à employer en cas de guerre imminente. C'est là ce qu'elle retient surtout des débats de la commission et des interventions allemandes.

Même, dit-elle, le fougueux Gustave Hervé doit se convaincre qu'il faut tenir compte des circonstances particulières aux différentes nations. Ainsi fut trouvé le terrain propre à une entente générale. Qu'on y soit finalement arrivé, cela on le doit pour une grande part la tactique réfléchie et calme de nos camarades Bebel et Vollmar.

« Schwaebischer Tagwacht »

La Schwaebischer Tagwacht, le journal même de Stuttgart, dont les articles de tête furent très remarqués pendant le Congrès pour la sympathie qui s'y marquait en faveur des motions françaises, se plaît à bien marquer que la résolution de Stuttgart n'a pas été un vain essai pour concilier les entrains, mais, qu'au contraire, elle a acquis toute sa force en prenant le meilleur des principales tendances représentées au Congrès. Dans la résolution, par l'adoption de laquelle le Congrès de Stuttgart a clos son œuvre, s'unissent et se pénètrent, dit notre confrère, les résolutions de Bebel, de Vaillant, Jaurès et des Russes. Et cette fusion logique et fondée sur les faits aboutissait si peu à un affaiblissement de l'esprit antimilitariste que même Hervé put l'approuver.<sup>60</sup>

« Volksfreunde » (Carlsruhe)

Le Volksfreunde (l'Ami du Peuple), loue à son tour la sagesse de la résolution de Stuttgart, où le but commun des socialistes se trouve affirmé, mais où il est tenu compte des conditions de lutte, différentes selon les prolétariats. Puis il continue :

La résolution exprime la ferme volonté du prolétariat de mener la bataille contre le militarisme avec toute la force dont il dispose et d'empêcher la guerre, dans toute la mesure où il le pourra. La paix ne peut être garantie que si le prolétariat, en tous pays, est capable d'empêcher la guerre. Chaque parcelle de puissance dont le prolétariat s'empare marque un grand pas fait vers une paix internationale garantie entre tous les peuples. Le militarisme perd de la force, dans la mesure précisément où le prolétariat en acquiert. Nous ne pouvons pas uniformiser la lutte contre le militarisme, comme Hervé le voulait, mais l'amener à une claire et consciente cohésion. C'est ce qu'a fait le Congrès socialiste international de Stuttgart. En cette question, il ne pouvait pas faire plus.

---

<sup>60</sup> *L'Humanité*, 13 septembre 1907

« Volksstimme »(Mannheim)

A son tour, la Volksstimme, de Mannheim, va bien faire ses réserves sur la propagande d'Hervé. Mais ce n'est pas à dire qu'elle veuille négliger la lutte contre le militarisme.

Une agitation parmi les soldats, comme le souhaite Hervé, dit-elle, nous susciterait en masse des procès de haute trahison et causerait de nombreuses victimes, qui seraient sacrifiées en vain. Dessiller les yeux des jeunes gens et leur emplir la tête de nos idées, avant même qu'ils soient contraints au service militaire, voilà notre principal devoir dans la lutte contre le militarisme. La reconnaissance de l'impossibilité d'enthousiasmer les soldats pour un idéal guerrier, et, d'autre part, la possibilité que les soldats demandent le « pourquoi » de la guerre, atteint le militarisme dans ses racines. Déjà, le seul fait que la question du militarisme et de la guerre ait pu être traitée au Congrès mondial du prolétariat international, dans le sens où elle l'a été, et que la pleine unanimité ait pu être obtenue sur les moyens à employer éventuellement montre, en lettres de feu, aux dirigeants, que les temps sont passés où les peuples étaient prêts à dire, en toutes circonstances, le mot des gladiateurs Ave, Caesar, morituri te salutant ! (Salut César, ceux qui sont prêts à mourir te saluent)

« Volkszeitung » (de Düsseldorf)

Et citons enfin, pour clore, ces quelques lignes de la Volkszeitung, de Düsseldorf :

Comme la résolution sur la politique coloniale, la résolution sur les conflits internationaux et le militarisme est aussi un événement politique de tout premier ordre, tel qu'aucun congrès catholique ou aucun parlement bourgeois, n'en a à son compte. Elle est certainement la plus forte et la plus efficace garantie de paix du présent. Nous terminerons pour aujourd'hui sur ce jugement. Il marque bien l'importance que tous nos camarades d'Allemagne attachent à la résolution de Stuttgart. Et que vaudrait cette résolution, s'ils n'étaient point décidés, quoi qu'on prétende, à en faire une réalité ?<sup>61</sup>

Le Congrès de Stuttgart affirme une résolution de lutte contre la guerre, l'impérialisme, et la colonisation capitaliste. C'est une victoire pour toute une branche des socialistes, à laquelle Jaurès appartient, et qui se démarquait de la vision de la guerre comme moyen pour tendre vers la Révolution ouvrière.

Le Congrès enjoint toute la classe ouvrière à lutter de toutes ses forces contre toutes les résurgences d'un nationalisme dévoyé qui conduirait nécessairement à la guerre. Il faut manifester et se positionner contre toute action teintée de militarisme, et en premier lieu la politique coloniale telle qu'elle est menée. Le Congrès va plus loin, il adapte les conditions de la lutte selon l'état politique et sociale du prolétariat de chaque pays, la motion est spécialisée. C'est une avancée majeure pour le socialisme tant les décisions prises lors de ces rassemblements institutionnels ont un impact conséquent. La voie est tracée par ces institutions au sein desquelles ont lieu les débats.

La fondation de la IIème Internationale s'était, dès ses origines, faite sur une volonté de généraliser la paix. En 1889, elle « affirme la paix comme condition première et indispensable

---

<sup>61</sup> Albert Thomas, *L'Humanité*, 13 septembre 1907

à toute émancipation ouvrière ». L'opposition, au sein même du mouvement, apparaît en même temps avec Kautsky<sup>62</sup> qui déclarait que c'était « une folie des bourgeois » de vouloir « conserver le mode de production capitaliste et supprimer la guerre, sa suite naturelle ». <sup>63</sup>

Cet antagonisme apparent laisse la possibilité d'imaginer ce qu'impliquait le pacifisme pour le prolétariat. En cas de guerre, ce serait à la classe ouvrière d'accomplir les tâches « historiques » de la classe dirigeante, le sacrifice du pays pour la sauvegarde des privilèges en somme.

Jean Jaurès s'oppose aux guerres impériales car, selon lui, la coopération civilisatrice éventuelle n'est rien comparée aux risques de guerre qu'elle pourrait faire éclater en Europe. Les positions anticoloniales entrent presque toujours dans le cadre de la volonté pacifique puisque d'une part les expéditions sont très mortifères pour les soldats européens, et que les velléités impérialistes aboutissent souvent à des tensions entre pays qui pourraient rejaillir sur le Vieux Continent.

C'est pour cette raison que nombre d'articles de L'Humanité traite l'aspect colonial sous cet angle. L'internationale se sent impliquée par l'Histoire du sauvetage de la Civilisation, l'implication du prolétariat en découle, il convient alors de l'informer. Jaurès souscrit à cette vision des choses, ce qui explique ce parti-pris éditorial.<sup>64</sup>

La contradiction est apparente dans les termes. La Révolution sous l'égide du prolétariat, comme le veut l'Internationale et le conçoit le socialisme, n'est possible qu'après la guerre. Or, la masse des ouvriers est sommée de contrecarrer les impérialistes alors même que ce sont ceux qui, par leurs politiques, participe le plus activement à l'arrivée de la guerre. Ce fut l'un des facteurs de rupture au sein du mouvement socialiste, Jaurès déclarant : « Nous détestons la guerre, malgré les possibilités révolutionnaires qu'elle contient. ». Le 9 juillet 1905, il déclarait dans L'Humanité qu'il était fermement contre ce « jeu de hasard barbare ». Il niait la possibilité d' « exposer, sur ce coup de dé sanglant, la certitude d'émancipation progressive des prolétaires ». <sup>65</sup>

---

<sup>62</sup> Homme politique allemand, né en 1854 et mort en 1938, très proche de Marx et d'Engels, il sera d'ailleurs l'un des exécuteurs testamentaires de ce dernier. Également une des grandes figures du SPD allemand.

<sup>63</sup> Y. Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Armand Colin, Paris, 2005, p59

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> *Ibid.*

Chapitre VII : La doctrine marxiste sur la vision du colonialisme et la position du quotidien, point de rupture ?

Dès 1968, dans son article *Le marxisme et la nation*, l'historien Maxime Rodinson écrivait « Contrairement aux idées courantes quasi religieuses sur le marxisme, savamment et parfois pédantesquement canonisées sans être dépassées par les marxisto-structura- listes, la pensée de Marx n'était pas dotée d'une cohérence parfaite qui serait surhumaine. <sup>66</sup>».

Cette réflexion, typiquement intégrée dans le système de pensée que génèrent les évènements de 1968, n'en demeure pas moins pertinente lorsqu'il s'agit de la vision marxiste du colonialisme.

Sans même prétendre déceler une proximité entre socialisme et marxisme sur la question coloniale, la dichotomie est nette, profonde, du moins avec le socialisme de Jaurès.

Dans leur vision, Marx et Engels affirment leur volonté de voir se concrétiser une révolution sociale et sociétale dans les pays où le capitalisme est « avancé ». C'est pour cela qu'ils penseront longtemps à l'Angleterre comme lieu de départ de cette révolution. L'industrialisation précoce du pays a permis l'émergence d'une bourgeoisie capitaliste organisée, d'un prolétariat formé et également organisé, et les rapports de forces ont été visibles très tôt entre ces deux classes sociales. Sur ce point, la jonction avec le socialisme de Jaurès est parfaite. Rappelons que l'objectif de *L'Humanité* est de s'adresser aux prolétaires, de les pousser à se soulever contre la politique d'exploitation dont ils seraient victimes.

La rupture est consommée quant à la vision des peuples colonisés. Pour Jaurès, nous l'avons vu, la barbarie coloniale, et même le colonialisme en règle générale, est à condamner dans toute société qui se revendique civilisée.

La conduite d'une politique coloniale se fait au détriment de la classe ouvrière, exploitée encore plus pour financer des campagnes coûteuses, et mobilisée parfois pour être envoyée au front et mourir les armes à la main, dans des guerres qui n'ont d'autres buts en réalité que d'étendre le capitalisme à des peuples trop primitifs.

Marx et Engels ont bien conscience de ce fait là. Le colonialisme sert le capitalisme. Néanmoins, la lutte qui trouve grâce à leurs yeux, la lutte prolétarienne, ne peut se faire que dans un pays modernisé. Pour qu'il y ait une classe ouvrière exploitée, il faut que le capitalisme soit présent, que le pays soit un tant soit peu industrialisé. Les expéditions coloniales sont un mal pour un bien, et s'il serait erronée d'affirmer que les deux sociologues n'éprouvent pas de réticences à l'égard de la violence coloniale, ils soutiennent les

---

<sup>66</sup> M. Rodinson, *Le marxisme et la nation*, dans *L'Homme et la société*, N. 7, 1968. Numéro spécial 150<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Karl Marx. pp. 131-149.

expéditions en ce sens qu'elles permettent à ces pays d'entrer dans l'Histoire. En d'autres termes, elles gonflent les forces ouvrières à travers le monde, par essence plus nombreuses que les capitalistes, et deviennent une rampe pour la révolution socialiste et ouvrière mondiale que Marx et Engels appellent de leurs vœux.

Cette vision linéaire de l'évolution des sociétés est celle qui va perdurer chez Marx durant presque toute sa vie. Ce n'est qu'à la fin, lorsqu'il effectue des recherches approfondies sur la Russie, qu'il s'intéressera plus aux luttes d'indépendances, n'hésitant pas, par exemple, à soutenir les Irlandais dans leur combat contre la domination britannique.<sup>67</sup>

#### Le colonialisme

D'un article de Paul Louis<sup>68</sup> dans la **Revue Bleue** sur « les socialistes et la politique coloniale » :

Dans les vingt dernières années, les socialistes du monde entier sont entrés en lutte contre toutes les tentatives de pénétration asiatique ou africaine. Outre-Manche, les Trade-Unions ont protesté en masse contre la guerre du Transvaal, qui leur semblait uniquement une tentative des spéculateurs du Rand contre les Boers ; le prolétariat russe s'est soulevé dès le lendemain de la rupture entre le cabinet de Pétersbourg et celui de Tokyo, parce que le conflit d'Extrême-Orient lui apparaissait au premier chef comme un conflit colonial où aucun intérêt collectif n'était en jeu. L'an dernier, les ouvriers allemands ont organisé une violente agitation contre la campagne des Herreros, qui a coûté tant de dizaines de millions au Trésor de l'Empire, pour aboutir à des résultats négligeables. Les mineurs de Bilbao dénoncent dans leurs meetings la participation de l'Espagne à l'occupation du Maroc, et jadis, le gouvernement italien dut renoncer à toute entreprise en Abyssinie, pour éviter de sanglantes émeutes, dont nul n'eût pu prédire l'issue.<sup>69</sup>

Paul Louis présente, dans son article de mai 1908, la lutte ouvrière contre les campagnes coloniales. Il la présente comme unifiée, procédant d'un même mouvement, d'une même prise de conscience. Comme si, inconsciemment, l'ouvrier russe ou espagnol assimilait son exploitation à celle que l'on tentait d'imposer aux Africains.

La seconde raison est plus prosaïque et tire son argumentaire de la donne économique. Dans le cas de l'Allemagne, par exemple, les expéditions coloniales drainent un budget colossal, c'est ce qui a abouti à la dissolution du Reichstag. Et ce n'est pas une exception en Europe. La politique menée par les Etats européens est extrêmement onéreuse. Pour les socialistes, l'effort financier consenti passe obligatoirement par une intensification de l'exploitation ouvrière, en pressurant au maximum les travailleurs, en limitant étroitement leur salaire, en

---

<sup>67</sup> J-N DUCANGE & A. BURLAUD (dir.), *Marx, Une passion française*, La Découverte, Paris, 2018, 346p

<sup>68</sup> Paul Louis est né en 1872 et mort en 1955. C'est un journaliste français, socialiste d'abord, puis communiste à partir de 1920. Il siégeait au conseil national de la SFIO avant la Grande Guerre. Il devient ensuite, après la Seconde Guerre Mondiale, journaliste pour *Libération* et le *Petit Parisien*.

<sup>69</sup> *L'Humanité*, 05 mai 1908

tendant d'améliorer les marges et les rentes patronales. C'est l'argument premier, et le seul dans cet article de Paul Louis. Les considérations humaniste et universaliste sont certes nobles, mais très éloignées des préoccupations quotidiennes des travailleurs. Paul Louis ne s'y trompe pas, il joue sur l'argument financier pour d'une part justifier les manifestations à travers l'Europe, et de l'autre inciter ceux qui ne se seraient pas encore décidés à se mobiliser à le faire.

Les contempteurs du socialisme qui sont en même temps les ennemis de la paix et de l'entente entre les peuples, s'efforcent avec un ensemble rare d'assigner à la guerre déchaînée dans les Balkans, des causes d'ordre moral et spirituel. Il ne s'agit pas là, proclament-ils à l'envi, d'un conflit déterminé par des mobiles économiques et financiers. C'est une lutte de race et de religions : Aryens contre Touraniens, chrétiens contre musulmans, croix contre croissant. Une guerre, non pas, mais une croisade.

Jaurès, hier, a déjà attiré sur ce point l'attention des lecteurs de l'Humanité. On peut le faire après lui, car la chose est d'importance. Selon, en effet, que l'opinion jugera en un sens ou dans l'autre, elle sera plus ou moins disposée à marcher dans la direction où voudraient l'engager les éléments les plus réfléchis du prolétariat international organisé ou au contraire à s'abandonner au courant vers lequel l'entraîne le parti de la contre-révolution européenne.

Pour nous en tenir à la France seulement, si l'opinion publique se laisse pénétrer de cette conviction qu'il s'agit d'une guerre de nationalité analogue à celle qui ont été couronnées naguère par l'unité italienne ou par l'unité allemande, son choix sera vite fait et ses sympathies iront naturellement aux alliés balkaniques dressés contre le conquérant turc pour la reprise totale de la terre des aïeux. Plus vives encore se manifesteront ses sympathies, s'il lui apparaît que Bulgares, Monténégrins, Serbes et Grecs combattent sous les plis du drapeau de la civilisation, alors que les Ottomans symbolisent la barbarie avec son cortège infâmant de brutalités, de bestialités et d'horreurs.

Si par contre l'opinion prend conscience que la conflagration à laquelle elle assiste a été provoquée par les appétits déchaînés des grandes puissances européennes mêmes ; si elle se rend compte que ce sont les violences et les raptus commis par la France au Maroc, par l'Italie en Tripolitaine qui ont allumé la soif de convoitises des dirigeants capitalistes des royaumes et principautés balkaniques, alors son jugement s'éclairera. Alors elle réfléchira et elle nous aidera à circonscrire d'abord le foyer d'incendie, à l'éteindre ensuite et enfin à disperser au vent les matériaux inflammables qu'une diplomatie imprévoyante ou complice a laissés et laisse encore s'accumuler.

Une remarque qui a son prix est celle-ci : tous les journaux ou presque tous les journaux de notre presse militariste et chauvine prennent fait et cause dans le conflit pendant pour les alliés balkaniques contre les Turcs. Les premiers sont les Européens et les civilisés, les seconds les exotiques et les sauvages. Par le récit, par le dessin, ils s'ingénient à justifier et à propager cette thèse. Pas plus tard qu'hier, par exemple, nous pouvions voir un grand journal d'information parisienne que je ne nommerais pas, illustrer sa première page d'un cliché représentant trois sous-officiers ottomans se faisant photographier avec, devant eux, sur un socle, deux têtes de Serbes fraîches coupées.

Pourquoi ces relations, pourquoi ces images, pourquoi cette campagne ? Pourquoi ? Parce que derrière les petits potentats slaves des Balkans, il y a le grand frère moscovite les conseillant, les appuyant et les poussant, et parce que la France se trouve de par les traités l'alliée du grand frère en question. Pour l'heure, sans doute, les exhibitions dont je parlais à l'instant n'apparaissent que malsaines, faites simplement pour secouer les nerfs d'une clientèle pervertie. Mais attention, demain elles produiront un autre effet. Demain, grâce à elles, si la Russie, à son tour entre en lice, elle trouvera une France déjà entraînée contre le Turc et tout disposée aux pires imprudences et aux plus dangereuses folies.

Oui, prenons-y garde, on chauffe la croisade. Nos compatriotes, en ce moment, il est certain, lèveraient les épaules et souriraient de pitié si quelqu'un prétendait les engager à coopérer à l'assaut de Constantinople. En ce moment, dis-je, mais qui peut répondre de l'avenir avec une opinion travaillée, malaxée sans relâche par une presse qui n'a d'autre fonction que de servir les combinaisons tortueuses des mégalomanes de la politique et les spéculations inavouables des détenteurs du capital.

Notre rôle est donc bien, comme nous l'avons fait dans notre Manifeste, de ne pas distinguer entre cette guerre et les autres guerres, quels qu'elles soient les contingences et les à-côtés, quels que soient aussi les sentiments que les gouvernants intéressés essaient de mettre en œuvre pour faire marcher au canon le troupeau de leur peuple, cette guerre est comme les autres engendrée par l'anarchie capitaliste et n'a d'autres mobiles que des compétitions financières et des ambitions dynastiques.

Nous l'avons dit, nous le redirons sans nous lasser dans toutes les manifestations et démonstrations que nous disposons à organiser sur toute l'étendue du pays. Il faut, en effet, que la France sache, afin que dès maintenant et aussi et surtout aux minutes troubles qui surgiront avec le règlement de comptes, alors que les gros carnassiers voudront avant les petits et peut-être même à leur exclusion, se tailler leur part, elle demeure maîtresse d'elle-même et oblige ses gouvernants à ne pas servir d'autre cause que celle de la concorde universelle. Ni croix ni croissant, respect seulement des droits et sauvegarde des intérêts de tous les peuples dans la paix rétablie et consolidée, tel est notre cri de ralliement. Tel est le cri aussi que pousse avec nous toute l'Internationale ouvrière debout, et ce cri, nous n'en doutons pas, répond mieux qu'aucun autre aux aspirations du monde moderne, et à sa volonté latente.<sup>70</sup>

Certaines positions qu'adopte le quotidien sont opposées à l'idéologie marxiste. On retrouve cet état de fait assez nettement dans l'organisation du SPD allemand comparé au socialisme français.

En Allemagne, les discussions peuvent être vives, mais tous se rangent du côté du parti une fois qu'une décision est actée. En France, il existe une pluralité de mouvements, qui ont tous plus ou moins leur autonomie par rapport à la SFIO et qui n'hésitent d'ailleurs pas à s'y opposer. Même Jaurès, tout universaliste qu'il était, n'adoptait pas une lecture littéraliste de Marx. Quand beaucoup considérait le sociologue comme un modèle, un penseur qui avait donné une ligne de conduite claire à suivre, Jaurès estimait plutôt que le marxisme devait être une inspiration, pas une finalité. C'est ce qui le conduisit à la discuter, et à prendre ses distances par rapport aux théories auxquelles il ne souscrivait pas.

Mais la révolution turque vient de porter à cette espérance un coup sensible et sans doute mortel. A la rigueur il était possible d'arracher la Tripolitaine à un sultan discrédité, à une Turquie décomposée. Il sera plus malaisé, moralement, de l'enlever à une Turquie régénérée par la liberté et qui vient de faire une révolution nationale pour sauver ce qui reste de son domaine ou de sa puissance.

Si donc nous continuons à pousser notre pointe contre le Maroc, l'Italie sera acculée par nous à la situation la plus difficile : ou bien, pour n'être pas dupe dans la négociation Delcassé, et pour ne pas laisser son gage en souffrance pendant que nous saisissons le nôtre,

---

<sup>70</sup>Louis Dubreuilh, *L'Humanité*, 21 octobre 1912

elle mettra la main sur la Tripolitaine, et la voilà en lutte avec la Turquie nouvelle. Ou bien elle renoncera décidément à la Tripolitaine, mais elle verra sans joie que « l'équilibre méditerranéen soit décidément rompu », et que du traité qui donnait le Maroc à la France, la Tripolitaine à l'Italie, le bénéfice de la France seule ait surnagé.

Et nous, ou nous serons rendus responsables par la Turquie nouvelle d'un démembrement que notre égoïsme aura presque imposé, ou nous serons rendus responsables par l'Italie de sa mésaventure dans la Méditerranée.

S'enfoncer dans l'entreprise, marocaine était, avant la révolution turque, une faute grave. Après la révolution turque, c'est plus qu'une faute.<sup>71</sup>

Même si Jaurès réfute la thèse marxiste selon laquelle il faudrait laisser entrer les populations dans la modernité, donc se faire coloniser, pour ensuite pouvoir les amener à une révolution contre le capitalisme, il partage avec ce dernier l'idée d'une Révolution régénératrice.

Cependant, là où Marx n'avait longtemps vu qu'un mal nécessaire, Jaurès y voyait une faute morale car la Révolution n'entre pas forcément dans les codes des sociétés européennes. C'est ce qui eut lieu en Turquie. La Révolution conduite par les jeunes Turcs trouve grâce auprès de Jaurès, alors que la construction politique et culturelle de l'empire ottoman est diamétralement opposée à celle de la France. Les expéditions italiennes menacent cette nouvelle société qui pourrait prendre des accents socialistes et renverser la domination de la bourgeoisie dans le meilleur des cas et, à tout le moins, servir de modèle d'inspiration aux grandes puissances européennes.

En portant la guerre contre les Turcs, l'Italie prend le risque de faire avorter cette révolution, par un sursaut de nationalisme que la défense de l'empire peut entraîner, ou alors simplement en tuant dans l'œuf les nouvelles idées turques par le biais d'une victoire militaire.

Il ne faut donc pas séparer Marx et Jaurès d'une manière très catégorique. Il existe nombre d'imbrications, d'influence, la pensée de l'un emprunte beaucoup à celle de l'autre, et les séparations sont souvent affaire de nuances et de contexte politique. Marx lui-même, sur la fin de sa vie, voyait d'un regard neuf la portée du colonialisme.

---

<sup>71</sup> Jean Jaurès, *L'Humanité*, 30 août 1908

Chapitre VIII : Français, socialiste, anticolonialiste...  
propagandiste ?

Lorsque le mot propagande est utilisé, l'esprit a tendance à l'associer strictement aux régimes totalitaires du XXème siècle. Dans les faits, cela n'est pas inexact, mais on ne peut réduire cette notion à une portée historique si restreinte.

Pour comprendre l'objet que définit ici le terme propagande, il convient de procéder à l'histoire de la notion, pour saisir ensuite toute la complexité du procédé. Il n'est pas l'apanage des sociétés comme celle de l'URSS ou de l'Italie de Mussolini, il existe historiquement bien avant sous des formes diverses, et même dans le vocabulaire de Jaurès, l'historien pressent que le terme n'est pas exactement le même que celui que l'on attribue aux régimes totalitaires.

L'idée, à travers ce mémoire, est également d'aboutir à une définition de la propagande, transposable à différentes époques et à différents lieux. La terminologie ne doit pas renvoyer à un évènement précis, mais au contraire mettre en avant un certain nombre de corollaires qui seront transposable pour analyser différents objets. La connotation négative de la propagande est très contemporaine, chez les socialistes français, la méthode est positive, et clairement et fièrement affichée. Le basculement de paradigme qui s'est opéré après la Seconde Guerre Mondiale peut fausser notre perception, et tend à perturber l'analyse de la propagande voulue par L'Humanité.

Il est alors primordial de donner une définition précise de la propagande, valable historiquement, qui transcende la dualité positif/négatif. Aucune notion n'est foncièrement bonne ou mauvaise, elle désigne seulement un procédé et ses visées.

Avant tout, il faut se pencher au préalable sur l'étymologie du mot propagande. Elle donne une première idée sur l'évolution du terme, donc de la technique, et renseigne également sur la représentation que l'on peut s'en faire.

La propagande est liée à l'opinion publique, puisqu'elle prétend agir sur elle.

Etymologiquement, nous pouvons dégager trois sources du terme qui lui confère aujourd'hui son acception large.

Dans l'Antiquité, le mot latin *propagare* signifiait propager, étendre. Il pouvait s'appliquer en botanique, dans le sens de propager ses boutures pour étendre son jardin, mais également politiquement dans la Rome Antique, pour exprimer le déplacement d'une frontière. Il ne possédait cependant encore aucune connotation idéologique.

On retrouve le terme à l'époque Moderne, avec l'organe de Propaganda Fide. C'était l'organisme du pape chargé de la propagation de la foi, né du schisme de la Réforme. En 1792, après la Révolution Française, le Bureau de la Propagande est créé, sur le même modèle que fut celui du pape. Il dépendait du ministère de l'intérieur.

L'apport des historiens de l'époque contemporaine est ensuite déterminant pour cerner les contours de la notion. Une idée répandue est que la propagande serait la résultante d'une évolution linéaire, que le procédé était comme en gestation par le passé, pour finalement arriver à maturité au début du XIXème. Le Bureau de la Propagande post-Révolution reprendrait lui-même le principe de celui du pape, qui avait pour but d'agir sur les consciences individuelles pour réaffirmer la foi catholique.

Le manque de sources de l'époque, concernant ce sujet, nous conduit à relativiser ce point de vue. Cela sous-entendrait d'abord une certaine volonté pernicieuse de la part des institutions catholiques, or, l'Eglise avait bien le droit de réagir à la montée du protestantisme sans forcément avoir la volonté de manipuler la conscience collective.

Les historiens de l'Antiquité sont un peu plus divisés sur le sujet ; même s'il convient évidemment de se garder des généralisations. Pour certains, la Rome Antique n'a pas connu de périodes de propagande de masse, hormis dans de très rare cas. D'autres pensent que certains monuments ou pièces de monnaies pourraient être considérés comme de la propagande, après étude des représentations sur les coins de droit et de revers, notamment en périodes de conflits dynastiques. Ceci reste tout de même à pondérer puisque la monnaie pâtie d'une forte lenteur de diffusion. La propagande est avant tout de l'information, or le propre de l'information est de circuler le plus rapidement possible. De plus, il n'y a pas de diffusion d'une idée ou d'un programme politique dans les représentations, la plupart du temps il s'agit plutôt d'allégories.

Enfin, une grande majorité des médiévistes s'accordent à dire que toute émanation du pouvoir (temporel ou épiscopal) telles que les fêtes, les processions, les érections de croix, de monastères, etc. peuvent être assimilées à de la propagande.

Par le croisement de ces courants dominants, il est possible d'approcher la notion tel que Jaurès, et les socialistes, pouvaient l'appréhender à la fin du XIXème.

Cette vision d'un phénomène à évolution linéaire n'est possible que si l'analyste croit au postulat de la vérité unique, à savoir qu'il n'existerait qu'une seule définition viable de la propagande. En ce sens, le sociologue Jacques Ellul affirme qu'il faut donner une définition

simple de la propagande ou alors admettre qu'elle n'existe pas avant les sociétés totalitaires. Pour lui, la meilleure solution est évidemment la première.

Pour arriver enfin à une définition satisfaisante de cette notion, il est possible de l'analyser au regard d'autres procédés cherchant à obtenir l'adhésion d'une opinion.

Noam Chomsky fait de la propagande un pendant de la rhétorique<sup>72</sup>, telle qu'elle s'envisage depuis l'Antiquité. A première vue, ces deux notions s'opposent par essence. La rhétorique cherche certes à conquérir une opinion, mais également à ressouder une communauté, déjà acquise, autour de l'idée au centre du procédé. Elle se base sur une certaine déontologie morale, appuyée sur des faits réels, en cherchant à faire appel à la rationalité de l'individu ou du groupe visé. Elle a la volonté d'établir une logique implacable, mais reste en contact avec les évolutions structurelles et conjoncturelles du monde dont l'orateur et le public font partie. La propagande, au contraire, nie cette dimension morale. Elle influence l'opinion par le haut, en la méprisant, cherchant par tous les moyens à contourner la rationalité de la cible en distillant une information déformée qui agit sur le pathos des individus.

Peu importe l'époque étudiée, la propagande ne s'envisage uniquement comme une technique de persuasion. Cinq caractères paraissent la définir, tous essentiels. L'acte doit émaner d'un système organisé et complexe, véhiculant une information orientée. L'impact de cette information doit se faire ressentir dans le présent ou l'avenir proche. Enfin, il faut que le contexte social et sociétale du public soit sujet à de fortes tensions, voir même de conflits ouverts, afin de pouvoir faire adhérer l'opinion à ce que tente de propager le centre organisé.

A l'épreuve de ce que Jaurès exprime publiquement, cette définition semble valable, à ceci près que l'information transmise par *L'Humanité* se revendique sans influence. Le terme neutre n'est jamais employé. A juste titre d'ailleurs, puisque dès son premier article Jaurès exprime sa volonté de fédérer le prolétariat autour de son journal. Les informations qui sont présentées sont toutes envisagées comme autant de moyens de pousser les ouvriers à réagir et à agir.<sup>73</sup>

Eh ! Si tous les travailleurs étaient d'accord pour empêcher la guerre entre peuples, ils seraient d'accord aussi pour supprimer la guerre intérieure, libérer leur classe exploitée, et la cause principale des guerres extérieures aurait disparu !<sup>74</sup>

---

<sup>72</sup> Dans N. Chomsky et R-W. McChesney, *Propagande, médias, démocratie*, Ecosociété, Montréal, 209p

<sup>73</sup> C. DELPORTE (dir.), *L'Humanité, de Jaurès à nos jours*, Nouveau Monde, Paris, 2004, 421p

<sup>74</sup> Marcel Sembat, *L'Humanité*, 16 octobre 1912

L'information est commentée, discutée, et la conclusion est souvent donnée au lecteur en exprimant à quel point les décisions politiques des gouvernements sont soumis à la volonté de la puissance capitaliste. Sur les sujets économiques, cela se comprend, mais l'information coloniale n'y fait pas exception. L'assimilation du colonisé au prolétaire, que nous avons traité précédemment, en est l'expression parfaite. L'Humanité est un journal d'opinion, comme tous les journaux de l'époque.

L'analyse des choix des gouvernements en matière de politique coloniale à forcément trait à l'opinion publique, d'autant plus lorsqu'il s'agit du quotidien socialiste.

Jaurès ne s'en est pas caché, lors de la fondation de son journal, l'objectif était double. D'une part, il souhaitait créer l'unité socialiste, rassembler toutes les nuances politiques de la gauche autour d'un même journal, et d'un même parti, le SFIO. La rédaction de *L'Humanité* compte des partisans de Guesde, adversaire s'il en ait de Jaurès au sein du mouvement socialiste, ce qui n'a pas empêché un certain rassemblement.<sup>75</sup>

D'autre part, et c'est là l'objectif principal, le prisme d'étude qui sous-tend notre analyse, *L'Humanité* veut constituer une force politique active, par le bas, dont la base serait le prolétariat. Le quotidien cherche à s'adresser à la classe ouvrière, il veut la conquérir par sa vision du monde, et l'amener à se mobiliser par l'indignation dont elle fait preuve envers la bourgeoisie capitaliste et la majorité des décideurs politiques. Evidemment, le lectorat visé est plus large, le journal se veut universaliste, néanmoins la cible première reste les ouvriers.

Ainsi, si la cible est définie, l'opinion de cette cible reste à conquérir. Les journalistes socialistes parlent allègrement de la classe ouvrière ou du prolétariat comme formant une masse à part entière, sans réelle nuance politique ou de conscience individuelle. Ce n'est d'ailleurs pas spécifique à *L'Humanité*. Les journaux d'opinion -les journaux tout court en réalité- de la fin du XIXème ont une vision assez homogène de « l'opinion ». On amalgamerait presque l'opinion et la masse.

Or, si les rédacteurs ont cette vision, il convient à l'historien d'identifier ce qui fonde vraiment l'opinion dite publique, afin de pouvoir dans un second temps déterminer l'impact d'une ligne éditorial ou d'une politique qui a été menée. La notion doit être clairement identifiée pour servir d'outil à l'analyse des pratiques du journal socialise.

L'historiographie française a longtemps étudié ces relations entre politique coloniale et opinion publique, sans pour autant délimiter clairement l'objet d'étude qu'elle constitue. L'un

---

<sup>75</sup> A. COURBAN, *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin (1904 – 1939)*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2014, 352p

des articles fondateurs en ce sens, et qui fait encore largement consensus à l'heure actuelle, est celui de Pierre Milza, *Opinion publique et politique étrangère*, publié en 1981.

Ce n'est qu'en définissant pleinement l'opinion, ce que cette notion implique pour le quotidien à l'époque, qu'il devient possible ensuite de saisir les images et représentations mobilisées par les journalistes de *L'Humanité* pour « agir » sur les mentalités collectives des individus de l'époque.

Ainsi, il convient tout d'abord de définir l'objet opinion publique. S'agit-il de la masse indifférenciée de la population ? Si tel était le cas, comment mesurer efficacement l'impact d'un événement sur la masse ? Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la population ne possède que les médias comme source d'information sur la mission, à la différence du gouvernement qui peut lui s'appuyer sur les rapports des officiers. La relation médias/opinion publique apparaît ici évidente. Cependant, dans quel sens ce lien s'établit-il ? Les médias sont-ils l'expression de l'opinion ? C'est ce que nous allons tenter de déterminer. La précision de ce concept n'est pas anodine. Par l'analyse de la retransmission médiatique, il nous est possible de dégager les grandes inflexions politiques et idéologiques de l'époque dans une démocratie de masse. Il est alors primordial de déterminer si ses inflexions sont voulues par la majorité de la population, ou au contraire si elles sont dictées, induites, par un pouvoir organisé.

Différents intellectuels se sont penchés sur le concept de l'opinion publique. En effet, ce principe est relié au fondement même de notre démocratie. Le pouvoir politique est mandaté par le peuple pour le représenter, l'opinion publique est censée être l'expression des volontés politiques de la masse. Pour le sociologue Pierre Bourdieu, l'opinion publique n'existerait tout simplement pas<sup>76</sup>. Sa réflexion est basée sur les sondages d'opinion. La construction même des sondages démontrent que l'opinion politique serait un artefact. Les sondages partent du principe que toutes les opinions des personnes interrogées se valent, que chacun en ait une et que les réponses proposées soient considérées viables par tous. Le répondant est cloisonné dans les choix proposés par le questionneur. Partant de ce constat, il décrit l'opinion comme naissant de la confrontation d'idées divergentes dans l'espace public. L'opinion publique prend alors corps dans l'opinion la plus forte, et pas forcément l'opinion majoritaire.

---

<sup>76</sup> P. Bourdieu, *L'opinion publique n'existe pas*, Revue les temps modernes n°318, Janvier 1973, p1292-1309

Le théoricien allemand Jürgen Habermas pousse la réflexion plus loin. Au sein d'une démocratie de masse les institutions conformes à la constitution ne peuvent se passer d'une opinion publique supposée intacte, car elle reste l'unique fondement reconnu qui permette de légitimer la domination politique. Des deux caractéristiques inhérentes à la sphère publique que sont la rationalité et l'universalité, la première est prégnante<sup>77</sup>. L'universalité est sacrifiée pour maintenir la rationalité. La discussion rationnelle entre les différents courants de pensée prime sur le croisement confus d'un public large jugé comme plus volatile, avec des points de vue simplifiés.

L'opinion non-publique ne devient publique qu'après reformulation par les partis politiques. L'idée est que, dans une démocratie de masse, l'ampleur de la volonté populaire rend difficile le processus de formation de l'opinion. Pour assurer un rôle politique, cette volonté s'en remet inconsciemment au modelage que vont opérer sur elle les différentes organisations et institutions chargées de l'encadrer. Le postulat de base est neutralisé par ce processus de vassalisation. Cette théorie s'inscrit dans la continuité des réflexions de Bourdieu.

Noam Chomsky, célèbre linguiste, adopte une posture plus radicale. Pour lui, l'opinion publique est un construit des puissants. Étant entendu que les puissants regroupent la caste politique, les grands patrons des multinationales, et les patrons de presse. Ce triumvirat « fabrique » l'opinion, en désignant ce qui est légitime de ce qui ne l'est pas<sup>78</sup>. Les grands médias sont à 90% la propriété des milliardaires et des grands patrons. Pour Chomsky, ce n'est pas une coïncidence, la démarche est claire. Ce mode de fonctionnement permet de figer la pensée d'un système en exhibant, par l'apparente pluralité des médias, ce qui peut faire partie d'une opinion et ce qui est désigné comme subversif. Le système crée la subversion, son arme principale est l'appareil médiatique. Chomsky dissocie la déontologie journalistique de la manœuvre générale. Il ne dit pas que les journalistes sont obligés par leur patron à orienter leurs articles dans un sens donné. Il affirme plutôt que les médias n'engagent que des journalistes qui ont déjà intériorisé les valeurs et l'idéologie qu'ils souhaitent véhiculer. Ainsi, l'opinion est donnée au public, par l'appareil médiatique. Cette idée est commune à Habermas, Chomsky et Bourdieu.

Il est ainsi possible, en synthétisant, de présenter l'opinion publique comme l'opinion de ceux qui comptent. Elle est l'expression d'une apparente confrontation d'idées, dans un espace public (souvent les médias), de ceux dont la parole individuelle a une valeur dans la société étudiée. Elle n'est pas l'opinion de la masse populaire, ce sont ceux qui comptent qui offrent

---

<sup>77</sup> J. Habermas, *L'espace public*, Payot, Paris, 2011, 324p

<sup>78</sup> N. Chomsky et E-S. Herman, *La fabrique de l'opinion publique*, Le serpent à plumes, Paris, 2003, 345p

différents choix à la masse qui s'orientera en pensant déceler de vraies divergences et contradictions. Il n'est pas rare alors de trouver des décisions politiques à contre-courant absolu des idées ou idéologies les plus populaires. Le principe même de l'État souverain moderne repose sur l'idée d'un peuple souverain dont l'opinion publique serait l'expression. La vérité de la démocratie est fondée, légitimée par cette opinion publique envisagée comme source de l'autorité et donc de l'exécutif. Sans ce corollaire, le système est inopérant, d'où l'apparence de donner corps à l'opinion publique.<sup>79</sup>

Jaurès compte donc s'adresser donc à cette opinion « utile » pour lui, celle qui est appelée « publique » dans beaucoup d'articles, l'opinion du prolétariat, qu'il considère presque comme uniforme. Pour lui, elle se scinde en deux catégories, le prolétariat actif, qui participe aux manifestations et aux protestations, et le prolétariat passif, qui soutient consciemment ou inconsciemment les revendications des actifs, mais qui n'ont pas encore eu le déclic pour passer à l'acte.

Pour l'atteindre, il emploie sciemment la propagande. Propagande ouvrière contre propagande capitaliste. Dans le sens socialiste du terme, la propagande de cette époque est une information diffusée à grande échelle et orienté dans le sens du prolétariat. Deux informations sur un même sujet ne se valent pas, c'est l'analyse de cette information, en la replaçant dans un contexte idéologique, qui devient l'acte de propagande du quotidien.

Au nom du roi

On fusille à Tripoli.

Quand le canon gronde, relater exactement tout ce qui se passe sur un champ de bataille est très difficile, pour ne pas dire impossible.

Surtout lorsque ce champ de bataille est éloigné de nous, et que les belligérants empêchent toute la presse de parler, d'envoyer des nouvelles.

En Turquie, la presse ne peut publier que les nouvelles que lui communique le gouvernement ; en Italie, c'est à peu près la même chose.

Malgré cette censure brutale, dictatoriale, les nouvelles passent quand même à travers, et arrivent, quoique mutilés ou exagérées, jusqu'à nous.

En laissant de côté les exagérations et en tenant compte de leur source, le rôle mauvais et odieux reste toujours à la monarchie italienne, qui est en train de compléter son déshonneur, son infamie – ce qui me consolait, s'il n'y avait que cela- sur le sol tripoliteain.

Mais elle commence à s'apercevoir que combattre contre les Turcs et les Arabes réunis, c'est autre chose qu'égorger tranquillement en Italie de pauvres travailleurs, des femmes enceintes, des enfants désarmés.

---

<sup>79</sup> J. Habermas, *L'espace public*, Payot, Paris, 2011, 324p

On doit, certainement, se souvenir du fameux ultimatum que le sieur de San Giuliano, ministre des affaires étrangères du roi, a envoyé à la Turquie au nom de son maître. Il reprochait au gouvernement de Constantinople d'avoir négligé la Tripolitaine, au point de l'avoir laissé tomber dans la barbarie, et annonçait que le gouvernement italien s'en emparerait pour y porter le progrès, la civilisation, le bien-être, etc.

Et voilà que, dès qu'elle a mis le pied à terre, la civilisation savoisienne commence ses crimes.

Etat de siège, conseils de guerre, arrestations en masse, presse bâillonnée, procès, déportations, incendies de villages, condamnations à mort, exécutions sommaires, toute la lyre, quoi !

Nous savions, par expérience, que défendre son propre pays contre l'opresseur étranger, était un crime, pour l'odieuse maison de Savoie.

Nous ne sommes donc nullement étonnés que les Arabes qui défendent vaillamment le leur contre le brigandage italien (quand je me sers du mot Italie, je veux dire seulement la monarchie, c'est entendu) soient par elles considérés comme des rebelles, des traîtres, et comme tels lâchement fusillés dans le dos.

Le 4 octobre, une quinzaine ont déjà payé de leur vie l'amour de leur propre pays, parce qu'ils ont courageusement combattu côte-à-côte avec des Turcs.

Le 25 du même mois, 40 autres furent passés par les armes. Et depuis les massacres ont continué.

Les Arabes sont donc déjà des sujets de la maison de Savoie, hélas !

Pauvres Arabes ! Ils commencent à s'en apercevoir.

Lorsque l'Autriche dominait l'Italie elle n'agissait pas autrement contre nous, ou, pour être plus précis, contre nos pères.

Tous ceux qui se révoltaient contre sa brutale et féroce oppression étaient qualifiés de rebelles et de traîtres, et comme tels bâtonnés, fusillés, pendus ou enfermés vivants dans les in pace du Spielberg et ailleurs.

Mais ces traîtres et ces rebelles sont aujourd'hui nos martyrs, les grands et glorieux précurseurs de l'indépendance italienne.

La reproche que les soudards du roi, transformés en juges et bourreaux, firent aux Arabes arrêtés, jugés et assassinés, c'est, d'abord, qu'ils avaient combattu dans les rangs turcs ; ensuite qu'ils avaient attaqué par derrière.

Comment se fait-il qu'au milieu de tous ces généraux, amiraux et autres galonnés, il n'y ait pas eu un seul caporal, pour savoir que, sur un champ de bataille, il y a deux choses élémentaires à observer ; se garder les épaules et se réserver une route libre en cas de retraite.

Que faisaient-ils, ces Italiens, contre les Autrichiens ? Malheur à ceux-ci lorsqu'ils ne se gardaient pas le dos ou lorsqu'ils se laissaient surprendre la nuit hors de la caserne, dans quelque ruelles déserte ou sur des ponts ; ils étaient sûrs d'être massacrés, jetés à l'eau et assommés à coups de pierre. Ce qui fit dire à l'empereur d'Autriche que ses garnisons d'Italie, toutes les années, lui revenaient décimées, et que l'occupation de cette expression géographique (c'est comme cela que son ministre Metternich appelait l'Italie) lui coûtait plus de morts qu'une grande défait en bataille rangée.

A la guerre comme à la guerre ; quand on a opprimé les autres, pour ceux-ci tous les moyens sont bons pour se défendre et ces crétins devraient bien s'attendre en allant en Tripolitaine tôt ou tard à se trouver en face des Arabes qui l'habitent.

L'infamie impardonnable, pour cette monarchie de criminels et de canailles, c'est que, dans ce brigandage de la prise de Tripoli, elle a traîné dans la boue et déshonoré notre belle tradition italienne qui partageait avec la France la défense des opprimés, des faibles contre les forts, les envahisseurs.

Il n'y a jamais eu un peuple luttant pour sa liberté, pour son indépendance, qui n'ait eu les Italiens avec lui.

Et voilà que, d'un peuple opprimé et généreux, cette ignoble monarchie fait un peuple oppresseur et vil. De ses soldats, elle fait des assassins des prolétaires, des tueurs de femmes et d'enfants en Tripolitaine, des bourreaux.

Mais, la guerre de conquête ne commence qu'aujourd'hui.

Ils ont déjà reçu une bonne raclée ; ce n'est pas assez. J'ai confiance que les vaillants Turcs, unis aux Arabes, vengeront les prolétaires martyrs de l'Italie, et que la conquête de la Tripolitaine nous permettra, à nous, de conquérir la République sociale en Italie.

Tripoli est conquise ; mais la Tripolitaine ne l'est pas encore. Voilà l'os difficile à avaler et à digérer.

On dit que l'Allemagne est en train de manigancer avec la Turquie l'entrée de celle-ci dans la Triplice, en prévision de la sortie de l'Italie, qui la lâcherait pour se jeter dans les bras de l'Angleterre et de la France.

Cela ne m'étonnerait pas du tout. C'est la vraie politique de cette maison de Savoie, faite de neuf siècles de volte-face et de trahisons.

Avoir accepté le sang de la France pour chasser l'Autriche de la Lombardie ; devenir l'alliée de celle-ci contre celle-là. Aujourd'hui, être à la veille de trahir ses alliés pour passer dans le camp de ses ennemis ; demain, trahir l'Angleterre et la France pour se jeter dans les bras de n'importe qui, pourvu que cela lui rapporte, rien ne peut étonner.

Giolitti, impressionné de la tournure que prend l'occupation pacifique de la Tripolitaine, et voyant que la presse de différentes nations est plutôt hostile, s'est transformé en véritable correspondant de journaux étrangers, et il envoie des lettres un peu partout, où il parle avec emphase des « Episodes épiques de nos héros » du « miracle d'énergie et d'héroïsme des soldats italiens au feu », etc. , etc., mais il se garde bien de dire qu'en Tripolitaine on assassine les Arabes au nom de son roi.

Ah ! Les bandits !<sup>80</sup>

Amilcare Cipriani<sup>81</sup> bénéficie d'une tribune plutôt large dans *L'Humanité*. Le ton tranche très nettement avec les autres articles des journalistes français.

Cette fois, Cipriani attaque frontalement la monarchie italienne, traitant les membres du gouvernement de « bandits » ayant un comportement « vil » et « lâche ». L'anarchiste attaque violemment la maison de Savoie, et à travers elle l'idée monarchique. Ce n'est pas nouveau dans le quotidien, la critique du colonialisme s'est souvent faite en vertu de la critique de l'absolutisme comme nous avons pu le voir, mais il est rare qu'un ton aussi violent soit

---

<sup>80</sup> Amilcare Cipriani, *L'Humanité*, 07 novembre 1911

<sup>81</sup> Anarchiste italien, né en 1843 et mort en 1918, après la Commune, il fut déporté en Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1881 puis emprisonné en Italie jusqu'en 1888. A partir de cette date, il vit en France et écrit de nombreux articles notamment dans la presse anarchiste.

employé. Cela tranche assez nettement avec la volonté de Jaurès de calmer les tensions internationales, mais reste une preuve d'une certaine liberté de parole dans *L'Humanité*.

Amilcare semble révolté contre la monarchie italienne, et il a de bonnes raisons de l'être après avoir été emprisonné pendant près de sept ans dans le pays. Il fait état d'une presse totalement contrôlée par le gouvernement, et des informations provenant des colonies souvent biaisées et orientées.

Ce que l'article met en avant c'est le paradoxe des Italiens de faire subir autant d'atrocités aux populations arabes alors qu'il y a encore peu, c'était les Italiens qui étaient opprimés, qui devaient subir les exactions des Autrichiens. Les rôles se sont inversés. Cipriani appelle de ses vœux la victoire ottomane et arabe. Il souhaite la défaite militaire de l'Italie, qui se traduirait par une défaite politique et idéologique propice à l'avènement de la République socialiste.



Très rarement, *L'Humanité* utilise des illustrations pour parler de l'actualité coloniale. Il le fait au même moment que Cipriani, en parlant des « Arabes fusillés dans le dos ». Le manque de courage et d'honneur dont font preuve les « soudards du roi » est dénoncé, encore plus lorsque provenant d'un pays censé apporté la civilisation aux barbares.

Le parallèle avec la campagne allemande est particulièrement intéressant dans ce cas. Les exactions telles que celle qui est illustré ci-dessus sont monnaie courante dans le Sud-Ouest Africain. Pourtant, pas une seule photo, pas un seul dessin n'est publié dans le quotidien pour donner une résonance visuelle au phénomène. Il n'existe pas une seule représentation de Hereros pendus, pas une image du camp de concentration de Shark Island -pas même une mention d'ailleurs, ce qui semble accrédité la thèse selon laquelle le degré d'acharnement à obtenir des informations est corrélé à l'importance politique que revêt l'évènement pour la rédaction.

Chapitre IX : *L'Humanité* face à ses difficultés, quel impact sur l'information coloniale ?

*L'Humanité*, nous l'avons vu, était un quotidien résolument contre la barbarie coloniale, peut-être même était-il contre l'idée coloniale et impérialiste. Il prônait une idée de paix, de coopération, et d'unité ouvrière.

De grands intellectuels écrivait dans le journal. De plus, il faisait partie intégrante de la vie politique française, en devenant l'organe médiatique exclusif de la SFIO, et européenne, par la participation régulière des membres de la rédaction à la IIème Internationale.

Les articles d'analyse étaient souvent très bien rédigés,

Ces socialistes éducateurs, lorsqu'il s'agit de politique, de conquête des pouvoirs publics, se recrutent en partie dans l'élite de la classe ouvrière, surtout chez les typographes, mais aussi dans les couches les plus diverses de la bourgeoisie, et c'est ce qui donne à ces sortes de Congrès un aspect si particulièrement bourgeois.<sup>82</sup>

L'essayiste Jean Bourdeau publiait déjà en 1904 à propos du socialisme institutionnel, ce qui sera plus tard la plus grande critique faite à *L'Humanité*, à savoir son caractère élitiste. Ce ne serait pas dérangeant si l'ambition du socialisme, et du quotidien, n'était pas de s'adresser au prolétariat, dans le sens de la classe la plus pauvre, donc la plus opprimée. La théorie de Marx était que la bourgeoisie capitaliste avait pour effet d'appauvrir la masse des individus par l'exploitation qu'elle induisait. Si cette idée s'était imposée dans la conscience socialiste, les figures politiques qui composaient le mouvement étaient tous issus de métiers convenables, intellectuels, avec un accès à la culture bien plus aisé que pour de simples ouvriers. En d'autres termes, il n'était pas très représentatif de ceux qu'ils prétendaient défendre et guider politiquement.

Ce n'aurait pas été dérangeant, si l'expression du socialisme avait trouvé une voie médiane pour toucher à la fois les simples ouvriers, pauvres, et le nouveau prolétariat<sup>83</sup> ayant une situation confortable. Or, les articles présentés tout au long de notre étude ne semblent pas être facile d'accès pour les ouvriers. Le langage utilisé est plutôt soutenu, illustré par des métaphores, des envolées lyriques, et des références historiques et politiques qu'il faut une culture générale solide pour pouvoir appréhender. Il ne reste alors que deux solutions pour le lecteur moyen. Accepter de lire un journal sans comprendre une partie des références qui sont faites, ou alors trouver un autre moyen de s'informer, quand on souhaite s'informer.

La limite de la position de *L'Humanité* se situe ici. Il prétend s'adresser aux masses, il n'est lu que par des intellectuels. Il prétend être diffusé largement, au cours de la décennie 1904 –

---

<sup>82</sup> J. Bourdeau, *Au congrès d'Amsterdam*, Revue des Deux Mondes tome 23, 1904

<sup>83</sup> Dans la théorie marxiste, un prolétaire est un homme qui vit de son travail, l'idée de pauvreté n'est pas forcément inhérente à la notion. Con

1914 le tirage maximum n'excèdera pas 200 000 exemplaires. Il prétend devenir la voix des ouvriers, ses journalistes sont tous des écrivains, des politiciens, ou des intellectuels. Non pas que la qualité de l'information en pâtisse -loin de là, elle est même plutôt de bonne qualité- mais *L'Humanité* n'a pas su jouer son rôle fédérateur de la base.

En ayant une ligne éditoriale comme celle-ci, le quotidien s'est inévitablement retrouvé en concurrence avec la multitude de journaux quotidiens dont le tirage était bien supérieur à celui de *L'Humanité* et qui était solidement ancré dans les mœurs des parisiens. Ce fut une autre des erreurs de *L'Humanité* de ne s'adresser presque qu'à un lectorat parisien.

De fait, le journal connut des difficultés financières dès le début de sa vie, conduisant Jaurès à convoquer une assemblée générale en 1905 pour trouver des fonds et ainsi augmenter le capital de l'entreprise créée pour gérer le journal. Il est porté de 780 000 francs à 880 000 francs.<sup>84</sup>

Mais tout cela ne serait rien et toute notre tentative serait vaine ou même dangereuse si l'entière indépendance du journal n'était point assurée et s'il pouvait être livré, par des difficultés financières, à des influences occultes. L'indépendance du journal est entière. Les capitaux, dès maintenant souscrits, sont suffisants pour nous permettre d'attendre le développement espéré du journal. Et ils ont été souscrits sans condition aucune. Aucun groupe d'intérêts ne peut directement ou indirectement peser sur la politique de l'Humanité. De plus, nous avons inscrit dans les statuts que l'apport de travail fait par les collaborateurs du journal serait représenté par des actions appelées « actions d'apport » qui permettent à la rédaction et à la direction politique de faire équilibre dans la gestion de l'entreprise aux actions en numéraire. C'est, dans la constitution de notre journal, une garantie certaine d'indépendance. C'est à mon nom, comme directeur politique représentant la direction, que se sont inscrites ces actions d'apport. Ai-je besoin de dire que ce n'est là une spéculation ni de ma part, ni de la part de mes collaborateurs ? D'abord, les actions d'apport ne recevront une part quelconque de bénéfice que lorsque les actions représentant le capital en numéraire, celles qui ont été déjà souscrites et celles qui le seront plus tard, auront reçu un dividende de six pour cent. Mais surtout, par une lettre annexée à mon contrat de direction, je remets d'avance au conseil d'administration, composé d'hommes choisis parmi nos amis, les bénéfices éventuels qui pourraient ressortir aux actions d'apport, il devra en disposer pour développer le journal, pour améliorer la condition de tous les collaborateurs et pour contribuer à des œuvres de propagande socialiste et d'organisation ouvrière. Dans ces conditions, quand l'heure sera venue pour nous d'accroître le capital du journal, c'est en toute confiance que nous ferons un appel public à la démocratie et au prolétariat. Faire vivre un grand journal sans qu'il soit à la merci d'autre groupe d'affaires, est un problème difficile mais non pas insoluble. Tous ici, nous nous donnerons un plein effort de conscience et de travail pour mériter ce succès : que la démocratie et le prolétariat nous y aident.<sup>85</sup>

C'est avec force que Jaurès affirme sa volonté d'indépendance lors de la première publication du quotidien.

---

<sup>84</sup> A. COURBAN, *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin (1904 – 1939)*, Éditions de L'Atelier, Paris, 2014, 352p

<sup>85</sup> Jean Jaures, *L'Humanité*, 18 avril 1904

Une indépendance, dans le texte, relative aux questions financière, mais qui pourrait être étendue à l'aspect idéologique. Jaurès refuse l'aspect de la pensée dogmatique que peut avoir, par certains côtés, le socialisme. Il n'hésite pas à faire participer des guesdistes à son journal, prend ses distances avec le marxisme, ou encore loue, parfois, les décisions que peuvent prendre ses adversaires politiques lorsqu'elles lui conviennent. Il n'oppose pour ainsi dire jamais un refus de principe, basé sur ce que représente un interlocuteur ou une idée, mais chercher des points de comparaison sur le fond des choses.

Cette position universaliste, et pour le coup pas vraiment politicienne, peut nuire à *L'Humanité* en ce qu'elle éloigne les socialistes ayant une vision arrêtée de ce qu'ils professent, et qui constituent une part importante des lecteurs du quotidien. L'équilibre quant à la ligne éditoriale n'est pas aisé à trouver.

# Conclusion

Il est possible de distinguer deux périodes bien distinctes concernant le traitement de l'information coloniale. Le jalon qui marque le passage de l'une à l'autre est le Congrès de Stuttgart. Par les résolutions qu'il promulgue concernant la guerre, et de fait la colonisation, il affirme institutionnellement une position qui n'était pas encore universelle parmi les socialistes.

Plus encore, dans les images et les références convoquées par la rédaction du quotidien pour illustrer l'actualité coloniale, il existe deux méthodes radicalement opposées. Le lecteur a le droit à une série d'articles, sous forme de chroniques, qui se contente de décrire les faits tels qu'ils parviennent aux journalistes ; et d'autres articles plus ponctuels, qui s'emparent de la question coloniale lorsqu'elle devient pressante, notamment si elle impacte la politique en Europe ou le désir pacifiste socialiste.

*L'Humanité* est un journal très proche des institutions politiques socialiste. Même si Jaurès le souhaitait indépendant, il avait conscience qu'il devait aussi asseoir son rôle de médiateur entre la SFIO et le public d'électeurs potentiels. Sans être désigné officiellement comme journal du parti, les instances dirigeantes de la SFIO bénéficiaient d'une forte représentation au sein du comité de rédaction, ce qui explique l'angle politique par lequel l'information coloniale est souvent abordée.

Sur une thématique plus idéologique, même si la base de la réflexion politique du quotidien reste le prolétariat, les moyens ne sont pas les mêmes que les tenants du marxisme institutionnels. Jaurès partage la vision de Marx sur la Révolution ouvrière, celle sur le Progrès, mais il réfute l'idée d'une colonisation qui serait un mal nécessaire. Il est partisan d'une inspiration marxiste, plus que d'un suivi strict. Sur ce point, le socialisme à l'échelle européenne a plutôt été enclin à suivre cette position. Elle l'a affirmé au fil du temps et, en 1914, la vision dominante était celle d'un rejet du colonialisme.

Il n'en demeure pas moins que, sur les journaux qui paraissent quotidiennement, très peu d'articles ont finalement pour sujet les expéditions coloniales. Ce n'est pas la priorité du quotidien. La rédaction pense, à tort ou à raison, que les ouvriers auxquels elle prétend s'adresser sont d'abord intéressés par la question politique. Ce n'est que dans un second

temps, avec toute la campagne menée contre le militarisme, que l'information coloniale trouve sa place. Même si les articles sur la barbarie sont loin d'être équivoques, en proportion, ils ne sont pas au cœur de la stratégie éditoriale du journal.

Un autre point constaté durant cette étude est l'inertie intellectuelle dans laquelle le quotidien s'est enlucé.

*L'Humanité* est présenté comme le journal du prolétariat. Celui qui sera censé fédérer les forces ouvrières pour mener la révolution, au moins politique. Pour cela, il est impératif qu'il s'adresse à eux. Il faut qu'il ait une résonance parmi la masse des ouvriers, qu'il soit une référence sur laquelle les ouvriers pourront s'appuyer pour réfléchir, et finalement pour agir.

Or, l'ensemble de la rédaction est composé d'intellectuels. Il n'existe pas de prolétaire dont la voix serait portée dans le quotidien. Les intellectuels socialistes discutent entre eux des sujets, s'interrogent sur la teneur des décisions politiques qu'ils constatent en Europe, que cela soit sur la question coloniale ou sur un autre sujet. Insidieusement, ils finissent par écrire pour leurs pairs, pour les convaincre. Si cela n'est pas condamnable, d'un point de vue politique, cela nuit à la volonté universaliste du quotidien.

Quand bien même les socialistes souscriraient à cette vision héritée des Lumières qui voudraient un changement des mentalités par le haut, avec la vision d'un système pyramidal, les mutations profondes ne sont possibles que par le mouvement de la masse. Les difficultés éditoriales s'expliquent en partie par cette conception.

Cependant, avant même de s'interroger sur les caractères de l'information transmise aux lecteurs, nous avons pu identifier un certain nombre de paramètres pesant sur l'obtention de l'information.

Avant d'être travaillée, l'information est considérée comme un matériau brut. Et, comme toutes les matières premières, les qualités varient. Les lieux de conflit des expéditions allemandes et italiennes sont très éloignés de la métropole. *L'Humanité*, eut égard à sa situation financière difficile et à l'importance que ces événements revêtent pour la rédaction, n'a pas la possibilité d'envoyer des correspondants de guerre. Elle doit s'appuyer sur la presse des pays concernés, qui sera forcément beaucoup plus intéressée par sujet et donc y consacre plus de moyens. Malgré cela, l'administration coloniale et les colons sur place restent à peu près maître des informations qui partent des colonies. Si, bien sûr, il est impossible de stopper la circulation ou de dissimuler une information indéfiniment, elles peuvent être édulcorées, orientées, dédramatisées. Surtout, les gouvernements peuvent se l'approprier pour fabriquer le

consentement du public, en jouant notamment sur la fibre patriotique, ce qui est un corolaire presque systématique lorsqu'il s'agit de ce genre de sujets.

Jaurès joue lui aussi sur la fibre patriotique, mais en distinguant le nationalisme prédateur, générateur de violence et de domination, du patriotisme socialiste qui, même s'il demeure à vocation internationaliste, garde toujours à cœur les intérêts de la nation. Par nation, il faut entendre peuple ; et par peuple, pour Jaurès et *l'Humanité*, cela signifie le prolétariat.

C'est ce qui nous amène au dernier point, au dernier prisme par lequel l'information coloniale est présentée au public. Cette fois, sans souffrir d'aucune exception, la lecture des sources laisse transparaître le pacifisme des socialistes.

La condamnation de la barbarie coloniale, de la colonisation même, se fait presque exclusivement autour de cette seule question. Et ce n'est pas tout, s'agissant également des conflits géopolitiques que cela engendre, le traitement reste le même. La prudence s'impose lorsqu'il est possible d'heurter la sensibilité de ses voisins européens. L'union sacrée, autour de la démocratie et de la République socialiste, est proclamée entre les socialistes de tous les pays, par le biais de l'Internationale, et dans la condamnation de la guerre et de la colonisation capitaliste.

C'est par ces angles que l'information est traitée, et par ces images qu'elle est présentée au public. Le réseau matériel d'information pèse sur elle tout comme, dans un second temps, le poids des institutions. Et pourtant, Jaurès tente de conserver sa marge de manœuvre et sa liberté, n'hésitant pas à prendre des positions avant-gardistes, ou à s'opposer fermement aux foules lorsqu'il ne souscrit pas à ce qu'elles professent. Ce pacifisme exacerbé lui vaudra, sans doute, la mort le 31 juillet 1914, après des injonctions à le faire taire et même des appels au meurtre publiés dans plusieurs journaux français.

# Bibliographie

## Sources :

- Articles de *L'Humanité* entre 1904 et 1914
- Proclamation aux Hereros du général Lothar Von Trotha, 2 octobre 1904
- Compte rendu du verdict du Tribunal de La Haye concernant l'affaire du Carthage, 6 mai 1913
- L'Italie et la tripolitaine, mai 1881, ambassadeur français au ministre des affaires étrangères, (documents diplomatiques français, 1871-1914, 1ère série, t. IV, doc 27, p 23)
- L'Italie, la Tripolitaine et l'Allemagne, 26 février 1911, Rome, ambassadeur français à Rome à Mr Pichon, Ministre des affaires étrangères français
- Demande de médiation à la Grande Bretagne, télégramme du 30 septembre 1911 de Tewfik Pacha (British Documents on the Origins of the War)
- Traité de Paix entre l'Italie et la Turquie, signé à Lausanne le 15 octobre 1912
- Accord Italo-Français sur les frontières de la Tripolitaine, 12 septembre 1919

## Ouvrages généraux :

- S. VENAYRE et P. SINGARAVELOU (dir.), *Histoire du monde au XIXème siècle*, Fayard, Paris, 2017, 718p

## Ouvrages thématiques :

### Sur la presse :

- D. KALIFA (dir.), *La civilisation du journal, une histoire de la presse française du XIXème*, Nouveau Monde, Paris, 1762p
- P. EVENO, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, CTHS Histoire, Paris, 2003, 236p
- R. Rieffel, *Que sont les médias ?*, Folio actuel, Paris, 2005, 539p
- G. Weill, *Le journal, origines, évolution et rôle de la presse périodique*, Albin Michel, Paris, 1934, 450p
- J-N. Jeanneney, *Une histoire des médias*, Édition du seuil, Paris, 2015, 431p
- C. Charle, *Le siècle de la presse (1830 – 1939)*, Édition du seuil, Paris, 2004, 401p

### Sur le pacifisme :

- J. Defrasne, *Le pacifisme*, Presses universitaires de France, Paris, 1995, 127p
- Y. Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Armand Colin, Paris, 2005, 350p

## Sur les colonisations allemandes en Afrique :

- V. JOLY, *Guerres d'Afrique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, 336p
- H. WESSELING, *Le partage de l'Afrique*, Éditions Denoël, Mesnil-sur-l'Estrée, 1996, 840p
- C. DE GEMEAUX (dir.), *Empires et colonies, l'Allemagne du Saint-Empire au deuil postcolonial*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Chamalières, 2010, 345p
- B. LUGAN, *Histoire de l'Afrique du Sud*. Paris, Ellipses Marketing, 2010, 552p
- B. BRUNETEAU, *Un siècle de génocides, Des Hereros au Darfour (1904 – 2004)*, Armand Colin, Paris, 2016, 349p

## Sur le socialisme :

- J. DROZ, *Histoire générale du socialisme tome 2*, Presses Universitaires de France, Paris, 1974, 662p
- C. WEILL, *L'Internationale et l'Autre, les relations inter-ethniques dans la IIème Internationale*, Arcantère Éditions, Paris, 1987, 163p
- J-N DUCANGE & A. BURLAUD (dir.), *Marx, Une passion française*, La Découverte, Paris, 2018, 346p

## Sur l'opinion publique et la propagande :

- N. CHOMSKY et E-S. HERMAN, *La fabrique de l'opinion publique*, Le serpent à plumes, Paris, 2003, 345p
- J. HABERMAS, *L'espace public*, Payot, Paris, 2011, 324p
- G. Derville, *Le pouvoir des médias*, Presses universitaires de Grenoble, Fontaine, 2017 (4ème édition), 222p
- J. Habermas, *L'espace public*, Payot, Paris, 2011, 324p
- P. Bourdieu, *L'opinion publique n'existe pas*, Revue les temps modernes n°318, Janvier 1973, p1292-1309
- N. Chomsky et R-W. McChesney, *Propagande, médias, démocratie*, Ecosociété, Montréal, 209p
- N. Chomsky et E-S. Herman, *La fabrique de l'opinion publique*, Le serpent à plumes, Paris, 2003, 345p
- P. MILZA, *Opinion publique et politique étrangère*, In: Opinion publique et politique extérieure en Europe. I. 1870-1915. Actes du Colloque de Rome (13-16 février 1980) Rome : École Française de Rome, 1981. pp. 663-687

## Sur l'Humanité :

- C. DELPORTE (dir.), *L'Humanité, de Jaurès à nos jours*, Nouveau Monde, Paris, 2004, 421p
- A. COURBAN, *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin (1904 – 1939)*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2014, 352p
- B. CHAMBAZ, *L'Humanité, 1904-2004*, Éditions du Seuil, Paris, 2004.
- A. RUSCIO, *La Question coloniale dans L'Humanité, 1904-2004*, La Dispute, Paris, 2005

### Sur la colonisation italienne :

- J. CELERIER, *La colonisation italienne en Libye*, dans : *Annales de Géographie*, t. 41, n°231, 1932. pp. 329-330
- J. DESPOIS, *La colonisation italienne en Libye*, Larose-Editeurs, Paris, 1935, 156p
- D. GRANGE, *L'Italie et la Méditerranée (1896-1911). Les fondements d'une politique étrangère*, Rome : École Française de Rome, 1994. 1722 p. (Publications de l'École française de Rome, 197)
- N. LABANCA, *Outre-mer, Histoire de l'expansion coloniale italienne*, ELLUG, Grenoble, 2014, 629p

### Sur Jaurès :

- C. SILVESTRE, *Jaurès, la passion du journaliste*, Le temps des cerises, Paris, 2010, 178p
- G. CANDAR & V. DUCLERT, *Jean Jaurès*, Fayard, Paris, 2014, 665p
- J-N DUCANGE & M. FONTAINE, *Jean Jaurès, Tome XVII, Le pluralisme culturel*, Fayard, Paris, 613p



# Table des matières

Remerciements .....	2
Introduction .....	3
Cartes.....	7
Chapitre I : La transmission de l'information coloniale, les réseaux de la modernité .....	10
Chapitre II : La place de l'information coloniale dans <i>l'Humanité</i> . L'opportunité politique..	18
Chapitre III : <i>L'Humanité</i> et la barbarie coloniale .....	29
Chapitre IV : La colonisation européenne et les résistances des indigènes, quelles images ?.	35
Chapitre V : Pacifisme ou nationalisme, l'ambiguïté de <i>l'Humanité</i> de Jaurès .....	44
Chapitre VI : <i>L'Humanité</i> entre la SFIO et l'Internationale, la puissance du réseau socialiste. ....	55
Chapitre VII : La doctrine marxiste sur la vision du colonialisme et la position du quotidien, point de rupture ?.....	64
Chapitre VIII : Français, socialiste, anticolonialiste... propagandiste ? .....	70
Chapitre IX : <i>L'Humanité</i> face à ses difficultés, quel impact sur l'information coloniale ? ...	82
Conclusion.....	86
Bibliographie .....	89
Résumé et Mots clés.....	94

# Résumé

L'approche historiographique de notre étude se veut double. En premier lieu, elle cherche à identifier les réseaux d'informations qui permettent à l'information coloniale d'arriver en France, et notamment pour les journalistes de *L'Humanité*. Ensuite, l'objectif est de déterminer si ce réseau pèse sur la qualité de l'information. Il s'agit surtout de comprendre comment l'information est traitée, s'il existe des différences entre les cas italiens et allemands. Enfin, la dernière étape consiste à analyser quelles images sont convoquées par le quotidien dans la relation des événements au public, et dans quel but politique cela est fait.

Ainsi, notre étude s'intéresse à l'histoire du socialisme, à la fois idéologique et institutionnel, entre 1904 et 1914. C'est également l'occasion d'approcher la colonisation européenne par un prisme historiographique assez récent, qui est celui de la modernité du XIXe, à savoir, qu'est-ce qui définit une époque pour les contemporains ?

The historiographical approach of our study is twofold. First, it seeks to identify information networks that allow the colonial information to arrive in France, and especially for the journalists of *L'Humanité*. Then, the objective is to determine if this network weighs on the quality of the information. It is especially important to understand how information is processed, if there are differences between Italian and German cases. Finally, the last step is to analyze what images are summoned by the newspaper in the relationship of events to the public, and for what political purpose this is done.

Thus, our study focuses on the history of socialism, both ideological and institutional, between 1904 and 1914. It is also an opportunity to approach European colonization with a fairly recent historiographic prism, which is that of the modernity of the nineteenth century, namely, what defines a time for contemporaries?

## Mots clés

Colonisation, Colonialisme, *L'Humanité*, Jean Jaurès, Socialisme, Hereros, Namas, Tripolitaine, Conquête, Italie, Allemagne, Namibie, Lybie, Marx, Réseaux, Informations, Guerre, Outre-mer, SFIO, SPD, Empire, Ottoman, Trotha.